la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

N° 432 — Nouvelle série n° 131 OCTOBRE 1958 — PRIX : 120 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois .. .. 700 fr.
Un an .. .. 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois .. .. 800 fr.
Un an .. .. 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 432 - Octobre 1958

ENTRE NOUS

Il y a vingt ans exactement, nous sortions de la crise close à Munich, et nous étions presque tous convaincus que c'était la dernière « fausse » alerte, que l'on ne renouvellerait pas l'opération d'ultime sauvetage de la paix.

Selon le mot douloureux d'une amie : « ...Nous ne pensons plus qu'à sauver l'honneur... »

Il n'est pas question de comparer la tranche d'histoire qui s'achève par le referendum du 28 septembre avec la longue agonie de la paix de 1938 à 1939. Mais si la « R.P. » a survécu, si sa vie est assurée... ce n'est pas seulement pour garder notre honneur. Sans doute cette existence, à laquelle aucun intérêt personnel et matériel n'est lié, justifie-t-elle notre raison d'être.

Si la « R.P. » vit, c'est bien parce qu'elle est utile, parce qu'elle semble même nécessaire à tous nos amis. Nous avons déjà parlé de sa diffusion et de son rayonnement. Nous voudrions insister aujourd'hui sur son efficacité, sur les moyens de la rendre plus efficace, ce qui en fin de compte revient à développer sa diffusion.

Il serait d'abord utile que tous les militants ouvriers soient exactement informés des événements, ce qui veut dire qu'ils remarquent les événements les plus importants. Il ne nous est guère possible de combler dans ce domaine les lacunes de la presse. Mais si nous maintenons notre chronique : les faits du mois, c'est bien pour que la collection de la « R.P. » facilite les repérages chronologiques et les recherches.

Dans les premières années de la « R.P. », on avait fixé ainsi le plan de chaque numéro : deux grandes études, l'un sur un sujet d'ordre intérieur, l'autre sur un sujet d'ordre international, et nos rubriques régulières : les notes de Louzon, le carnet de Monatte, parmi nos lettres, la renaissance du syndicalisme, dans l'Internationale, etc. Il serait facile de montrer que bien peu de nos numéros se conforment strictement à ce schéma. Cependant c'était bien la tendance générale de notre « cuisine ». Ce qui paralyse la plupart de nos camarades, c'est le souci de l'actualité. Or si nous demeurons fidèles à notre ambition de recréer une opinion ouvrière, l'expérience même très localisée dans l'espace et dans le temps peut avoir autant d'importance que les grands événements sensationnels. Et il n'est pas indispensable que l'on soit limité par les impératifs chronologiques. Un mouvement caractéristique reste longtemps d'actualité ou plutôt domine l'actualité. Ce qui veut dire que l'on a le temps de préparer et de composer la monographie projetée.

Il est, d'autre part, des études synthétiques qui débordent des cadres d'une monographie ordinaire. L'un de nos amis a inauguré une nouvelle chronique sous le titre : Problèmes. On pourrait ironiquement prétendre que tous nos articles devraient passer sous ce surtitre. Mais il est bon qu'en dehors de nos monographies et de nos rubriques, on pose franchement et nettement des questions que nous pensions résolues ou qui ne se posaient pas il y a vingt ans.

Il y a donc deux discussions que nous voudrions ouvrir :

1) Quel doit être le contenu de la « R.P. » ?

2) Que faut-il faire, à qui faut-il faire appel pour qu'elle soit pleinement efficace ?

LENDEMAIN DE PLEBISCITE

SUCCES PREVU... D'UNE AMPLEUR IMPREVUE !

On avouera sans peine que l'on a été surpris par les résultats du referendum du 28 septembre.

Non du succès certain. Mais de son ampleur imprévisible. On ne se soulagera pas par un simple haussement d'épaules... par la désinvolture ironique du monsieur qui savait bien que... tout ce que l'on faisait ne servait strictement à rien. Nous ne goûtons guère cette clairvoyance retardée qui sert d'alibi à la paresse et à la lâcheté. Nous n'avons pas, certes, attaché au referendum une importance capitale, mais notre déception tient à ce que l'on n'a rien fait d'efficace avant... notre seule crainte, c'est que l'on ne tente plus rien après. A ce point de vue, les résultats numériques nous intéressent.

Avec quelque recul, on tente une estimation exacte, alors que le lundi matin on était emporté par une avalanche que nul n'aurait osé annoncer le samedi soir. De 4 millions à 5 millions, de 20 à 25 %, l'écart entre 1956 et 1958 ne semble pas considérable. Il mesure cette masse flottante qui s'est portée d'un seul côté.

C'est que dans la masse électorale — sauf en 1945 lorsqu'elle fut doublée par le suffrage féminin et fortement renouvelée par les générations formées sous la guerre et l'occupation — les majorités ne se modifièrent que par des mouvements de peu d'amplitude, compte tenu d'ailleurs d'un accroissement lent mais constant des voix de gauche et d'extrême-gauche de 1875 à 1936.

C'est d'ailleurs le caractère des scrutins dans les pays à fortes traditions démocratiques, par exemple les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ce n'est jamais un poids très lourd qui fait baisser l'un des plateaux de la balance. Ce sont les suffrages d'une minorité instable, en général petite-bourgeoise, dont l'inquiétude chronique se manifeste par des soubresauts contradictoires. Il est normal qu'elle se soit portée du côté du vainqueur. Normal et édifiant. Car la victoire du 13 mai à Alger, celle du 29 mai à Paris n'ont pas conclu une bataille. Nous aurons à revenir sur la passivité ouvrière. Mais quelle confiance les démocrates « légalistes » pouvaient-ils accorder à des hommes qui, après avoir tenu le pouvoir pendant deux ans, ont reconnu qu'ils étaient incapables de disposer de l'armée et de la police. Il suffisait d'entendre les propos de Jules Moch — l'homme fort du parti — lors d'une assemblée d'information socialiste. A Alger, Lacoste a abdiqué devant Salan et Massu, s'il ne les a pas encouragés. A Paris, on ne prévoyait la guerre civile que pour justifier la fuite devant les bottes des grenadiers.

Sans doute, l'affaire d'Algérie est-elle la cause première de ce désarmement de la démocratie parlementaire, comme elle le fut des trois dernières crises ministérielles. Mais Mendès-France a pu liquider la guerre d'Indochine, engagé la liquidation des affaires tunisienne et marocaine qui fut parachevée par son adversaire Edgar Faure. Il n'y eut ni rébellion de l'armée, ni réaction parlementaire efficace. Au contraire, Guy Mollet entraîné dans la politique Lacoste ne pouvait plus se dépêtrer du guêpier, à moins de jeter tout son parti dans l'opposition. On aurait probablement évité ainsi l'appel au sauveur providentiel. Cette prise de position aurait peut-être forcé la nouvelle majorité à résoudre les problèmes avec au moins autant de libéralisme que le général. Et l'opinion publique « républicaine » n'aurait pas été désarmée.

Mais les résultats du referendum ne sont pas seulement déterminés par cette légère minorité flottante. Nous avons établi nos commentaires en comparant le total des « non » au total des voix communistes en 1956. Ce qui fausse les bases du calcul.

Sans doute les deux grands partis de la Libération (P.S. et M.R.P.) et le parti radical se sont-ils, dans leur majorité, ralliés au gaullisme. Mais les minorités n'étaient pas négligeables. Mendès-France et Depreux jouissent d'un certain crédit. L'opposition de toute l'université syndicaliste (le Syndicat de la C.F.T.C. s'étant aligné sur la Fédération autonome), celle des magisters de la Ligue des droits de l'homme devaient bénéficier de quelque audience favorable. Et s'il est notoire que le poujadisme s'est effondré en jouant la carte du fascisme pur, encore a-t-il joint quelques milliers d'unités à l'ensemble négatif.

On a parlé d'un million de voix hostiles... non-communistes. Calcul hasardeux ! qui ne correspond guère aux prévisions. D'ailleurs si, malgré d'éminents patronages, la masse des démocrates de gauche a refusé de se joindre aux électeurs communistes, c'est une éclatante démonstration de l'isolement du parti khrouchtchevien.

Faut-il encore noter qu'il y eut moins d'abstentions qu'au cours de toutes les consultations électorales depuis 1936 ? C'est pour nous, syndicalistes et libertaires, un échec plus significatif. Mais presque toutes les pertes communistes sont des gains gaullistes. On peut, en restant très prudents, les fixer à un million au minimum, à plus de deux millions peut-être. Alors que jamais la propagande des agents de Moscou n'a profité d'un climat aussi favorable. Car la classe ouvrière n'a pas cessé depuis Badinguet de manifester son hostilité spontanée au pouvoir militaire.

Prenons quelques exemples dans la Seine, là où la minorité socialiste était particulièrement active. Quatre arrondissements ouvriers : dans le 11e en 1956 : 99.071 suffrages exprimés, 36.020 voix communistes, 9.516 socialistes, 12.512 radicaux, 2.967 aux différentes gauches ; en 1958 : 98.839 suffrages (— 220) : 28.365 pour le « non » ; dans le 18e, en 1956 : 137.439 suffrages, 44.712 communistes, 13.447 socialistes, 18.734 radicaux ; en 1958 : 133.262 suffrages (— 4.000) : 33.800 pour le « non » ; dans le 19e, en 1956 : 77.499 suffrages, 29.159 communistes, 7.680 socialistes, 9.708 radicaux ; en 1958 : 76.547 suffrages (— 1.000), 22.482 pour le « non » ; dans le 20e, en 1956 : 103.443 suffrages, 40.166 communistes, 10.379 socialistes, 13.336 radicaux ; en 1958 : 103.405 suffrages (— 40), 31.226 pour le « non ».

Prenons les communes de banlieue où les communistes obtinrent la majorité absolue, il y a trente-quatre mois.

A Bobigny : 5.300 voix communistes en 1956, 4.939 pour le « non ».

A Bagnolet : 8.722 voix communistes en 1956, 8.596 pour le « non ».

A Aubervilliers : 16.211 voix communistes, 12.722 pour le « non ».

A Drancy : 15.547 voix communistes, 12.247 pour le « non ».

A Saint-Denis : 24.324 voix, 19.144 pour le « non ».

A Saint-Ouen : 15.157 voix, 11.468 pour le « non ».

A Montreuil-sous-Bois : 21.459 voix, 17.473 pour le « non ».

Remarquons que dans toutes ces communes, les minorités socialistes n'étaient pas non plus négligeables en 1956, et que la diminution des suffrages exprimés est insignifiante. Qu'une fraction oscillant du tiers à la moitié des électeurs communistes aient aussi facilement opté pour une tendanec diamétralement opposée à celle qu'ils suivaient en 1956... voilà qui nous éclaire sur leur esprit franchement totalitaire.

Nous ne tirerons pour aujourd'hui de ces observations que de brèves conclusions.

On ne peut nier que le parti dit communiste (par dérision) conserve quelque influence. Dans la classe ouvrière particulièrement. C'est sans doute le résultat d'une monstrueuse imposture, que trop de benêts de gauche contribuent à entretenir. Pour les mieux avertis, le vote communiste (dont on sait bien qu'il ne peut assurer la prise du pouvoir, ce qui rassure) semble la seule affirmation possible d'opposition au régime. Mais ce soulagement électoral n'exprime aucune volonté révolutionnaire. Sinon, on le sentirait dans des mouvements, dans des actions directes. Or le parti communiste et ses syndictas sont incapables à l'heure actuelle de déclencher **seuls** une grève de quelque importance. Et leurs appels du 26 mai se heurtèrent à la passivité de leurs troupes les plus fidèles.

Cette masse électorale demeure stabilisée dans sa majorité, et ne peut se développer en rassemblement démocratique, analogue à celui de 1935. C'est l'effet de la méfiance spontanée des « petites gens » que n'ébranle guère l'habileté de certains « cryptos ». C'est aussi parce que l'électeur communiste ne recrute plus par son exemple. Son vote trahit plus la résignation et le conformisme que la conviction et l'enthousiasme.

Le plébiscite triomphal du 28 septembre s'explique logiquement par la virulence de l'étatisme généralisé. Quand on a laissé croire depuis 1935 et surtout depuis 1945 qu'il suffit d'un Etat paternaliste et bienfaisant pour assurer la sécurité du peuple — et c'est la conviction de Guy Mollet comme de Pflimlin et de Mendès-France — il ne faut pas s'étonner que des millions de braves gens préfèrent l'homme seul qui porte « le manteau de roi » aux petits bonshommes qui s'y « taillaient des pourpoints ».

Et c'est là ensuite que peut s'opérer la confusion entre les partisans et les opposants du 28 septembre. L'étatisme se lie étroitement au nationalisme. Là, le parti communiste se trouve à sa place, assuré d'une audience sympathique. S'il n'est plus capable d'animer un prolétariat révolutionnaire, s'il éprouve quelque difficulté à s'intégrer dans un nouveau cartel des gauches, il n'a même pas à user des ficelles d'un machiavélisme grossier, pour agiter les bonnets à poil dans les ventres français. Sa qualité de colonne soviétique augmente son efficience dans une bourgeoisie hantée par les fantômes de l'alliance franco-russe. Et il dispose d'un clavier à multiples touches. L'antimilitarisme contre la C.E.D., le pacifisme contre l'O.T.A.N., le « marxisme » (!) contre Wall Street (?) et le travaillisme anglais, la libre pensée contre le cardinal hongrois et le Premier italien... et surtout l'abominade cocktail de haine servi aux tables des survivants de la Résistance et des vétérans de 1914, lorsqu'il est question de cette entente franco-allemande que Moscou redoute comme la pire éventualité.

L'antiaméricanisme et la germanophobie se chantent ou se fredonnent à tous les étages et si les couplets changent, le refrain est repris en un chœur fracassant.

Que le vieil Adenauer soit allé saluer de Gaulle à Colombey, cela chatouille agréablement l'orgueil français... Mais d'aucuns évoquent Montoire... soit pour penser Pétain en saluant de Gaulle... soit pour mesurer avec effroi le chemin de Colombey à Montoire... soit pour comparer la prospérité allemande de 1958 à la victoire allemande de 1940... soit même pour identifier Hitler et Adenauer. On perd son temps à expliquer que le rythme du redressement allemand s'explique par l'immensité des ruines accumulées en 1944 — que Adenauer doit son succès à la reconstitution de l'épargne allemande, alors qu'Hitler devait son triomphe à la misère — que même assuré de la majorité absolue au Bundestag, Adenauer a beaucoup moins de pouvoir qu'un président du Conseil de notre III[e] ou IV[e] République — que l'unité européenne c'est **d'abord** l'entente franco-allemande et que Khrouchtchev fera tout pour contrarier celle-ci afin d'empêcher celle-là.

Il faudrait déceler, à ce propos, l'inspiration du rapport de Marcel Servin au comité central du parti communiste (5 octobre 1958).

Pour la première fois, l'autocritique paraît sincère. On commente honnêtement les résultats du referendum. On engage les « non » à abandonner le ton hargneux et à tendre aux « ouis » une main fraternelle. On propose un programme qui pourrait séduire les gaullistes de gauche... en attendant d'appeler les autres à un nouveau Front des Français. Tant de mansuétude... ou d'humilité, cela semble un « hommage rendu à la vertu ». Comme la condamnation implicite des attentats perpétrés par le F.L.N. dans la métropole.

Répudiation du terrorisme ? On s'y rallierait, s'il s'agissait d'une affirmation sincère... et non d'un oportunisme assez méprisable.

Que les syndicalistes, les socialistes et les démocrates prouvent cependant qu'ils ne sont pas dupes.

On ne résistera pas à ces séductions par des exorcismes, des malédictions ou des bruits de tonnerre en coulisse. Avant de proclamer que la révolution est imminente, qu'il n'y a qu'à attendre le Grand Soir (oh ! la tribu des Nyaka !), il faudrait — banale évidence — rendre à la classe ouvrière la science de ses « faiblesses » et la confiance en ses propres forces. Ce qui revient à répudier le post-stalinisme.

Nous avons souligné ici même le synchronisme entre le 13 mai algérien et le 13 mai patronal. Des indiscrétions nous renseignent sur la lutte discrète menée autour du général entre M. Pompidou (directeur du cabinet, ancien directeur général de la Banque Rotschild) et M. Pinay de la confiance... c'est-à-dire entre le capitalisme expansionniste et le capitalisme conservateur.

Là aussi, notre vigilance doit s'exercer.

Nous n'avons pas abusé du prestige de la prévoyance... à retardement. Nous avons reconnu que nos prévisions ont été partiellement démenties par l'événement et que notre opposition n'eut guère de résonance. Il est cependant un avertissement que nous avons formulé et qui nous soulage. C'est que rien d'essentiel ne peut être résolu par le referendum, et que la lutte continue. A la psychose du jour décisif, nous avons opposé la certitude du lendemain... qui dépend encore de nous !

Roger HAGNAUER.

A PROPOS D'UNE RENCONTRE INTERNATIONALE

La participation ouvrière à la gestion

C'est un signe des temps. Une conférence internationale s'est réunie à Vienne (Autriche), pour étudier le problème de la participation ouvrière à la gestion des entreprises et confronter les nombreuses expériences tentées dans ce domaine. Or, il ne s'agissait pas d'une rencontre patronnée par des organisations ouvrières, mais d'un « séminaire », organisé par le Congrès pour la Liberté de la Culture, qui prenait place dans un cycle d'études consacré à l'examen des « problèmes du progrès ».

Nous voici donc placé dans une posture difficile pour exercer une franche critique : c'est le mouvement ouvrier lui-même qui devrait provoquer semblables réunions de militants et de sociologues, car ce qui était il y a un siècle ou cinquante ans exprimé en formules générales, est devenu aujourd'hui expériences, tentatives, épreuves. La participation ouvrière à la vie des entreprises passionnerait-elle davantage les managers et les hauts fonctionnaires, voire un petit nombre d'industriels, que les travailleurs ? Ceux-ci s'intéressent, surtout, aux salaires et aux conditions de travail en période de stabilité ou de développement économique, à la prise de possession sans partage des moyens de production en temps de crise ouverte. D'autre part, le fait que ce soit une association d'intellectuels qui ait provoqué la discussion détermine une optique particulière et élimine presque totalement les praticiens de l'action ouvrière, les militants syndicalistes et révolutionnaires.

Quels étaient les participants aux journées de Vienne, en septembre dernier ? Des gérants, en premier lieu, qu'ils fussent managers d'entreprises privées, de secteurs nationalisés ou de sociétés mixtes. Des professeurs, ensuite, spécialistes de l'économie, de la sociologie ou des enquêtes en milieux ouvriers. Des hauts fonctionnaires aussi, conseillers ou dirigeants des organismes gouvernementaux qui traitent des affaires sociales, de la productivité ou des relations entre employeurs et salariés. Et enfin, divers éléments difficiles à classer, mais dont les tribulations personnelles les autorisent à parler des travailleurs et du mouvement ouvrier en connaissance de cause, sur une base qui n'est pas exclusivement livresque : Ignazio Silone, Daniel Bell, Adolf Sturmthal, Paul Barton.

Avant même que ne s'ouvrît la discussion (elle dura six jours), il était possible par la seule lecture des rapports présentés de noter une différence dans la façon d'aborder les problèmes. Pour les uns (**Arbeitsdirektor** d'une grosse entreprise métallurgiste allemande fonctionnant suivant les principes de la **Mitbestimmung** ; directeur d'une firme pétrolière française ; conseiller d'un trust international de produits oléagineux ; conseiller financier en Israël ; hommes de l'appareil politico-économique yougoslave) il s'agissait surtout de présenter une description idéale de l'harmonieux fonctionnement de l'entreprise ou du système économique qui « tourne rond ». Ce qui prime, c'est la recherche du mécanisme juridique autorisant ou incitant chaque salarié à collaborer à la bonne marche de l'industrie ou de l'unité industrielle. Sans doute, chacun ajoutait-il quelques considérations de son cru : qui un peu d'humanisme, qui quelques citations marxistes, qui une invocation à l'intérêt général ; mais le sentiment commun correspondait au goût, à l'attirance de la machine de production qui fonctionne sans accroc. Le problème majeur semblait être de trouver un « interlocuteur » ouvrier officiel, pour garantir la discipline de la main-d'œuvre.

Une différence cependant pouvait être notée : l'anticapitalisme des représentants socialistes allemands, autrichiens et néerlandais cherchant, dans les pressions politiques et dans l'intervention de l'Etat sur une économie de plus en plus planifiée, les moyens de supprimer les contradictions de l'initiative privée qui empêchent d'aboutir au parfait épanouissement d'une société industrielle qui produise beaucoup, rationnellement, véritable machine de guerre de l'expansion économique. Encore ne peut-on jurer que les défenseurs du risque individuel n'étaient pas également tentés par les formules de leurs adversaires socialistes, ou du moins qu'ils ne se sentaient pas proches d'eux par la même admiration d'une économie dont les données matérielles et humaines pourraient être mises en équation. Il demeurait, dans le camp des animateurs des entreprises privées, un certain sentiment de supériorité, celui qui découle d'une connaissance moins formelle des réalités sociales et du dédain pour les vocabulaires désuets.

Dans ces conditions, plusieurs journées se passèrent à discuter des textes définissant le rôle des comités d'entreprise, des directeurs de travail, des représentants ouvriers au sein des organismes paritaires, sans que le sentiment de contrainte sociale qui caractérise la psychologie et le comportement ouvriers soit évoqué, sans que les dépendances diverses auxquelles sont soumis la majorité des salariés soient prises en considération. Il y avait bien, de la part de quelques universitaires, quelques doutes concernant la valeur des formules appliquées (dans le système de la **Mitbestimmung** allemande, dans celui des **Betriebsräte** en Autriche, dans celui des **Joint Committees** britanniques, dans celui des comités paritaires scandinaves, dans celui des comités d'entreprise en France) par rapport aux aspirations profondes de la classe ouvrière elle-même. Nul ne s'avisa cependant de rappeler qu'en Allemagne, la formule de cogestion dans les mines et la sidérurgie n'avait pas surgi de la volonté ouvrière, qu'elle ne se plaçait pas dans la tradition spartakiste, mais qu'elle avait été conçue (solution empirique dans une situation marquée par l'absence de tout propriétaire légal) par les experts anglo-saxons des armées d'occupation.

Les Britanniques (le professeur Hugh Clegg, le député travailliste Crosland) furent les plus sceptiques quant à la valeur des expériences tentées en Angleterre : ils expliquèrent notamment le peu d'enthousiasme des leaders des **Trade Unions** pour une participation syndicale au niveau de l'économie nationale, par la crainte que ceux-ci éprouvent d'un retour au foisonnement des **shop stewards**, c'est-à-dire de la renaissance d'une forme spontanée d'organisation ouvrière sur la base de l'entreprise, qui pourrait surgir comme une réaction aux disciplines nationales, admises par les leaders syndicaux mais rejetées par la base.

Une première conclusion se dégagea lentement, que précisèrent des observateurs nord-américains et divers participants européens : le rôle irréformable et irremplaçable des syndicats dans la défense des intérêts ouvriers, quel que soit le système de propriété, quel que soit le mode de participation des ouvriers au contrôle ou à la gestion des entreprises ou de l'économie.

La discussion qui allait mettre aux prises les Yougoslaves et les Américains permit de prendre un exemple sur le vif. Les quatre représentants yougoslaves avaient présenté en termes élogieux la formule

appliquée dans leur pays ; il s'agissait, d'après eux, d'un pouvoir économique ouvrier exercé dans chaque entreprise, suivant un système décentralisé, qui élimine par conséquent toutes les frictions et les tensions courantes dans les pays capitalistes ou les régimes étatiques. Il va sans dire que dans un milieu exclusivement composé d'universitaires attirés par les constructions rationnelles, ou de managers à la recherche de l'efficacité, voire d'intellectuels de gauche toujours en quête d'une formule élégante de socialisme, la thèse yougoslave n'eût rencontré qu'approbations, s'il ne s'était trouvé quelques participants qui savent ce qu'est la vie en usine, et qui étaient en mesure de chercher à traduire dans la vie réelle un si beau langage. L'évocation des grèves qui ont éclaté dans diverses entreprises au pays de Tito, le rappel du rôle dirigeant du parti unique (lequel ne figurait nulle part dans les rapports élaborés par les Yougoslaves), la mise en évidence de la politique fiscale pratiquée par l'Etat, la citation de l'article du code pénal qui punit de prison les responsables de grèves dirigées contre l'Etat ou les institutions officielles, la description des pouvoirs réels des comités d'entreprise ligotés par les décisions du pouvoir économique central et la pression du parti — contrôlant les organes de répression — à tous les échelons, allaient faire perdre leur superbe aux Yougoslaves ; les uns continuèrent le combat sur la seule interprétation des textes, les autres reconnurent que tout n'allait pas pour le mieux dans le pays de Tito. L'absence d'un mouvement syndical indépendant, en mesure de faire respecter le droits essentiels des travailleurs, apparut comme la tare la plus évidente du système.

L'intervention d'Ignazio Silone allait donner au séminaire ce qui, jusque-là, lui avait manqué : la filiation vivante avec le mouvement ouvrier, la description des tentatives italiennes et allemandes de l'immédiat après-guerre (1919-1921), les essais de mise en doctrine des expériences et des espoirs ouvriers de reconstruction sociale par des intellectuels (notamment par Gramsci, que Silone considère plus près de la tradition anarcho-syndicaliste que du courant bolchévik et il en voit la preuve dans le fait que le parti communiste italien, tout en magnifiant le souvenir de Gramsci se garde bien de publier ses œuvres les plus significatives), et la différence fondamentale qui existe entre la conception présente de la collaboration entre les maîtres de fait ou les privilégiés de l'économie et les salariés, et la conception solidement ancrée dans divers milieux ouvriers d'une totale refonte de la société en partant du lieu du travail.

Avec le rapport de Daniel Bell, qui rappela que les problèmes abordés étaient déjà au centre des préoccupations des premiers courants socialistes (c'était bien la première fois que nous entendions citer, dans une assemblée... académique, les noms de Waclaw Machajski — ce Polonais qui, dès la fin du siècle dernier, mit en garde le mouvement ouvrier contre les idéologies intellectuelles — et de Max Nomad) et qui examina avec beaucoup de perspicacité le contenu « productiviste » des nombreuses théories portant sur les relations humaines dans l'industrie, un aspect essentiel de la discussion allait être abordé, mais hélas sans que son importance fût reconnue. Il s'agit de la nature concurrentielle, compétitive, de l'économie au sein de laquelle les expériences de participation ouvrière sont tentées. Or, il est bien évident que les lois du marché (qui n'est jamais un marché limité par les frontières nationales) conditionnent l'application des formules les plus diverses. C'est au nom des besoins de la concurrence qu'il est demandé, ou imposé, aux travailleurs certaines normes de travail pour un salaire déterminé ; et c'est dans une économie dont le moteur est la concurrence (jusques et y compris la guerre) que la participation ouvrière à la gestion se pratique soit par initiative des pouvoirs, soit par la volonté ouvrière. Ce qui revient à constater que le rêve ouvrier porte en fait sur la conception même de l'économie qu'il conçoit au service des besoins, alors que les diverses formes de participation qui lui sont offertes respectent la nature concurrentielle de l'économie comme un tabou.

L'analyse des petites expériences communautaires et des essais coopératifs que présenta le professeur Georges Lasserre abordait, sous un angle différent, ce même problème central.

Mise à part une communication anonyme — passionnante — sur le destin des conseils ouvriers en Pologne, il n'y eut aucune analyse des expériences de l'Est, ni aucune étude sur celles d'Espagne.

Louis MERCIER.

PROBLEMES

La question du pouvoir

L'époque repose au syndicalisme français la question de ses rapports avec le pouvoir et souligne à propos du référendum constitutionnel, notre incapacité non pas à résoudre les problèmes posés, mais plus modestement à les formuler de façon satisfaisante.

Ce ne sont que des habiletés de style, des faux-fuyants, des lavages de mains à la Ponce-Pilate, des contradictions internes sans féconde confrontation de thèses. Chacun est bien content d'avoir l'air d'avoir sa petite opinion là-dessus sans avoir à l'exprimer nettement.

Hier nous disions : au syndicat le pouvoir. Le secrétaire de l'Union des syndicalistes proclame : surtout jamais le pouvoir au syndicat. Nos thèses générales actuelles semblent être : pas de régime de liberté sans indépendance politique du syndicalisme et notre cher vieux Péra semble en être arrivé à la formule : pas de démocratie sans réintégration de la classe ouvrière dans la République. D'autre part si Mercier pense prudemment que les problèmes constitutionnels « intéressent » les syndicalistes, il lui paraît difficile de dire dans quelles limites et comment ils peuvent réagir sur eux. Enfin les centrales ne peuvent se désintéresser du problème, surtout celles qui ont construit leur doctrine permanente sur la nécessité d'un contexte démocratique institutionnel, mais ne peuvent se prononcer sur le problème des institutions, ou quand elles le peuvent ne peuvent sortir franchement du cadre de la propagande interne dans leur propre organisation.

Il est normal que la classe ouvrière et le bon sens ouvrier moyen en concluent que le syndicalisme ne sait que balbutier devant certaines situations sociales ou conjonctures politiques nationales et internationales où son avenir est pourtant en jeu. Obscurément la conscience ouvrière bute sur la même contradiction sans issue où butent nos consciences individuelles, et comment en serait-il autrement ? Comment demander d'une opinion collective de se mouvoir aisément dans un domaine où plume en main et dans la facilité des élaborations théoriques nous n'arrivons pas, membres d'une même famille, à rattacher les deux bouts de notre pensée.

D'ailleurs nous pouvons étendre la constatation, dès qu'un coup de force comme celui du 13 mai produit dans nos rangs l'effet de la bouteille d'alcali dans le nid de fourmis, nous donnons un curieux spectacle. Alternativement attirés et repoussés par les comités hybrides en formation et dispersion alternatives, nous nous approchons et nous reculons alternativement des minorités philosophiques, politiques ou libertaires voisines, au nom des nécessaires alliances extra-syndicales, condamnées au nom de la nécessaire pureté

syndicaliste. A l'extérieur où notre conscience est moins déchirée parce que cela se passe plus loin de nous, la *Révolution prolétarienne,* « revue syndicaliste révolutionnaire » noue en toute tranquillité d'esprit des rapports d'amitié de discussions et de confrontation avec diverses minorités, gauches ou nouvelles gauches comprenant toutes les gammes actuelles des écoles diverses du « socialisme » aussi mouvant qu'informulable.

Je sais qu'il est de bon ton de proclamer que tout est pour le mieux ainsi et que le Bon Dieu inconnu de l'empirisme réaliste finira bien par y trouver son compte si nous et la classe ouvrière à laquelle nous prétendons servir de boussole, au moins parmi d'autres, y perdons ensemble notre latin.

Faut-il se contenter de ce confortable acte de foi dans l'intelligence immanente de l'évolution des choses, ou faut-il nous fabriquer coûte que coûte des solutions utopistes et des programmes balancés là où nous constatons notre indéniable incapacité intellectuelle ?

Si quelqu'un avait trouvé une solution au problème que je viens d'évoquer, cela se saurait. Et, si cela ne se sait pas, c'est qu'il n'y a pas de solution satisfaisante. Il faut nous faire à cette idée que beaucoup de problèmes, et les problèmes sociaux en particulier peuvent très bien n'avoir aucune solution imaginable, peuvent très bien ne supposer que des replâtrages provisoires, peuvent très bien demeurer longtemps encore, ou même toujours, de vivantes et insolubles contradictions.

Cela ne veut pas dire que nous devions nous désarmer devant eux par un désarroi prudemment camouflé. Je crois que la méthode en une telle occasion est de dresser au moins l'inventaire des problèmes insolubles et de les classer dans un certain ordre qui permet une meilleure défense contre leur déconcertante emprise, bref une adaptation en attendant mieux ou le cas échéant en n'attendant pas mieux.

Esquiver un problème ou ne pas le résoudre ne sont pas des attitudes équivalentes, la première est celle des vaincus, la deuxième peut être compatible avec la conscience, la recherche et l'action.

Mais poser le problème m'entraine à en percevoir la dimension inattendue. Je voulais me soulager avec un entrefilet. Ai-je réveillé un mastodonte ?

Jean **DUPERRAY**.

ERRATUM

Dans les impressions sur le congrès de Brest que j'ai données à la « Révolution Prolétarienne », il y a deux sortes d'erreurs : les miennes et celles du typographe :

1. **Page 12-212, colonne 2, paragraphe 7.** — Il faut lire : Il y a aussi le besoin de se sentir en contact avec le milieu social et avec l'image que le public se fait de l'école (et non avec l'image qu'elle publie de fait à l'école).

2. **Page 13-213, colonne 2, paragraphe 5.** — Il faut lire : Ruff de la « Commune » et Chéramy, par exemple, étaient visés **pour** leur assiduité dans les travées des auditeurs (et non **par** leur assiduité).

3. Je me suis fait amicalement tirer les oreilles pour la partie concernant l'existence supposée d'une droite au S.N.I.

J'aurais même été jusqu'à insinuer que cette droite existait, était organisée jusqu'au sein du Bureau national et que Desvalois en était le chef.

Il faut tout de même solliciter le texte que j'ai signé avec une certaine insistance pour aller jusqu'à y trouver cela. Cependant quand je relis cette partie de mon compte rendu, elle me semble, en effet, assez maladroitement rédigée pour que je me garde d'apprécier l'adresse ou la maladresse oratoire d'autrui même sur un seul point de son argumentation.

Ma mémoire aurait même été défaillante et Desvalois n'a pas argumenté sur la question algérienne au cours du congrès de Brest.

Il est évident que ce n'est pas par hasard que la majeure partie des comptes rendus de congrès écrits par les délégués de la base porte le titre d' « impressions ». Seul le compte rendu sténographique des débats peut être valablement titré autrement. Toute impression est sujette à caution. A plus forte raison celles d'un auditeur de débats aussi variés et sur des sujets aussi vastes que ceux du congrès de Brest. Tout de même ce que j'ai cru faire, c'est l'inventaire justement, aussi exact que possible, de questions qui étaient dans l'air et que je n'ai pas fabriquées pour mon plaisir de bricoleur.. Elles circulaient parmi les auditeurs, dans les couloirs, dans les bars environnant la salle du congrès, sur les remparts de Brest, et pendant et après le congrès, dans divers milieux syndicaux ou autres, amis ou adversaires, attentifs aux débats du S.N.I. A propos de ces questions sur une droite récente dans nos rangs, ce que j'avais cru signaler c'était mon incompétence syndicalement congénitale à formuler ces questions pour mon compte, de la même façon, et à y répondre. J'avais cru dire pour ma part que le congrès me donnait toute confiance dans la fidélité de la majorité à ses positions et à son esprit de combat. J'avais cru dire qu'il était beaucoup plus juste de parler de divergences d'appréciation sur la situation générale et la tactique à suivre au sein de la synthèse finale, que de droite ou de gauche au sein du Bureau national et singulièrement au sein de la majorité. Si je connais la bonne volonté conciliatrice de Desvalois et son souci (partagé d'ailleurs largement) de ne pas laisser creuser de fossé entre les instituteurs d'outre-mer et ceux de la métropole à la faveur d'événements tragiques, je ne crois pas que mon compte rendu ne fasse pas preuve d'un effort d'objectivité et de compréhension à l'égard des problèmes qui se posent à nos camarades d'outre-mer (territoires d'outre-mer, Maroc, Algérie et Tunisie compris). Je reporte aux colonnes 1 et 2 de la page 11-211. L'existence d'une situation de fait aboutit malheureusement à ce que nous retrouvions dans certaines interventions des camarades d'outre-mer un vocabulaire qui semble faire écho à certaines formules des Comités de Salut Public. Le Syndicat des Instituteurs infléchit ses prises de position pour tenir compte de la situation de ses membres et de leur idéal, et non de ces formules et pour amener nos camarades d'outre-mer jusqu'à la syntèse et à l'unanimité que l'on sait. Je ne disais certes pas que cela équivaut à prendre conseil d'une droite discrète pour déterminer sa position.

Pour préciser ma pensée, je dirai même que les termes de gauche et de droite empruntés, à tort, au vocabulaire parlementaire politique, ne signifient pas grand chose sur le plan syndicaliste. Ils signifient beaucoup moins encore lorsqu'une organisation de grande dimension confronte des faits et des états de faits géographiques et économiques autant qu'idéologiques, pour aboutir non à une prise de position de « gauche » ou de « droite » mais à une résultante en vue de l'application d'une force, à une synthèse en vue d'un travail commun. Cet aboutissement fait de la politique d'une organisation syndicale toute autre chose que la politique de gauche ou de droite dans le style d'un parti ou d'un super-parti.

C'est en termes syndicaux dans les faits et non dans les mots qu'une grande organisation syndicale a retrouvé la démarche constructive de la pensée humaine ; thèses, anti-thèses, synthèse. C'est d'autant plus remarquable que, dans tant de chapelles et de groupes dispersés où cel adevrait être plus facile, si thèses ou thèses et anti-thèses abondent, les synthèses, même théoriques n'apparaissent généralement pas.

Là devant, les questions sur la gauche ou la droite me semblent assez étroites, assez peu valables, assez mal adaptées au sujet, et tout compte fait, ne pas peser lourd. C'est quand même, je crois, ce qui est exprimé plus ou moins élégamment dans l'ensemble des impressions que j'ai publiées dans la précédente « R. P. » et qui m'ont valu d'autre part des remarques amusées sur mon indécrottable « optimisme » syndicaliste. — **J. D.**

UN SABOTAGE EFFICACE

Les lecteurs de la « R.P. » n'ont peut-être pas oublié les pitoyables mésaventures de la Fédération de l'Education Nationale F.O.

On sait que dans sa quasi-totalité la Fédération de l'Education Nationale passa dans l'autonomie lors de la scission confédérale de 1948. Cependant un grand nombre de militants voulurent adhérer à F.O., tandis que les staliniens, tout en restant à la Fédération autonome, formaient une Fédération cégétiste. On sait aussi que celle-ci se saborda, en 1954, sur l'ordre de Frachon représentant le P.C., malgré le vote unanime de son congrès.

A F.O., on espérait jouir du climat de libéralisme et de tolérance, dont nous avons témoigné, lors de nos premiers contacts avec la nouvelle centrale. Dans certaines catégories (les centres d'apprentissage, par exemple), la colonisation stalinienne provoquait la scission à la base et la formation de syndicats nationaux F.O.

Au contraire, l'unité corporative se maintenait dans l'Enseignement du second degré et chez les instituteurs. En s'en séparant, on perdait tout contact avec la grande majorité du personnel. On pouvait y être contraint par des contingences locales ou départementales.

On s'était arrêté à une formule provisoire, anormale peut-être, mais qui permettait de gagner du temps : en attendant le regroupement des syndicalistes libres, autonomes et F.O. **Une Fédération F.O. comprenant les syndicats nationaux constitués par scission totale — et des syndicats départementaux groupant tous les enseignants F.O., sans distinction de catégorie, décidés à se soumettre à TOUTES les obligations confédérales, à militer dans les Unions, à jouer au sein des massifs syndicats autonomes un rôle analogue à celui des pionniers du syndicalisme universitaire au sein des vieilles amicales.**

C'était sans doute une position difficile à tenir. Il fallait autant de patience que de fermeté. Je pourrais me livrer à mon « autocritique »... sans frapper sur la poitrine des autres. Mais les syndicalistes éprouvés qui avaient appliqué cette formule (Janets, Ruff, Walusinski dans le Secondaire, Marthe Pichorel, Thévenon, Petiot dans le Primaire... pour ne citer que quelques exemples), peuvent dégager entièrement leur responsabilité quant à la liquidation de la Fédération ainsi constituée.

En 1954, une décision du bureau confédéral F.O., approuvée par l'unanimité de la C.E. et que les statuts confédéraux ne pouvaient pas plus justifier en droit que l'intérêt de F.O. ne la justifiait en fait, interdit la double affiliation, c'est-à-dire exclut de F.O. **tous ceux qui adhéraient encore aux syndicats autonomes.**

Il fallait donc constituer un syndicat national F.O. de l'Enseignement secondaire. On ne s'est même pas posé la question. A ma connaissance, aucun professeur en activité ne porte de carte confédérale.

Mais on a constitué un syndicat national F.O. des Instituteurs, qui ne s'est manifesté que par l'exclusion d'éléments « indésirables » tels Thévenon et moi... opération rentable... pour son secrétaire général qu'elle a portée (promotion... au choix !) au bureau confédéral.

Il est vrai que ce syndicat national comptait au moins quatre sections. Celle des Basses-Pyrénées, dont le secrétaire déplaça beaucoup d'air avant de disparaître dans le brouillard d'affaires syndicalo-commerciales.

Celle des Bouches-du-Rhône aujourd'hui réduite au sourire confédéral de Marius... pardon ! de Marcel Babau.

Celle de la Seine qui apparut brusquement en 1956 sous le signe d'un double miracle : celui du secrétaire multiple, qui était un **Bureau** à lui tout seul... et celui de la résurrection, car ce même Bureau, important personnage dans l'enseignement de la Seine en 1939, se réveillait après douze années de sommeil. Il paraît que cette section existe toujours... dans un tiroir de l'avenue du Maine.

Enfin, celle de la Haute-Garonne. Celle-là comptait numériquement. Elle avait même mené une action efficace contre la section autonome colonisée par les staliniens. Son existence fut même la seule justification valable de la constitution du Syndicat national F.O. Malheureusement... la Garonne n'a pas voulu... couler à Paris. Toulouse n'est pas devenue capitale de la France.

Et le pouvoir tutélaire du Babau confédéral n'a pas suffi pour empêcher la liquidation. Celle-ci sera accomplie en cette rentrée scolaire. Un référendum dépouillé le 19 juin 1958 **donne 55 voix contre 60 pour le maintien du syndicat F.O. Sur les 55, 10 seulement acceptent de « participer effectivement à la gestion du syndicat ». 71 voix se prononcent pour le retour au syndicat autonome.**

Aussi l'assemblée générale (combien de présents ?) a-t-elle envisagé de transformer **le syndicat en Amicale ! !**

Je pourrais rire... sans discrétion. Exilé de F.O. par les manœuvres de Babau, exclu du Centre d'Education Ouvrière par l'ukase de Lebourre, je pourrais saluer cette liquidation comme un effet de la justice immanente. C'est au contraire avec quelque amertume que je dédie cette authentique histoire à tous nos amis qui, en 1954, ne nous ont pas entendus, parce qu'ils n'ont pas voulu nous écouter.

Il n'y a plus de Fédération F.O... sinon un ou deux syndicats de catégorie (seul, celui des centres d'apprentissage compte des enseignants). La Fédération autonome, et surtout le syndicat des Instituteurs ont résisté au noyautage stalinien et post-stalinien, et mené contre l'autoritarisme militaire et réactionnaire une résistance solitaire. Si l'autonomie reste une position regrettable (1), la participation de Forestier et de la majorité de ses mandants au mouvement pour un syndicalisme démocratique prouve la constance du syndicalisme universitaire.

La bureaucratie F.O. sort de cette expérience un peu plus discréditée. Mais sa rupture avec les syndicalistes de l'Enseignement ne fut-elle pas volontaire et délibérée ? « **La liberté,** disait la grande révolutionnaire Rosa Luxembourg, **c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement...** » Des gens formés dans la lutte contre l'imposture stalinienne et l'inertie bureaucratique restent fidèles à la haute morale de l'héroïne socialiste. Mais leur pensée hérétique dérange les combinaisons des « hommes d'Etat » de l'avenue du Maine, qui souffrent beaucoup plus du bruit des contradictions que du silence du vide. — **R. H.**

---

(1) Les résultats du référendum du 29 septembre 1958 confirment notre opinion sur la nocivité de l'autonomie. Si ces résultats prouvent la déconfiture des post-staliniens, ils prouvent aussi le peu de résonance des décisions — cependant inspirées par la plus élémentaire probité démocratique — du syndicat autonome. Isolée, l'Université syndicaliste a perdu la possibilité d'influencer efficacement les militants ouvriers. Il aurait suffi de quelques instituteurs dans les Unions de syndicats F.O. pour que soit fissuré le neutralisme suspect du bureau confédéral.

Notes d'Economie et de Politique

LES GRENOUILLES QUI DEMANDENT UN ROI

Les grenouilles se lassant
de l'état démocratique,
Par leurs clameurs firent tant
Que Jupin les soumit au pouvoir monarchique.
Il leur tomba du ciel un roi tout pacifique :
Ce roi fit toutefois un tel bruit en tombant,
Que la gent marécageuse,
Gent fort sotte et fort peureuse,
S'alla cacher sous les eaux,
Dans les joncs, dans les roseaux,
Dans les trous du marécage,
Sans oser de longtemps regarder au visage
Celui qu'elles croyaient être un géant nouveau.
Or c'était un soliveau,
De qui la gravité fit peur à la première
Qui, de le voir s'aventurant,
Osa bien quitter sa tanière.
Elle approcha, mais en tremblant ;
Une autre la suivit, une autre en fit autant :
Il en vint une fourmilière ;
Et leur troupe à la fin se rendit familière
Jusqu'à sauter sur l'épaule du roi.
Le bon sire le souffre, et se tient toujours coi.
Jupin en a bientôt la cervelle rompue :
« Donnez-nous, dit ce peuple, un roi qui se remue. »
Le monarque des dieux leur envoie une grue,
Qui les croque, qui les tue,
Qui les gobe à son plaisir ;
Et grenouilles de se plaindre,
Et Jupin de leur dire : « Eh quoi ? votre désir
A ses lois croit-il nous astreindre ?
Vous auriez dû premièrement
Garder votre gouvernement ;
Mais, ne l'ayant pas fait, il vous devait suffire
Que votre premier roi fût débonnaire et doux
De celui-ci contentez-vous,
De peur d'en rencontrer un pire. »

Jean de LA FONTAINE.

PLUS COMMUNISTES QUE LE PARTI COMMUNISTE

Le fait saillant du référendum du 28 septembre est constitué par le grand nombre d'électeurs communistes qui ont voté *oui*. Un nombre même beaucoup plus grand que celui indiqué par la presse car les chiffres qu'elle a donnés supposent que tous les *non* étaient communistes alors que très nombreux furent, très certainement, les *non* non communistes. L'intelligenzia, et cela représente maintenant beaucoup de gens, a voté *non* sans doute dans sa grande majorité, suivant en cela le conseil donné par les syndicats de l'enseignement.

Pourquoi donc tant d'ouvriers, d'ouvriers communistes, ont-ils voté *oui*, pourquoi ont-ils voté pour la dictature ?

A mon sens, c'est parce que, justement, ils étaient communistes. Le communisme, le communisme russe, c'est la dictature. Et dans ce communisme, c'est précisément la dictature qui emballe un grand nombre d'ouvriers. Déjà on avait pu constater que l'ardeur des militants du parti s'était considérablement refroidie après la mort de Staline et la relative libéralisation de Khrouchtchev. Staline, celui-là c'était vraiment un homme ! C'était le maître tout-puissant dont l'énergie et la cruauté ravissaient l'homme de la rue. L'impitoyable dictature de Staline a conquis le prolétariat français au communisme.

C'est pourquoi, maintenant que le parti communiste a non seulement plus ou moins déboulonné Staline, mais qu'il s'affuble présentement d'un faux-nez démocratique en combattant la dictature de De Gaulle, le communiste du rang ne le reconnaît plus et refuse de suivre ses consignes. Entre l'étiquette communiste qui signifiait pour lui la dictature, et la réalité dictatoriale que lui offre de Gaulle, il choisit la réalité dictatoriale.

Dans l'espoir, naturellement, qu'il aura un bon dictateur, un dictateur qui fera les affaires des ouvriers, mais cela est tout de même pour lui assez secondaire : l'important est qu'il y ait un maître.

Ne nous illusionnons pas ! C'est là un sentiment qui ne date pas d'aujourd'hui. C'est ce sentiment qui explique, plus encore peut-être que les journées de juin et la suppression du suffrage universel par l'Assemblée nationale de 1849, l'apathie du prolétariat français au 2 décembre, et le fait que les manifestants du 4 septembre étaient, d'après les témoins oculaires, beaucoup plus des bourgeois que des ouvriers ; c'est lui, aussi, qui explique qu'une fois Mussolini et Hitler installés au pouvoir, ni le prolétariat italien, ni le prolétariat allemand n'ont jamais engagé de luttes sérieuses contre eux, l'opposition active restant confinée dans certains milieux bourgeois et intellectuels dont celui de *Giustizia e Liberta*, des frères Rosselli, était le type ; tout comme c'est lui qui explique l'engouement pour le stalinisme, et le *oui* à de Gaulle du mois dernier.

Les conditions de travail et de vie déterminent le comportement des hommes, mais elles le déterminent, selon les individus, de deux façons différentes et opposées, selon que celui qui y est soumis les accepte et se laisse modeler par elles, ou bien qu'il réagit et se révolte contre elle.

La vie de l'ouvrier, c'est la vie à l'usine. Or, à l'usine, il y a un maître, un maître absolu : le patron. Une telle situation entraîne chez une partie du prolétariat l'idéologie correspondante, même s'il ne l'exprime pas ouvertement : il faut un maître. Partout, dans toute la vie comme à l'usine, il faut qu'il y en ait un qui commande et que les autres obéissent. Le communisme à cet égard donne à cette partie du prolétariat toute satisfaction : le patron subsiste, c'est l'Etat ; le patron exerce simplement désormais son pouvoir, non seulement sur l'usine, mais sur toute la société, et il dispose de tous les moyens, y compris la force la plus brutale, pour se faire obéir.

Aussi, ce communisme autoritaire, ce communisme autocratique n'est-il point propre au communisme russe. La Russie l'a appliqué pour la première fois dans les faits, mais c'est bien ce même communisme que les doctrinaires communistes du siècle dernier, de 1830 aux environs de 1880 (car ensuite le mot communiste change de sens et ne reprend son sens primitif qu'avec la Révolution russe) envisageaient comme devant régir la société de leur rêve. Celle-ci devait être une organisation autoritaire ; les écrits de Cabet ne laissent aucun doute à cet égard.

Mais, d'autre part, c'est contre ce communisme, ce communisme autoritaire que ceux des ouvriers qui réagissent contre leurs conditions de vie, ceux

pour lesquels l'autorité patronale est si insupportable qu'ils veulent la suppression de toute autorité, ont réagi dès les premiers temps contre le communisme en y opposant le collectivisme. Le collectivisme fondé sur la libre association, sur la « démocratie à l'usine ».

Il va sans dire que ce sont ces derniers seuls qui sont les agents du progrès. Ils constituent l'antithèse qui s'oppose à la société du moment et qui, par leur opposition au principe même qui la régit préparent les synthèses de l'avenir.

Les communistes ont voté oui, parce qu'ils professent l'amour de la dictature, ce sont ceux des ouvriers qui ont acquis l'accoutumance des coups de pied dans le cul ; mais les ouvriers révolutionnaires, ceux qui veulent, par haine des coups de pied dans le cul, une société d'hommes égaux et libres, n'ont pu que voter non. Seulement ceux-là ne sont plus qu'une très faible minorité.

LE FASCISME NOUS CERNE

Le fascisme c'est le refus de la liberté, de toutes les libertés. Ce refus, le fascisme en assure l'application au moyen du camp de concentration.

Le camp de concentration est la négation exacte du principe selon lequel ont commencé à se régir toutes les sociétés civilisées depuis, très exactement, le jour de la prise de la Bastille.

En ouvrant les portes de la Bastille et en supprimant ainsi la lettre de cachet, le peuple de Paris avait décrété en ce jour du 14 juillet 1789, que désormais aucun homme ne pourrait être privé de sa liberté que dans le cas où il aurait commis l'un des actes définis et interdits par la loi, et qu'en outre, il ne pourrait être condamné qu'à des peines dont la durée était fixée par la loi et qui ne pouvaient être prononcées que par un tribunal indépendant du pouvoir exécutif, statuant après débats publics et contradictoires.

Or le fascisme supprime ces garanties essentielles de la liberté individuelle en donnant au gouvernement le pouvoir d'envoyer en résidence forcée ou dans un lieu d'internement, pour un temps indéterminé, toute personne à l'encontre de laquelle il lui plaira d'agir ainsi.

En suspendant au-dessus de la tête de chacun l'épée de Damoclès du camp de concentration, le fascisme supprime, en fait, toutes les libertés, même celles qu'il a jugé bon d'inscrire dans ses lois, car qui serait assez fou ou assez... héroïque pour user d'une quelconque de ces libertés, du moment qu'il sait que s'il en use d'une manière qui déplaise au gouvernement, il risque d'être interné jusqu'à la fin de ses jours !

Or le fascisme nous cerne aujourd'hui et il s'en est fallu de peu que la première ordonnance du nouveau régime ne l'ait institué intégralement.

Le fascisme, le fascisme total, tel que nous venon de le définir, ce pouvoir discrétionnaire que s'arroge l'administration d'envoyer dans un camp de concentration pour une durée illimitée, sans inculpation ni condamnation, qui il lui plaît, règne en Algérie depuis déjà trois ans.

D'autre part, un semi-fascisme fut institué dans la France métropolitaine le jour où le gouvernement s'est fait donner le pouvoir d'envoyer dans des camps de concentration tout individu ayant subi déjà pour certains délits une condamnation judiciaire.

Cela n'était que du fascisme partiel, puisque l'envoi aux camps de concentration ne pouvant avoir lieu que pour ceux contre lesquels une condamnation légale avait été précédemment prononcée, l'arbitraire gouvernemental se trouvait ainsi limité ; ce n'en était pas moins déjà du fascisme puisqu'était ainsi instituée une peine supplémentaire que le gouvernement avait le loisir d'appliquer ou de ne pas appliquer selon son bon plaisir et dont il fixait lui-même la durée, toujours selon son bon plaisir.

A cette première mesure de fascisme partiel, vient de s'en ajouter une seconde, celle qui a fait l'objet de la première ordonnance prise par le nouveau régime, trois jour après la promulgation de sa constitution.

Dans une première version, telle qu'elle fut communiquée officieusement quelques jours avant la promulgation de l'ordonnance, il s'agissait purement et simplement de l'institution d'un fascisme total. Pouvaient, en effet, être internés ou assignés à résidence tous ceux qui apportaient une aide directe ou indirecte, aux rebelles algériens ». Toute attaque contre le gouvernement pouvant être considérée par lui comme une « aide aux rebelles », cette ordonnance aurait permis aux sbires de M. de Gaulle de coffrer tous les adversaires du régime ou de sa politique. Donc, c'était bien le fascisme total.

Au dernier moment, cependant, ces Messieurs ont hésité. Ils ont craint sans doute que le pays ne soit pas encore complètement mûr pour un fascisme total, ils ont donc ajouté à leur texte un mot qui fait qu'il ne s'agit plus que d'un semi-fascisme : ils ne se sont attribué le pouvoir d'interner ou d'assigner à résidence que pour ceux qui auraient apporté « une aide *matérielle* aux rebelles algériens ».

Certes, avec la restriction qu'entraîne le mot « matérielle », il sera assez difficile au gouvernement d'envoyer n'importe qui au camp de concentration ; il lui sera sans doute bien difficile, par exemple, de prétendre qu'un discours ou un article de journal constitue une aide *matérielle*. Ce n'en est pas moins une mesure dont le caractère fasciste est indubitable puisque :

1) elle retire aux tribunaux le droit de juger si le délit a été ou non commis ;

2) elle retire par cela même aux présumés coupables tous moyens de défense, et notamment la garantie d'un débat contradictoire ;

3) elle donne au gouvernement un pouvoir discréditionnaire pour envoyer, ou ne pas envoyer au camp de concentration, ceux qui auront apporté une telle aide ;

4) elle ne fixe point la durée de la peine, qui, elle aussi, est laissée à l'arbitraire gouvernemental, et qui peut ainsi être seulement de quelques jours, ou de toute la vie.

Le fascisme nous cerne donc de toutes les manières.

Il nous cerne du fait qu'il règne déjà totalement à nos portes, en Algérie ; il nous cerne du fait qu'en France même deux mesures sont entrées ou vont entrer en vigueur qui suppriment pour deux catégories de citoyens toutes les mesures qui avaient été prises il y a quelque 150 ans contre l'arbitraire gouvernemental et qu'elle les lui livre sans aucune défense.

A titre d'observation complémentaire, précisons ce qu'il faut entendre par « aide matérielle » aux rebelles.

Ce n'est certainement pas l'aide pour commettre un acte de rébellion. Car, dans ce cas, la législation ordinaire, la législation régulière, la législation non fasciste fournit toutes les armes désirables. Tout acte de rébellion, tout acte « terroriste » constitue un crime, ou, pour le moins, un délit ; or, qui a aidé à accomplir un crime ou un délit en est « complice » d'après la loi, et, la loi frappe le complice des mêmes peines que l'auteur principal. Si vous avez aidé, par exemple, si peu que ce soit, à un meurtre, vous êtes

passible, tout comme le meurtrier, de la guillotine. On ne peut guère demander davantage !

Ce ne peut donc pas être le fait d'aider les rebelles à commettre des actes de rébellion que l'ordonnance vise ; ce ne peut être que les actes destinés à apporter une aide à des rebelles, lorsque ces actes n'ont aucun rapport avec un acte de rébellion. Donnez-vous un médicament à un rebelle malade, pansez-vous sa plaie s'il est blessé, accourez-vous pour le défendre s'il crie « au secours ! », l'aidez-vous simplement à remettre sa moto en marche s'il se trouve en panne, vous avez donné de l'aide à un rebelle, et vous êtes par là susceptible d'être envoyé entre les barbelés !

Or, comme, en présence d'un Nord-Africain, on ne sait jamais si c'est un rebelle ou non, et qu'il y a même de fortes chances pour qu'il soit membre du F.L.N., vous ne pouvez plus apporter aucune aide à aucun Algérien si vous ne voulez pas risquer le camp de concentration. La conséquence en est claire : bientôt il n'y aura plus un Arabe qui trouvera seulement à faire réparer son vélo.

Quel magnifique développement de la « fraternisation », et quel merveilleux exemple de « charité chrétienne » !

DE GAULLE « BRADEUR D'EMPIRE »

La France avait, vers la fin de la dernière guerre, trois empires : un empire blanc comprenant le Maghreb et un mandat sur deux des Etats du Levant, un empire jaune, l'Indochine, et un empire noir composé de l'Afrique occidentale, de l'Afrique équatoriale et de Madagascar.

Or, chose remarquable, le commencement de la dislocation de deux de ces empires a été l'œuvre de Charles de Gaulle.

C'est de Gaulle qui commença la dislocation de l'empire blanc en abandonnant du jour au lendemain, sans résistance, sur l'injonction de Churchill, la Syrie et le Liban, et c'est de Gaulle qui, aujourd'hui, vient d'amorcer la dislocation de l'empire noir en reconnaissant l'indépendance de la Guinée, la plus riche des colonies françaises d'Afrique du fait de son fer, de son aluminium et de ses chutes d'eau.

Cela est dans l'ordre. Lorsqu'une révolution est *nécessaire*, elle se déroule si nécessairement qu'elle résulte souvent de l'action même de ceux dont il semblerait qu'ils doivent l'empêcher à tout prix ; ce n'est pas l'une des moindres ironies de l'histoire. Ce fut le chef du parti conservateur à la Chambre, Pinay, qui a assuré l'indépendance du Maroc et de la Tunisie, et c'est le paladin de la « grandeur de la France » qui après avoir amputé sa « patrie » de ses mandats du Proche-Orient, l'ampute maintenant de ses possessions d'Afrique noire, de *toutes* ses possessions d'Afrique noire, car la sécession des Guinéens ne peut pas ne point être suivie, à bref délai, de celle de tous leurs congénères, qui veulent seulement, à la différence des Guinéens, l'accomplir en deux temps. Déjà la Mauritanie vient de faire savoir par la voix du président de son Conseil qu'après avoir demandé à devenir membre de la Communauté, elle revendiquerait ensuite son indépendance en vertu de l'article 86 de la nouvelle Constitution.

GLOIRE AUX MAU-MAU !

Mais si les choses nécessaires, telle la fin de la domination européenne sur l'Asie et l'Afrique, se produisent inéluctablement, si leurs pires adversaires sont souvent contraints d'y prêter la main, elles ne sont nécessaires que parce que d'autres hommes les ont rendues telles, car « ce sont les hommes qui font leur propre histoire ».

Si les Mau-Mau du Kenya ne s'étaient pas révoltés, si, par une lutte terriblement inégale de plusieurs années au cours de laquelle ils périrent par milliers, ils n'avaient pas supprimé la résignation et fait naître l'espoir au sein de tous les peuples noirs, l'Angleterre n'aurait pas pris peur. Elle n'aurait pas, afin d'éviter un soulèvement général, tiré N'Krumah de la prison dans laquelle elle l'avait mis, pour conduire à l'indépendance le Ghana, celle de ses colonies où le feu couvait le plus, et elle ne se serait pas davantage engagée à donner à bref délai l'indépendance au Nigéria, la plus vaste de ses colonies du golfe de Guinée, abandonnant ainsi pratiquement la totalité de son empire de l'Afrique occidentale, car seuls vont lui rester, et pour combien de temps ! la petite colonie de Sierra Leone et le tout petit territoire de la Gambie.

Et si l'Angleterre n'avait pas commencé à promouvoir ainsi l'indépendance des pays de l'Afrique occidentale, il n'y aurait pas eu de loi Defferre pour les colonies françaises, et s'il n'y avait pas eu de loi Defferre, de Gaulle n'aurait pas été obligé, ni de prévoir dans sa Constitution une communauté d'Etats autonomes, ni de donner le droit de répondre « non » à l'entrée dans la communauté.

C'est donc, en dernière analyse, aux Mau-Mau que la Guinée doit son indépendance ; et aussi aux fellaghas algériens, la crainte d'avoir une guerre à soutenir en Afrique occidentale et équatoriale simultanément avec la guerre d'Algérie ayant, bien entendu, pesé largement, elle aussi, dans la décision française d' « apaiser » le nationalisme nègre.

Trop pris par leurs propres problèmes, les peuples généralement ignorent ou oublient ce qu'ils doivent à leurs devanciers, à ceux auxquels fut due la première étincelle. N'importe ! Si j'étais Sekou-Touré, j'élèverais un jour sur la grande place de Conakry une statue au Mau-Mau inconnu dont la révolte m'a permis d'atteindre paisiblement, sans effusion de sang, le but que je m'étais proposé, alors que ni lui, ni le fellagha ne sont encore parvenus au leur, malgré l'immense étendue de leurs sacrifices. C'est le propre de l'héroïsme d'être plus immédiatement utile à autrui qu'à soi-même, mais l'héroïsme suffit aux héros. Ce n'est pas une raison cependant pour ne pas reconnaître ce qu'on leur doit. C'est pourquoi j'élèverai la statue.

Ce serait d'ailleurs d'un excellent enseignement pour la philosophie de l'histoire.

LE GEANT S'EBRANLE

Il est très difficile de connaître l'état actuel de la Chine, ceux qui vont dans ce pays s'étendant longuement sur des choses sans importance et restant muets sur les points essentiels.

Mais voici qu'une dépêche du 1er octobre de l'*United Press* jette tout à coup, grâce à un seul chiffre, une lumière fulgurante sur ce qui est fondamental : l'industrialisation de la Chine.

Nous avons souvent appelé l'attention sur l'énormité des possibilités industrielles de la Chine, celles de la Russie étant presque insignifiantes à côté. Ces possibilités, les révolutionnaires chinois les avaient vues dès les débuts du Kuomintang et ils s'étaient enthousiasmés pour l'avenir que ses extraordinaires richesses naturelles réservaient à leur pays, mais cet enthousiasme demeura presque uniquement verbal ; pendant un demi-siècle, il ne réussit guère qu'à produire des « plans ».

On pouvait donc raisonnablement se deman-

der s'il n'en était pas de même depuis l'avènement du régime dit communiste. Or, c'est à cette question que la dépêche de l'agence américaine permet de répondre.

Cette dépêche qui rend compte d'une émission de Radio-Pekin, captée à Londres, renferme des chiffres qui sont manifestement dus à une erreur de traduction ou de reproduction, ainsi que d'autres dont l'interprétation est assez difficile, mais elle en contient un, précis et net, qui me paraît extrêmement révélateur. La province de Hou-nan, jusqu'ici peu industrialisée, dit la radio de Pekin, a produit, le dimanche précédant l'émission, 60.000 tonnes de fonte.

60.000 tonnes de fonte par jour ! Cela fait quelque 20 millions de tonnes par an, soit 10 % de plus que la production totale de l'Allemagne de l'Ouest l'an dernier, 40 % de plus que la production britannique, 60 % de plus que la production française. Or, si l'on songe qu'il n'existait vraisemblablement aucune industrie sidérurgique dans cette région lorsque les « communistes » en ont pris le contrôle, et que c'est donc en partant de zéro que les Chinois ont pu arriver en quelques années à dépasser la production de fonte de chacune des trois grandes puissances de l'Europe occidentale, on reste confondu devant la rapidité de ce développement (1).

Et lorsqu'on sait que cette région n'est que l'une de celles des provinces chinoises où le fer et le charbon abondent, on se dit qu'il n'y a pas de raisons pour que les autres regions n'aient pas été ou ne seront pas développées dans un avenir très prochain à un rythme semblable, si bien que d'ici tres peu d'années, ce ne sera plus dans la production des pays européens qu'il faudra chercher des points de comparaison, mais seulement dans celle de l'Amérique. Un géant de l'acier est né.

« L'une des voies où l'avenir de la Chine est le plus assuré et le plus beau — lit-on sous la plume de Jules Sion dans la Géographie universelle Vidal-Lablache (2) — est dans l'exploitation du sous-sol... Des évaluations qui semblent modérées attribuent à la Chine près de cent milliards de tonnes de houille... Ajoutons que le fer existe en quantités énormes : un milliard de tonnes a été reconnu, dont près de 100 millions de tonnes sur les rives mêmes du Fleuve Bleu... Les grandes régions sidérurgiques doivent être : 1) le Chan-si qui détient encore le premier rang pour l'extraction de la houille ; 2) la région si riche et relativement accessible qui borde la mer, de Tien-Tsin à Moukden, avec son annexe de Léatong ; 3) le Hou-nan où le charbon, le fer, le plomb, l'antimoine abondent non loin de ce lac Tong-ting dont les rives se couvriront certainement de fours à coke et de fonderies ; 4) le Hou-peï, grâce au charbon de Ping-yong et au fer de Ta-yek » (3).

On voit par cette simple énumération, et aussi par l'enthousiasme avec lequel le géographe la fait, quelles perspectives s'ouvrent à la sidérurgie chinoise au point de vue quantitatif, mais il est important d'ajouter que les perspectives sont non moins belles à un point de vue qualitatif si l'on peut dire, du fait que la fonte et l'acier qui seront produits dans ces régions le seront à *très bon marché*. Quand je dis bon marché, je ne veux pas dire seulement au point de vue monétaire, ce qui n'aurait pas grande signification, mais au point de vue *quantité de travail*. C'est avec le minimum de travail que la fonte coulera des hauts-fourneaux, du fait que les deux éléments constitutifs de sa fabrication, minerai de fer et charbon, sont situés *côte à côte*. Rien de commun à cet égard avec la Russie, où fer et charbon se trouvent généralement, comme dans le cas de Magnitogorsk, à des milliers de kilomètres l'un de l'autre, avec la voie de terre comme seul moyen de communication ; rien de commun même avec les Etats-Unis où l'on était obligé de faire parcourir au fer près de 2.000 kilomètres par la voie économique, il est vrai, des Grands Lacs, pour lui faire rencontrer sur les bords du lac Ontario le charbon, venu lui-même, par voie de terre, de quelques centaines de kilomètres — et où l'on va être obligé, maintenant que les gisements du Lac supérieur s'épuisent, d'aller chercher le minerai de fer jusque dans le nord canadien et au cœur du Venezuela — tandis que, dans trois au moins des quatre régions chinoises énumérées par Jules Sion, les gisements de fer et de charbon sont voisins.

La Chine sera donc, et cela très prochainement si le rythme actuel du développement se poursuit, non seulement le plus grand producteur d'acier du monde, mais aussi le producteur de l'acier le meilleur marché du monde.

Or, même au temps de l'énergie atomique et de la multiplication des matières plastiques, la sidérurgie demeure l'industrie de base, l'industrie essentielle. A elle seule, la primauté dans la sidérurgie assure la primauté dans toute l'économie.

Ajoutons cependant que cet avantage qu'a la Chine de produire à bon marché en ce qui concerne l'acier, se retrouve, semble-t-il, plus ou moins dans la plupart des autres industries, et cela encore à la différence de ce qui se passe en Russie, car *la Russie est un pays cher* (c'est d'ailleurs ce qui explique sans doute beaucoup de ses traits politiques). La Russie est un pays où presque toutes les productions exigent beaucoup de travail, du fait, d'une part, de la quasi-inexistence des moyens de transport par eau, et, d'autre part, de la dureté du climat. Aussi, peut-on tenir pour assuré que, dans un avenir sans doute très proche, ce ne sera plus la Chine qui sera le satellite de la Russie, mais la Russie qui sera le satellite de la Chine. L'économie commande.

Reste à savoir si, non seulement la Russie,

(1) On trouve une confirmation de l'extraordinaire rapidité de ce rythme dans un passage des articles que Stevenson, l'ancien candidat à la présidence des Etats-Unis, donne actuellement à la presse américaine sur son récent voyage en Russie. « On m'a dit à Moscou — déclare Stevenson — que 10.000 petits hauts-fourneaux avaient poussé dans la campagne chinoise, utilisant des matériaux locaux et la main-d'œuvre illimitée dont dispose le pays. A Moscou, on parle du rythme de l'industrialisation de la Chine presque avec terreur. Un haut fonctionnaire polonais nous a dit que la production industrielle de la Chine avait augmenté de 30 % d'une année à l'autre. « Stupéfiant » fut le terme employé par M. Khrouchtchev et celui-ci ajouta que les Chinois eux-mêmes n'avaient pas prévu un développement aussi rapide. » (**New York Herald** du 2 octobre.)

(2) Ces lignes ont été publiées en 1938 ; il se peut donc, bien que ce soit peu probable, que d'autres gisements importants aient été découverts depuis.

(3) Les usines sidérurgiques dont nous venons de parler, celles qui marchent dès maintenant sur la base d'une production annuelle de 20 millions de tonnes de fonte, appartiennent à la première des régions énumérées, le Chan-si et le Hou-nan étant limitrophes. La seconde région, celle de Tien-tsin à Moukden, le long de la mer, avait déjà été mise sérieusement en valeur avant la guerre par le fait surtout des Japonais ; la quatrième avait commencé à être mise en valeur peu avant la guerre par les Chinois eux-mêmes, mais sur une petite échelle (1 million de tonnes de fonte par an).

mais le monde entier ne sera point, lui aussi, le satellite de la Chine.

DEUX RAISONS POUR UNE SUSPENSION D'ARMES

La suspension d'armes de huit jours que Pékin vient d'instituer unilatéralement dans le détroit de Formose au moment où j'écris peut s'expliquer, me semble-t-il, par deux raisons, l'une d'ordre diplomatique, l'autre d'ordre technico-militaire.

La première est manifeste. Ce que cherche avant tout Pékin, c'est de débarrasser la région de Formose des Américains : Chang Kai-shek est secondaire. Or, Chang Kai-shek ayant été ulcéré par les récentes déclarations de Dulles-Eisenhower envisageant l'abandon, ou tout au moins la démilitarisation, de Quemoy et de Matsu, le moment est bien choisi pour essayer à nouveau de le détacher de Washington : « entendons-nous entre Chinois, et, comme preuve de nous entendre avec vous, nous cessons de vous bombarder, les Américains sont nos ennemis communs ».

La seconde raison possible est celle-ci : on sait que dans un récent combat aérien, l'aviation « communiste » chinoise a subi un échec très net : quatorze de ses avions auraient été abattus par l'aviation nationaliste qui ne disposait cependant que d'un avion contre trois, ou un seul, d'après ce que dit Pékin. Mais Formose et Pékin sont d'accord pour reconnaître que les avions communistes abattus l'ont été par des Sidewinders lancés des avions nationalistes.

Qu'est-ce qu'un Sidewinder ? C'est l'une de ces armes qui seront de plus en plus employées, des armes lançant des projectiles qui cherchent *d'eux-mêmes* l'objectif et peuvent donc l'atteindre sans que la visée ait été rigoureusement exacte.

D'après les quelques renseignements publiés, le Sidewinder serait une fusée qui dès qu'elle se trouve aux environs d'un avion à réaction est attirée par les rayons infra-rouges qu'émettent les gaz d'échappement, ce qui l'amène à se diriger d'elle-même vers l'endroit où ceux-ci sont les plus chauds, c'est-à-dire à la sortie de la tuyère d'échappement, point où le projectile alors explose au contact de l'appareil. Ainsi l'on est sûr, même avec une visée très approximative, de ne pas rater son coup.

Or, l'aviation « communiste » qui opère actuellement à Quemoy ne dispose d'aucune espèce d'arme de ce genre, d'où son infériorité au combat, malgré la supériorité généralement reconnue des Mig sur les Sabre. Il lui faut donc, si elle veut lutter à armes égales, obtenir des Russes une arme du genre des Sidewinder, mais pour que celle-ci lui parvienne en quantités suffisantes et que ses pilotes apprennent à s'en servir, un certain temps est nécessaire.

Telle est la seconde raison qui me paraît pouvoir expliquer, d'une manière plausible la subite et inattendue décision que Pékin a prise.

Robert LOUZON.

Lettre de Tunis

LE POUVOIR ET « L'ACTION »

Nous venions à peine de recevoir « l'Action » du 8 septembre quand le « Petit Matin » du 9 publiait le communiqué suivant :

« Le Bureau politique du Néo-Destour, réuni le « dimanche 7 septembre 1958 sous la présidence du « président Habib Bourguiba, a examiné la situa- « tion créée par les prises de position de l'hebdoma- « daire « l'Action », sous la signature de son direc- « teur M. Béchir Ben Yahmed, dans le but de jeter « la confusion dans l'opinion, en dénigrant systéma- « tiquement la politique du président Bourguiba « et en portant atteinte aux institutions fondamen- « tales du régime républicain.

« L'équivoque entretenue par le fait que cet heb- « domadaire utilise le nom prestigieux du journal « fondé par le président du Parti et qui s'identifie « à la lutte nationale pour l'indépendance a pu « permettre à ce journal de mener sa campagne « insidieuse de confusion.

« Considérant que ces menées dirigées contre le « gouvernement et les institutions nationales cons- « tituent une entreprise destructive des efforts con- « jugués du peuple et du gouvernement en vue de « consolider l'indépendance nationale, de parache- « ver l'édification de l'Etat et d'assurer l'avenir de « la nation.

« Le Bureau politique retire à la direction ac- « tuelle de cet hebdomadaire toute confiance et tout « appui de quelque nature que ce soit. Il a en outre « décidé des mesures à prendre en vue de clarifier « la situation de ce journal vis-à-vis du Parti. »

Une véritable bombe qui devait faire sauter « l'Action » (son conseil d'administration n'ayant pas jugé opportun de se dresser contre le Parti), et faire perdre à Mohamed Masmoudi son poste d'ambassadeur en même temps que son siège de membre du Bureau politique du Néo-Destour — par son refus de s'associer à la condamnation de ses amis.

Le prétexte de la décision du Bureau politique est un article intitulé : « Une mauvaise querelle », où le directeur de « l'Action » (1), Béchir Ben Yahmed, reproche à la Haute-Cour de justice, devant laquelle a comparu l'ancien président du Conseil de Tunisie, M. Tahar Ben Ammar, d'avoir « retenu contre lui, notamment, une assez banale affaire de fraude fiscale ».

Après avoir rappelé les critiques de son journal « contre T.B.A. chef de gouvernement sans autorité, et contre M. Tahar Ben Ammar patron payant ses ouvriers 260 francs par jour », contre M. Tahar Ben Ammar « archétype de cette bourgeoisie nationale qui, dans tous les pays, est attachée à ses privilèges », et affirmé qu' « il est juste qu'il ait été éliminé par l'indépendance ». Ben Yahmed ajoute :

« Nous sommes de ceux qui souhaitent que recule son influence politique et celle de sa classe. Mais par les voies pures de la démocratie. »

Et il termine en ces termes :

« Le procès qu'on lui fait — et qu'on ne fait pas à d'autres — prend l'aspect d'une mauvaise querelle et qui nous diminue à l'intérieur comme à l'extérieur. »

Voilà pour le prétexte.

Les véritables raisons sont ailleurs.

Voici, d'après « l'Express » du 18 septembre, ce qu'en pense l'un des amis du journal « l'Action » :

« Il s'agit de deux conceptions de l'intérêt général « qui se sont affrontées ici.

« Nous pensons qu'on peut sauver l'actuel régime « tunisien en le libéralisant un peu, en le poussant « à mettre en place au plus tôt les institutions ré- « publicaines indispensables — gouvernement véri- « table, assemblée souveraine, justice indépendante « — en l'amenant à donner des garanties de sécu- « rité et de justice aux citoyens, de manière que « chacun puisse travailler en paix.

« Nous pensons que le peuple tunisien est assez « évolué pour faire bon usage de la liberté et que, « par conséquent, il y a droit.

« Nous pensons que lorsque un homme décide seul, « il se trompe plus facilement que lorsqu'il con- « sulte.

« Nous pensons enfin que lorsque quelque chose « ne va pas, il vaut mieux le dire pour qu'on puisse « y remédier.

« C'est sur ces choses que nous sommes sanction- « nés. Tout le reste est sans importance. »

J.-P. FINIDORI.

(1) Datée du 8, mais mise en vente le 6 septembre.

La guerre fratricide entre nationalistes algériens

LA REPLIQUE DE FABER A « LA GAUCHE » BELGE

Comme vous avez pu le prévoir, je ne suis pas d'accord avec la plupart des arguments que vous avancez. Je crois, cependant, qu'ils méritent une réponse sérieuse.

D'abord la question du C.R.U.A. et des origines du F.L.N. Vous présentez la formation du C.R.U.A. comme une scission des activistes du M.T.L.D. dirigée contre tous les anciens dirigeants du parti, qu'ils soient messalistes ou centralistes. Je vois cette scission sous un jour différent. Il est vrai que la formation du C.R.U.A. exprimait une révolte des cadres moyens et activistes du M.T.L.D. contre la passivité du parti. D'autre part, cette passivité provenait du fait que la lutte entre l'aile réformiste (centraliste) et l'aile révolutionnaire (messaliste) dans le parti paralysait ce dernier à un moment critique. Il est tout à fait faux de mettre messalistes et centralistes dans un même sac en ce qui concerne la politique du M.T.L.D. Les futurs « messalistes » n'étaient alors que la majorité du parti (cadres moyens et base) qui luttait pour maintenir la politique du M.T.L.D. sur un cours révolutionnaire. Il est avéré qu'en 1954 les « messalistes » préparaient la révolution en Algérie, et qu'ils étaient bloqués dans leurs efforts par la tendance réformiste du M.T.L.D. qui contrôlait la majorité du comité central (d'où le nom de « centralistes »). Cette situation ne fut résolue qu'au congrès de Hornu, qui rendait au M.T.L.D. sa liberté d'action par l'exclusion de la tendance « centraliste ». (Rappelons le vote : 750 mandats environ à Messali, 100 environ aux centristes et 50 abstentions.)

Au lendemain de cette exclusion, Moulay Merbah déclarait au nom du parti au correspondant du « Monde » : Il est évident que le dénouement de la crise devra mettre un terme à l'immobilisme qui a été une des causes de cette crise. Ce qui veut dire que le parti se conformera désormais aux principes de lutte qui l'ont toujours guidé depuis sa création... Comme par le passé, il luttera pour arracher dignement des revendications, sans pour cela oublier un seul instant ou y subordonner son objectif principal : l'indépendance de l'Algérie. » (« Le Monde », 11 et 12 octobre 1954)...

Au lendemain de la scission, le M.T.L.D. messaliste s'orientait donc vers le déclenchement de la lutte armée. Personne à l'époque ne s'était d'ailleurs trompé sur le sens de la scission. Il est utile de rappeler ce que « Le Monde » écrivait à l'époque :

« Il semble bien qu'en définitive Messali l'a emporté tant en France qu'en Algérie. Son groupe, fort du prestige du vieux leader auprès des masses algériennes, conserve le plus grand nombre d'adhérents dans la classe ouvrière et notamment parmi les travailleurs émigrés et les commerçants musulmans installés en France et en Belgique. Le second groupe, dirigé par Hocine Lahouel, comprend la plus grande majorité des élus et anciens élus du M.T.L.D., les cadres du parti en Algérie. Il recrute ses partisans parmi les membres des professions libérales, les petits fonctionnaires, les ouvriers francisés (mécaniciens, cheminots, traminots) et parmi les organisations de jeunesse tels que les scouts musulmans et les associations d'étudiants nord-africains. Il semble enfin que les nationalistes algériens installés au Caire se soient ralliés (pour l'instant au moins) au groupe Lahouel. Notons que ce groupe paraît disposer d'importants moyens financiers car, malgré les injonctions de Messali Hadj, il a gardé les fonds du parti. » (« Le Monde », 11 octobre 1954.)

Le jour suivant, « Le Monde » titrait : « Les messalistes se préparent à une action révolutionnaire », mais n'abandonnait pas tout espoir :

« Dirigé par des hommes qui semblent vouloir s'écarter des méthodes violentes et sortir de la clandestinité, le nouveau parti que dirige Lahouel pourrait faire penser au Néo-Destour. Par leur formation et leur forme de pensée, ses dirigeants sont très proches de ceux du parti nationaliste tunisien et de certains dirigeants de l'Istiqlal. Quelle place prendront-ils dans la vie politique de l'Algérie ? Il est assurément trop tôt pour le prévoir. Leur adhésion à l'idée d'une « République algérienne » pourrait les rapprocher de l'Union de Manifeste algérien. Il est vrai cependant que leur mouvement, comme le parti de Ferhat Abbas, risque de se trouver dépassé par le M.T.L.D. messaliste, dont les racines sont surtout prolétariennes. » (« Le Monde », 12 octobre 1954.)

Le gouvernement non plus ne s'était trompé sur le contenu politique des deux tendances, et avait naturellement misé sur les centralistes :

« Tant que les deux fractions s'opposent entre elles, nous gagnons du temps : le péril que nous pouvions redouter est écarté. Tel est du moins le type de raisonnement que l'on pouvait entendre dans la bouche de certains officiels. Il est vrai que d'autres ne tardent pas à considérer que « l'opération » est manquée. Le M.T.L.D. de Hocine Lahouel et de Kiouane, le parti des exclus, ne rallie que quelques intellectuels. Les ouvriers, la majorité des Algériens émigrés dans la métropole, restent fidèles à Messali. » (« Le Monde », 4 novembre 1954.)

Aussi, au lendemain du déclenchement de l'insurrection, tous les responsables messalistes sont arrêtés en Algérie (196 arrestations, entre autres celle de Moulay Merbah, « des armes de guerre et des munitions ayant été découvertes à son domicile »). Le M.T.L.D. messaliste est dissous et sa presse saisie. Les centralistes sont d'autant moins inquiétés qu'ils s'opposent publiquement à l'insurrection (1).

Il est vrai que le déclenchement de l'insurrection fut décidé par le C.R.U.A. seul, ou plutôt par les dirigeants du C.R.U.A. résidant au Caire (Ben Bella, Khider). Ceci ne signifie nullement que le C.R.U.A. était la seule force révolutionnaire en présence. Politiquement, le C.R.U.A. était plutôt une formation provisoire, composée de militants que les circonstances avaient isolés de la lutte politique qui se livrait dans le M.T.L.D., et qui ne s'étaient jamais proposé de devenir une tendance politique distincte. D'une façon générale, ils représentaient dans l'illégalité les mêmes aspirations, principes et le même programme que les messalistes défendaient dans la vie politique publique. La plupart des militants du C.R.U.A. en

(1) Correction : Au lendemain du 1er novembre 1954, les dirigeants des deux tendances du MTLD étaient arrêtés. Deux mois plus tard, tous les dirigeants centralistes étaient libérés, alors que les dirigeants et militants messalistes (plus de 5.000) restaient en prison, à l'exception de Moulay Merbah, secrétaire général du MTLD. Voir à ce sujet : « Où sont les socialistes en Algérie ? » dans **La Commune**, No 3, juin 1957.

Algérie croyaient d'ailleurs déclencher l'insurrection « au nom de Messali ». Il est probable que si les deux groupements avaient coordonné leur action et que l'insurrection avait été déclenchée quelques semaines plus tard, les conditions de départ auraient été meilleures, mais ce n'est pas là l'essentiel. L'essentiel, c'est que tant le C.R.U.A. que la majorité du M.T.L.D. (messaliste) voulaient la révolution, et que l'insurrection a provoqué immédiatement la fusion des deux groupes. Au lendemain du 1er novembre, la totalité des militants messalistes passent à l'insurrection, alors que la majorité des membres du C.R.U.A. en Algérie rejoint le M.N.A.

Il est hors de doute que l'histoire a pleinement justifié le déclenchement de l'insurrection. Ceci reste vrai malgré le fait que ceux qui en ont fixé la date ne s'appuyaient sur aucune force politique réelle. Ce qui était réel, c'est le fait que la révolution exprimait un besoin profond du peuple algérien, et que c'est grâce aux organisations qui exprimaient ce besoin profond (M.T.D.L. messaliste et C.R.U.A.) que le combat a été porté sur un niveau plus élevé et que la révolution a pu se faire.

Il est totalement faux, par contre, de voir dans le F.L.N. l'héritier du C.R.U.A. La formule même du « Front », et sa base politique, rappellent beaucoup plus le « Congrès national algérien » préconisé par la majorité réformiste du C.C. du M.T.L.D. en 1953. Aux chefs du C.R.U.A. qui ont accepté cette formule, on peut et on doit reprocher le fait d'avoir accepté l'adhésion au F.L.N. de politiciens totalement discrédités dans la masse algérienne, et auxquels cette adhésion a permis de continuer à jouer un rôle politique néfaste pour le peuple algérien. C'est en se couvrant de l'autorité de Ben Bella ou de Khider que Ferhat Abbas, Kiouane, Yazid et Cie ont pu effectuer leur rentrée sur la scène politique et accaparer la direction du F.L.N. (au profit de la bourgeoisie, bien entendu, car la bourgeoisie algérienne existe. Faible, anémique, si l'on veut, mais réelle. C'est sa faiblesse qui explique à la fois son indigence politique et sa dépendance vis-à-vis des puissances étrangères.)

Il est également faux de prétendre que la politique du F.L.N. est déterminée par les chefs militaires ; elle est déterminée surtout par les fournisseurs d'armes (et c'est là que la question des appuis extérieurs, que vous escamotez, est importante) et par les politiciens du F.L.N. qui représentent le « Front » auprès de ces puissances. Sans armes, les chefs militaires ne sont rien, et pour obtenir des armes ils sont obligés de se conformer aux conditions politiques que les fournisseurs d'armes leur imposent. Ce sont là des données fondamentales sans lesquelles on ne peut comprendre l'évolution de la politique interne de la résistance algérienne. Le rôle politique que peut jouer la dépendance vis-à-vis des fournisseurs, on l'a déjà vu en Espagne, en Grèce, en Indochine ; il n'y a là rien de nouveau.

Une question secondaire, mais qui vaut la peine d'être relevée en passant : celle du « culte de la personnalité » qui serait fait autour de Messali Hadj. Il est malheureusement vrai qu'à certains moments de l'histoire des individus jouent un rôle déterminant dans un mouvement, et soient, pour ainsi dire, irremplaçables. Cela a été notamment les cas de Lénine et, plus encore, le cas de Trotsky dans le mouvement trotskyste. Ce dernier cas est particulièrement frappant : il est indéniable que la personnalité de Trotsky a complètement dominé le mouvement de la IVe Internationale et que, sans cette personnalité, le mouvement aurait été impensable, du moins sous cette forme. Il n'est pas certain que cela ait été entièrement à l'avantage de ce mouvement. Avec plus de justification que Marx, Trotsky aurait pu dire « qu'ayant semé des dragons, j'ai récolté des pucerons ». On peut dire également que, si Trotsky n'a pas été élu « président à vie », il s'est fait un culte autour de sa personnalité, déjà de son vivant et surtout après sa mort : interprétation littérale et fétichiste des paroles du maître, création d'une légende, etc.

Cela n'enlève rien à la grandeur de ces personnages. On pourrait seulement dire, avec quelque justification, qu'un mouvement qui doit dépendre à un tel point, sur tous les plans, de l'apport d'un seul homme, n'est pas mûr pour jouer son rôle, et arrive trop tôt sur la scène. Il n'en reste pas moins le mouvement le plus avancé et le plus progressiste dans la situation de fait, et n'en mérite pas moins le soutien (critique, de préférence) de tous les militants révolutionnaires.

La question de l'attitude envers l'impérialisme. Je ne suis pas d'accord avec les déclarations de Moulay Merbah sur la doctrine Eisenhower et avec certains de ses appels à l'O.T.A.N. J'y vois une faute politique. Il s'agit, bien sûr, d'une tactique (qui vise à exploiter les contradictions qui existent entre l'impérialisme américain et l'impérialisme français) mais d'une tactique qui peut se retourner contre le M.N.A. Nous connaissons des militants du M.N.A. qui sont également de cet avis. D'autre part, il est évident que dans la conjoncture actuelle l'impérialisme américain n'est pas le principal ennemi. Or, l'attitude du M.N.A. vis-à-vis de l'impérialisme français a été irréprochable. Affirmer que le F.L.N. a conduit les 9/10e de la lutte et qu'il a subi les 9/10e de la répression est une grossière falsification. Il n'y a qu'à comparer le nombre des condamnés à mort et des emprisonnés en Algérie pour voir que le M.N.A. continue à jouer un rôle déterminant, et qu'il est frappé au moins avec la même violence que le F.L.N. Ici la comparaison avec le P.O.U.M. et la gauche anarchiste dans la guerre d'Espagne est pleinement justifiée.

Je ne vois absolument pas d'objections à formuler envers la proposition d'une « table ronde » avec tions politiques du M.N.A., elles n'ont pas varié :

1) cessation des hostilités ;

2) réunion d'une conférence de la table ronde entre le gouvernement français et les représentants **de toutes les tendances algériennes ;**

3) en même temps : cessation immédiate de toutes les exécutions de condamnés à mort, libération des prisonniers politiques **de toutes tendances,** rétablissement de toutes les libertés démocratiques ;

4) organisation par les Nations Unies d'élections générales pour une Assemblée constituante algérienne souveraine, élue au suffrage universel, sans distinction de race ou de religion ;

5) désignation par cette assemblée d'un gouvernement algérien chargé de négocier avec la France et de définir les rapports des deux Etats.

Ces conditions ont toujours été la base de négociation du M.N.A. Elles ont été répétées pour la dernière fois en septembre, dans une lettre aux parlementaires français, à la veille de la discussion sur la loi-cadre, que le M.N.A. rejette sous toutes ses formes. Si c'est là une politique de compromissions avec l'impérialisme, on pourrait dire la même chose de la politique de Lénine et de Trotsky à Brest-Litovsk (et il n'a pas manqué de gens pour le dire).

Il est temps également d'en finir avec la fable du congrès de l'U.S.T.A. tenu à Paris et du voyage des représentants de l'U.S.T.A. à Bamako « organisé avec la permission de l'impérialisme français », alors que presque tous les dirigeants actuels du F.L.N. sont sortis de France et d'Algérie avec des passeports français en règle et au su du gouvernement.

Je reviens sur la question des soutiens extérieurs.

Nasser : oui, naturellement, Bourguiba ne représentait pas le prolétariat, ni Salah Ben Youssef la bourgeoisie. Il est évident que toute opposition à Nasser n'est pas nécessairement ouvrière. D'autre part, il est certain aussi que Nasser ne soutiendrait pas un mouvement authentiquement ouvrier. En tout cas, pas dans la situation algérienne, où il a le choix entre un parti qui a une base politique indépendante et une coalition de chefs qui n'en a pas et qui dépend de lui.

Le parti communiste et les Etats staliniens. Il est grotesque d'affirmer que le F.L.N. n'a pas reçu une aide massive des staliniens, surtout dans le domaine du terrorisme et de la propagande. Il est inutile de revenir sur ce que nous avons déjà expliqué dans notre première lettre aux camarades de la « Jeune Garde socialiste » : rappelons l'affaire du dépôt d'armes de Lyon, l'affaire des bombes à Alger. A cela vient s'ajouter la découverte près de Firminy, dans la cabane appartenant à un stalinien français, d'un dépôt d'armes destiné au terrorisme F.L.N. dans la région. Sans parler de l'affaire du « Slovenija ».

Sur le plan syndical, nous n'avons jamais songé à reprocher à la C.G.T. d'avoir « admis » des Algériens, qui ne tiennent d'ailleurs pas à y être « admis ». Ce que nous lui reprochons, c'est de se prêter comme couverture à une organisation factice (l'A.G.T.A.), appuyée avant tout sur des groupes terroristes, et organisée par Tollet, Belouchrani (Omar) et d'autres staliniens dans le but de briser l'U.S.T.A. et le M.N.A. en France...

Nous en venons à la question des règlements de compte. Il est juste de prendre la position : contre tout règlement de compte dans le camp ouvrier et anti-impérialiste.

Nous n'avons jamais dit que le F.L.N. « s'est transformé d'une organisation politique en une bande de gangsters », et que celui qui a commencé à tirer est nécessairement celui qui a tort. Nous connaissons peu de gens qui raisonnent de manière aussi simpliste, et qui disent des bêtises pareilles.

L'U.S.T.A. a affirmé que le F.L.N. et l'U.G.T.A. étaient de plus en plus des « délégations extérieures appuyées sur des équipes de tueurs ». Pour notre part, nous avons dit que la pauvreté politique du F.L.N. le poussait à accepter l'assassinat comme moyen de résoudre les différences politiques avec ses adversaires à l'intérieur du mouvement nationaliste. Nous avons dit plus : que toute cette politique, ainsi que le comportement du F.L.N. (politique et militaire) découlait d'une idéologie bourgeoise qu'il détient en commun avec les mouvements de même tendance au Moyen-Orient : mystique chauvine, bonapartisme.

Il est inutile, bien sûr, de rechercher « qui a tiré le premier coup ». Il est indispensable, par contre, de rechercher quel mouvement porte la responsabilité des règlements de compte, c'est-à-dire qui les a introduits comme méthode de lutte politique. Nous ignorons quelle était la situation en Belgique en 1954, et nous réservons notre jugement sur cette situation jusqu'à ce que nous ayons de plus amples informations. Nous connaissons par contre les faits suivants :

1) Le F.L.N. a systématiquement poursuivi une politique d'extermination des dirigeants du M.N.A. sans raison autre qu'ils étaient les dirigeants d'un mouvement qui fait obstacle à la tentative du F.L.N. de se constituer en interlocuteur unique, et ceci dès fin 1954-début 1955. Parmi les personnes dont l'assassinat était préparé ou exécuté : Messali, Mezerna, Ben Boulaid, sans parler de la direction de l'U.S.T.A. Jamais le M.N.A. n'a eu une politique comparable. Au contraire : lors de l'émeute dans la prison de la Santé, au début de l'année passée, Ben Bella, qui allait être lynché par des détenus algériens, n'a eu la vie sauve que grâce à l'intervention personnelle de Mohammed Maroc, également détenu dans cette prison.

Nous savons très bien qu'en France le M.N.A. a attaqué le F.L.N. en 1956. Nous savons aussi qu'il s'agissait d'une riposte aux efforts du F.L.N. de s'implanter par le terrorisme en 1955. Avant l'été de 1955 le problème des « règlements de compte » n'existait pas : la presse parle « d'échauffourées » et de « bagarres », il n'y a pas de morts, il n'y a pas d'organisations spécialisées dans le terrorisme...

Mais on peut aussi remarquer que si le F.L.N. s'opposait au terrorisme entre organisations nationalistes, il lui aurait été facile de lancer un appel dans ce sens en 1955 ou en 1956. Cela n'a pas été le cas. Remarquons encore que les amis du F.L.N. se sont aussi tus alors, et non seulement nous autres professeurs de morale. Nous savons enfin qu'en France en France en 1956 le M.N.A. a offert une trêve au F.L.N., que cette organisation était obligée de refuser étant incapable de donner l'assurance que les groupes locaux respecteraient l'accord intervenu au sommet.

En ce qui concerne l'U.S.T.A., nous rejetons avec mépris l'argument de la « liquidation des chefs d'équipes terroristes ». Remarquez que ce n'est qu'une parmi plusieurs explications contradictoires données par le F.L.N. sur les assassinats des chefs de l'U.S.T.A. Selon Masmoudi, ambassadeur de Tunisie, ils étaient le fait d'agents provocateurs. Selon la Fédération de France du F.L.N., c'était le châtiment mérité de traîtres. Selon le chef F.L.N. interviewé à Tunis par Jean Daniel (« L'Express » du 9 novembre 1957), ils ont été tués parce qu'ils étaient les plus forts. Ensuite, le F.L.N. a également affirmé que l'U.S.T.A. était une organisation subventionnée par la police, etc. Si le F.L.N. ment visiblement sur tous les points que nous pouvons contrôler, pourquoi le croirions-nous sur le reste ?

Vous nous accusez aussi de partialité. Une remarque à ce sujet : nous n'avons jamais refusé de défendre un condamné à mort du F.L.N., et nous avons exigé la libération des chefs et militants F.L.N. détenus en France ou en Algérie, y compris ceux de l'U.G.T.A., du P.C.A., etc. Ceci est vrai d'une manière générale pour nos amis français qui soutiennent le M.N.A. Par contre, nous n'avons jamais vu un journal favorable au F.L.N. prendre la défense de militants M.N.A. Aucun commentaire, pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, au sujet des six militants messalistes exécutés à Alger les 9 et 10 octobre 1957 (du groupe « El Fidayoun »)...

Vous nous accusez aussi de l'impérialisme (avec qui d'autre ?). A moins que vous ne soyez opposé en principe à la participation du M.N.A. aux négociations, je ne vois pas bien quelle autre attitude on pourrait prendre. Quant aux condi-

2) Nous avons constaté également que le F.L.N. utilise des équipes de tueurs professionnels en France, et qu'une partie de son organisation dans les villes d'Algérie est également composée de gens du « milieu ». Nous savons ensuite que le F.L.N. n'a pas hésité à « liquider » un certain nombre de militants et de groupes M.N.A. en les dénonçant à la police. Un mouvement de masse révolutionnaire n'a pas besoin de recourir à de tels procédés...

3) Nous avons relevé ensuite que cette politique de terreur est également poursuivie sur le plan militaire, où elle est souvent dirigée contre les populations de tout un village ou de toute une région, et qu'elle constituait de ce fait un grave danger pour la révolution algérienne...

Daniel FABER.

LES NOUVEAUX ACCORDS DE L'AUTOMOBILE AUX U. S. A.

« Les contrats de travail dans l'industrie automobile n'auront pas d'incidence inflationniste ». C'est par ce soupir de soulagement que la feuille française du capital « l'Information » titre la note qu'elle consacre à l'accord triennal que l'United Auto Workers Union, l'U.A.W. vient de conclure avec la puissante General Motors Corporation, la G.M.C., le plus important des Grands de l'Automobile américaine qui fournit 53 % des voitures sillonnant les routes des U.S.A. et que fabriquent les 126 usines réparties dans 71 localités.

Mais si « l'Information » croit dans son commentaire pouvoir interpréter la déclaration de Walter Reuther comme l'expression d'un soulagement sur une position de repli et croit de ce fait pouvoir confondre sagesse et résignation, nous y trouvons, pour notre compte, le témoignage de la maitrise et de l'autorité d'un mouvement syndical qui peut et sait choisir son heure, qui peut et sait menacer sans s'affoler, qui a pu et a su « arbitrer » dans l'intérêt général une situation particulièrement délicate et marquer des points à l'avantage de tous.

Cet accord, le troisième, conclu dans l'automobile en moins de trois semaines, Reuther le définit « honnête et équitable », car il apporte des avantages directs et indirects aux travailleurs en activité, aux chômeurs, aux travailleurs rejetés de la production, il le qualifie de « bon pour le pays » parce que non inflationniste, laissant à M. Seaton, vice-président de la G.M.C., le soin de le reconnaître « correct et honnête » pour les producteurs « auxquels il apporte trois ans de stabilité ».

Si, comme le relève l'hebdomadaire « Time » les syndicats ont traité sur des bases sensiblement plus modestes que leurs revendications initiales — 73 cents de l'heure par ouvrier, face à une contre-proposition patronale de 16 cents, pour l'ensemble des avantages demandés — ceci n'est pas pour nous étonner, car c'est justement l'une des règles internes du « bargaining » que la partie s'engage sur des enchères d'autant plus éloignées que la stratégie à tenter est plus audacieuse et risquée que les tactiques alternantes sont plus subtiles et incertaines ; et « le sacré bluff » de l'U.A.W. a peut-être été, en la circonstance, l'atout déterminant de son jeu.

Relevons cependant — et c'est un aspect qui apparaitra moins évidemment et dont on ne pourra évaluer les effets avant un certain temps — que les trois conditions posées par le « défi » de W. Reuther et que nous définissions en ces termes (1) :

« Réenclencher une expansion sur la base de la garantie des intérêts associés de la trilogie : entreprise, travailleurs, consommateurs », semblent trouver un écho dans les accords conclus. Car, si les travailleurs obtiennent des avantages, les producteurs une stabilité, il semble bien que les consommateurs — dont on parle moins — constituent la charnière de l'édifice.

Si on en croit les informations concernant les voitures de la saison 1958-59, il semble que les fabricants américains aient compris la nécessité d'adapter leur production aux moyens et aux goûts de la clientèle et que chez Buick en premier, puis chez Chrysler — et il est certain que tout Detroit sera entraîné — des efforts aient été poursuivis pour absorber les hausses sur le marché de l'acier et proposer, sinon toujours des baisses de prix, du moins des améliorations, des perfectionnements, des simplifications sur des modèles, avantages dont bénéficiera le consommateur, sous réserve parfois de majorations très réduites.

Lorsque, fin juin de cette année, les producteurs d'automobiles des Etats-Unis décidèrent de renoncer aux pourparlers et de dénoncer les conventions collectives, résiliant les clauses de garanties des travailleurs, levant le privilège de « closed shop » de l'U.A.W., il sembla à plus d'un que les enchères de l'U.A.W. avaient été un peu présomptueuses, démantelant les défenses d'un partenaire trop téméraire dans des circonstances aussi périlleuses. On était en pleine récession.

Mais Reuther sut être patient. S'il ne pouvait ni ne voulait jouer, il savait que de l'autre côté non plus, on ne pouvait imprudemment s'aventurer. Sans éclat, sans forfanterie, il organisa la résistance sur les positions définies par son adversaire. Grâce à une vigilance syndicale méthodique, il assura le maintien du closed-shop, relayant l'employeur dans la garantie de son privilège et par une manœuvre de « rock and roll », recula le contact jusqu'au moment opportun, jusqu'à l'automne.

Entre temps, une reprise générale se dessinant dans l'économie américaine, le parc des voitures disponibles diminuant dans les entrepôts le patronat — qui cependant s'était concerté et organisé — semblait dans cette conjoncture optimiste, plus enclin à éviter une épreuve de force, afin de profiter de cette ébauche de reprise.

Comme en 1955, c'est en dissociant le front uni du patronat que Walter Reuther engagea sa manœuvre.

Outre qu'il était aisé de présumer qu'à cette période de sortie des nouveaux modèles, aucun des trois grands coalisés, General Motors, Ford, Chrysler ne pouvait courir le risque de voir son activité propre menacée, paralysée par une grève — qui n'eût été profitable qu'aux deux autres — un autre facteur influa sur la tactique de l'U.A.W. : une grève à la G.M.C. coûte 8.000.000 de dollars au fonds de grève du syndicat, une grève chez Ford ne se monte qu'à 3.000.000 de dollars (2).

C'est ce qui décida Reuther à rompre la coalition des trois grands et à traiter séparément et successivement — à son moment — d'abord avec Ford, soulagé d'échapper à la menace, puis avec Chrysler, puis enfin — et en posant des exigences plus précises en revendiquant des conditions particulières très importantes pour certaines catégories de travailleurs — avec General Motors, impressionné par une grève de 12 heures affectant 250.000 ouvriers, et encore sous la menace de litiges persistants en certains points sur des cas précis.

Qu'apportent les accords conclus dans l'industrie automobile américaine ? En gros et pour l'ensemble

(1) Voir notre article précédent : « Les défis de Walter Reuther », dans la R.P. de mai 1958.

(2) Le dommage en salaires pour les travailleurs estimé par M. Seaton de la G.M. se monterait à 5.000.000 de dollars par jour pour G.M. plus 5.000.000 pour les fournisseurs de la Compagnie. Cela laisse à penser sur l'ordre de grandeur des pertes de la G.M.

des avantages obtenus, on peut considérer que la tactique de l'U.A.W. a apporté aux travailleurs, sous des postes divers, une majoration de 28 cents de l'heure par ouvrier (3) pour la période triennale du contrat, le coût devant être payé par une majoration de la productivité.

Les clauses économiques fondamentales que l'on retrouve dans les trois conventions de l'automobile devaient également servir de base de discussion à l'International Union of Electrical Workers, l'I.U.E. qui comptait le 4 octobre 25.000 travailleurs en grève revendiquant en outre des avantages spéciaux pour leur catégorie.

Les trois points essentiels de la convention de l'automobile se décomposent comme suit :

1) Trois augmentations annuelles successives de 7 cents de l'heure par ouvrier basées sur une option d'amélioration annuelle de la productivité de 2 1/2 %.

2) L'attribution d'une indemnité de vie chère de 3 cents par heure ; les 15 cents de l'indemnité actuelle étant incorporés au taux de salaires.

3) Une indemnité de licenciement aux travailleurs rejetés de la production à titre définitif, variant de une semaine de salaire pour deux ans d'ancienneté, à trente semaines pour trente ans de présence.

Enfin une augmentation de 8 cents de l'heure sera attribuée à environ 40.000 ouvriers qualifiés.

En outre, un total d'environ 4 cents de l'heure assurera une revalorisation des retraites et une amélioration des indemnités de chômage, des assurances-vie et assurances-maladie (4).

Tout d'abord ils portent l'empreinte de *perspectives constructives* procédant d'une conception économique novatrice dépassant le cadre de la lutte corporative pour s'attaquer aux problèmes d'ensemble. Les conventions assortissent les avantages principaux obtenus — touchant le salaire direct — d'un ensemble de garanties annexes profitables à la collectivité.

Mais surtout, et c'est sur ce point que nous voudrions attirer l'attention des travailleurs, et plus particulièrement des syndicalistes, les discussions contractuelles de l'U.A.W. portent la marque d'un réalisme tactique rigoureusement étudié. Sans négliger la dynamique de la spontanéité, chère à nos amis, l'organisation syndicale de l'automobile sait ordonner son action et canaliser ses impulsions en fonction des possibilités pour obtenir des avantages favorables à tous dans l'immédiat et dans une perspective de prospérité. C'est, dans le domaine de la *tactique syndicale*, la marque d'un mouvement majeur.

Cécile MICHAUD.

(3) Le salaire horaire moyen dans l'automobile atteint 2 dollars 50.

(4) Des difficultés supplémentaires résidaient dans les différences de salaires à tâche égale dans divers établissements. On en a tenu compte dans 3 usines Chevrolet et 2 usines Fischer.

En outre, une autre concession a été accordée aux ouvriers occupés dans les usines Tournant à équipes quotidiennes de 8 h. et qui jusqu'ici ne touchaient que 7 h. 1/2 de travail. Ils toucheront pour leurs 8 h. de présence, le repas étant pris au travail ou lors de la pause.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME AUX ETATS-UNIS

La Ligue libertaire des Etats-Unis vient de publier une brochure de Sam Weiner, sous le titre : « Ethics and American Unionism » (1). L'auteur étudie les récentes affaires de corruption dans le mouvement syndical qui ont été publiquement discutées, et en décèle les origines dans la conception que se font du syndicalisme certains leaders de l'A.F.L.-C.I.O. Si, comme David Dubinsky, on estime que « le mouvement ouvrier a besoin du capitalisme comme le poisson a besoin de l'eau », alors il ne peut être question que d'un syndicalisme d'affaires, organisé et manipulé par des hommes d'affaires spécialisés dans les « affaires » syndicales et pour lesquels la démocratie ouvrière n'a qu'une valeur conventionnelle. Le gangstérisme n'est pas un phénomène nouveau au sein du mouvement syndical américain, et ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, s'effraient de son ampleur l'ont toléré pendant de nombreuses années.

Aussi, le « code moral » que le Conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. s'efforce d'imposer à ses affiliés ne peut avoir d'intérêt, selon Sam Weiner, que s'il fournit l'occasion aux syndicats « propres » (et il cite notamment l'Union typographique et le syndicat des ouvriers de la boucherie) de renouer avec la tradition syndicaliste authentique qui est celle de la lutte des classes, de l'initiative ouvrière et d'une véritable démocratie dans toutes les organisations de salariés. La lutte contre les Dave Beck et les Hoffa ne doit pas être laissée aux mains des états-majors, mais doit être entreprise à partir des syndicats d'entreprises et des organisations locales où des signes évidents de renouveau se manifestent, et où les méthodes et les conceptions propres aux I.W.W. (Industrial Workers in the World) ne sont pas oubliées.

Sam Weiner écrit : « De nombreux indices montrent que la période de complaisance et d'apathie dans l'actuel mouvement ouvrier touche à sa fin. L'A.F.L.-C.I.O. s'est vu contrainte à prendre des mesures disciplinaires à propos des violations les plus flagrantes du comportement moral, non pas seulement du fait des enquêtes du Sénat ou en raison de la volonté d'une fraction des dirigeants d'éliminer des cliques concurrentes qui cherchaient à les supplanter. Nous sommes témoins de quelque chose qui dépasse la simple lutte pour le pouvoir. Des centaines d'unions locales ont protesté. Des dizaines de milliers de lettres s'élevant contre la conduite dédaigneuse des officiels ont été reçues au quartier général de l'A.F.L. Il est évident que les leaders de la vieille ligne collaborationniste ne trouveront pas et ne peuvent trouver une solution fondamentale à la situation actuelle ; ce sont les travailleurs qui la trouveront eux-mêmes. »

A l'appui de cette opinion, l'auteur cite les grèves « sauvages » qui ont éclaté en opposition aux dirigeants, le mécontentement dans le syndicat de l'automobile, la révolte des conducteurs des transports contre la direction de l'Union des transports.

Pour Sam Weiner, un mouvement de renaissance syndicaliste ne peut surgir d'une action artificielle, mais essentiellement d'une « reconquête des syndicats par leurs membres », d'une décentralisation des appareils, du retour aux discussions des conventions collectives à un niveau accessible aux intéressés, du refus des accords interdisant les grèves, de l'élimination des subventions à des campagnes politiques et du rejet d'une politique syndicale internationale calquée sur celle de l'Etat.

(1) The Libertarian League, P.O. Box 261, Cooper Station, New York 3, N.Y.

Propos non conformistes

Liquidation du fascisme et émulation socialiste

Nous avons tenté, dans nos propos du mois dernier, d'expliquer le gaullisme par la nécessité d'un Etat fort, pour imposer des contraintes politiques et économiques artificielles.

Mais pendant nos vacances, nous avons profité de l'atmosphère italienne pour rêver d'une autre politique. Oublions nos partis-pris syndicalistes et révolutionnaires. Raisonnons comme un Français moyen, dont le bon sens traditionnel aurait résisté à l'ivrognerie des slogans et aux papouilles du bonnet à poil.

Une promenade autour du lac de Garde éveille quelques réminiscences. Le car qui nous porte a été loué par un organisme hollandais de tourisme populaire. Le manager est aussi un Hollandais aux tendances libérales et socialistes affirmées indiscrètement, avec la sincérité d'un peuple libre et courageux, dont son admirable passé maritime a ouvert l'esprit (malgré de pénibles survivances colonialistes). Il a insisté en passant entre Torbole et Riva sur les remarquables travaux entrepris pour prévenir et contenir les crues de l'Adige. Maintenant, sur la corniche de Riva à Salo (56 ponts et 70 tunnels en 42 kilomètres), il en évoque la réalisation. Route stratégique, construite sur l'ordre de Mussolini en 1934, pour porter rapidement les troupes au Brenner, s'il avait fallu soutenir le jésuite sanglant Dolfuss (chancelier d'Autriche) contre Hitler (ce n'est qu'après la conquête de l'Ethiopie en 1935 que le Duce s'allia au Fuhrer). Construite par les prisonniers politiques qui ont laissé là plusieurs milliers de cadavres. Des monuments perpétuent le souvenir des quelques garde-chiourme fascistes, victimes... « de la justice immanente ». Notre guide regrette que la République italienne n'ait pas songé à dresser un autre monument célébrant le sacrifice des bagnards antifascistes.

Ceux qui admirent cette œuvre d'art pensent sans doute comme ceux qui glorifient les Pyramides et les grands travaux staliniens : « Qu'importent de vagues humanités !... »

Mais j'entends mon petit boutiquier français, vantant hier l'ordre mussolinien, le despotisme bienfaisant... Aujourd'hui, fixé au garde-à-vous devant son Général, se pâmant d'admiration pour les Spoutnik... ou la discipline de l'Espagne... se lamentant sur le désordre, l'anarchie, l'incurie des démocraties.

Un imbécile ? Allons donc. Que de savants pour enrichir ces certitudes ! Alors que les réalisations accomplies — sans aucune publicité tapageuse — dans les démocraties ont victorieusement asservi les éléments et dominé la Nature ; alors que l'efficacité est en raison directe de la Liberté (2).

L'EXPANSION ITALIENNE

Il n'est guère d'exemple plus édifiant que celui que nous avons sous les yeux. En Italie du Nord (dans le sud de la Péninsule, les problèmes se posent en termes différents), le plus petit village porte sur ses murs les traces d'âpres luttes politiques, la lutte des classes pénètre dans toutes les usines et si les deux Eglises (romaine et moscovite) sévissent, bénéficiant de l'héritage de vingt-deux années de fascisme, le touriste étranger respire un air de liberté sur cette terre où l'esprit libertaire survit et se fortifie. Faut-il ajouter que le régime s'apparente à celui de la IVe République, que les crises ministérielles y furent nombreuses et longues ?

Voile-toi la face, ô boutiquier gaulliste. Il suffit d'observations superficielles pour se convaincre des progrès rapides de ce pays, de ses techniques industrielles, de son urbanisme. Non seulement le tourisme s'est développé au point de placer l'Italie au premier rang en Europe, mais encore il s'est démocratisé (3). Le nombre total de touristes étrangers, de 7.700.000 en 1953 a probablement atteint 12 millions en 1957 (4). Et si l'insuffisance des biens de consommation provoque toujours un fort courant d'émigration, il convient de noter une diminution sensible de celui-ci relativement à l'importance de la population.

En 1913 : 872.600 émigrants sur 35 millions d'habitants. En 1954 : 250.000 sur 47 millions.

L'Italie cependant a une densité de population plus de deux fois supérieure à celle de la France (162 au kilomètre carré contre 77) ; la mise en valeur du sol est encore très insuffisante en Italie méridionale ; il existe encore de grandes surfaces improductives. Elle manque de presque tous les minerais industriels et de charbon. Pour son alimentation, comme pour ses approvisionnements en matières premières, l'Italie a donc toujours été tributaire de l'étranger, ce qui explique un étatisme, un protectionnisme et un nationalisme, virulents déjà avant 1914, que Mussolini a portés au paroxysme.

Le paradoxe n'est qu'apparent. Le libéralisme économique est né en Angleterre, là où l'on pouvait offrir à l'étranger en produits industriels plus que l'on ne recevait en produits agricoles et alimentaires. Lorsqu'il semble impossible d'atteindre à l'équilibre du commerce extérieur, la logique formelle exige **un Etat omnipotent pour réduire la consommation intérieure au strict minimum, afin de payer par des exportations obligatoires les importations nécessaires.** Un Etat naturellement agressif, qui veut arracher aux vieilles nations industrielles les ressources des pays colonisés.

POLITIQUE ECONOMIQUE ANTIFASCISTE

Cette logique justifiait le fascisme. Mais l'Italie a eu, après l'écroulement du système, la chance de mener, par nécessité d'abord, par choix délibéré ensuite, une politique économique diamétralement op-

---

(2) Dans le **Contrat Social** de janvier 1958 Richard Walker écrit ces lignes judicieuses à propos des notes d'illustres voyageurs retour de Chine (Simone de Beauvoir, Edgar Faure, par exemple) : « **Nombre de visiteurs sont non des techniciens, mais des professeurs ou des écrivains qui n'ont jamais pris la peine de visiter les grands travaux de leur propre pays ; ils ignorent tout simplement que chez eux de nombreuses réalisations techniques peuvent être avantageusement comparées à celles que leur montre l'Intourist chinois.** »

(3) Cette démocratisation est mise en évidence par le fait que le nombre des touristes a augmenté de 17 % alors que les recettes n'ont augmenté que de 12 %.

(4) Ces précisions et celles qui suivent sont extraites de deux fascicules de la Documentation française consacrés au commerce extérieur de l'Italie (Notes et études documentaires, 8 et 10 avril 1958). Les sources en sont les publications officielles du gouvernement italien, de l'O.E.C.E., de l'O.N.U., les revues et périodiques italiens, etc.

posée. Vaincue et délivrée du nazisme, l'Allemagne fédérale — patrie de l'économie fermée et du socialisme autoritaire — a bénéficié d'un développement presque miraculeux, en brisant presque toutes les contraintes étatiques. L'Italie républicaine — patrie du fascisme — a joué hardiment la carte du libéralisme.

Sans doute, l'aide américaine a-t-elle permis à l'Italie d'absorber après la Libération la majeure partie du déficit de la balance des comptes. Mais dès 1946, le gouvernement rétablit la liberté des transactions extérieures, supprime les restrictions quant à l'emploi des devises étrangères, accorde une grande liberté aux importateurs pour le choix des devises utilisables dans le règlement de leurs achats. On sait que l'Italie a voulu réaliser **une union douanière franco-italienne,** officiellement contresignée et officieusement sabotée par les représentants français. On sait aussi que l'Italie a fidèlement suivi les consignes de l'**Organisation européenne de coopération économique** et de l'**Union européenne des paiements.**

Il ne nous appartient pas de commenter ici le plan établi en 1954 par le ministre des Finances Vanoni qui fixe les objectifs économiques et sociaux à atteindre en dix ans (en particulier, quant à la mise en valeur du Sud et l'équilibre économique entre le Nord et le Sud).

Mais sur le problème examiné, il convient de remarquer que les auteurs de ce plan se sont trouvés placés exactement devant la même option que le gouvernement français en 1958. **Ou courir le risque d'aggraver le déficit de la balance commerciale en accroissant les importations nécessaires à l'expansion industrielle — ou chercher l'équilibre du commerce extérieur, en limitant les importations au niveau des exportations.** Ils ont choisi la première solution. Et pour combler le déficit des comptes, outre l'aide à l'exportation et le développement du tourisme, **ils ont fait largement appel aux capitaux étrangers.**

Or voici les résultats :

Calculés en dollars — ce qui offre une base relativement stable de comparaison — les importations de 1.542 millions en 1930 tombent en 1939 (après dix-sept ans de fascisme) à 542 ; les exportations tombent de 1.079 à 569.

De 1947 à 1956, les importations montent de 1.428 à 3.169 millions, les exportations de 655 à 2.157 (il est très important de remarquer que la croissance de celles-ci est beaucoup plus rapide que celle de celles-là).

OBJECTIONS ET REPONSES

— Pourquoi cet éloge explicite de l'Italie, implicite du gouvernement chrétien-social ?

— On ne loue pas plus le gouvernement italien que le gouvernement français en reconnaissant, même en célébrnat l'expansion industrielle des deux pays occidentaux. On constate simplement que, placé devant un phénomène identique et normal — c'est-à-dire une croissance des importations industrielles, supérieure provisoirement aux exportations — le gouvernement italien choisit de « laisser faire et de laisser passer » dans la mesure du possible. Le gouvernement français entend, par des mesures arbitraires, restreindre, sélectionner les importations, gonfler les exportations en diminuant la consommation intérieure, c'est-à-dire en abaissant le niveau de vie des Français. Entre cet étatisme et celui de Mussolini, de Hitler et de Staline, il y a différence de degré, mais identité de nature.

Ce n'est pas la première fois que des partis d'origine catholique se révèlent plus « cosmopolites » que les partis socialistes. Le cosmopolitisme n'est pas l'internationalisme, mais il n'en est pas l'antithèse, comme le nationalisme même socialiste.

Cela ne résout pas d'ailleurs les contradictions internes des partis populaires « chrétiens ». Contradictions dans la clientèle entre grands propriétaires féodaux et salariés revendicatifs — à la tête entre l'Eglise férocement conservatrice et le libéralisme européen.

— Accepter les crédits étrangers, n'est-ce pas détruire l'indépendance nationale ?

— Celle-ci est en Europe occidentale un mythe dangereux. Aucun peuple européen ne peut actuellement vivre en autarcie. L'indépendance d'un peuple se mesure à l'efficacité des libertés politiques et syndicales. **L'exportation des capitaux ne change rien à l'exploitation capitaliste. Celle-ci ne peut être limitée que par le mouvement ouvrier.** Ce qui peut subsister, c'est l'autonomie politique d'une nation, et la possibilité pour celle-ci d'influencer la politique internationale. En ces derniers mois, les démarches du Premier italien, M. Fanfani, eurent beaucoup plus d'influence à Washington que les nobles proclamations du Général français.

— Cette expansion française et italienne peut-elle empêcher la récession ou la crise ? Ou au contraire la provoquer ?

— Il est possible qu'une économie en expansion soit plus vulnérable. Elle l'est moins lorsqu'elle est équilibrée, lorsque la production des biens consommables suit celle des biens d'équipement. Mais une économie qui n'est pas en expansion ne survit qu'artificiellement et on ne peut que prolonger son agonie.

Au reste, l'expérience prouve qu'en période d'expansion la classe ouvrière, si ses syndicats demeurent indépendants et dynamiques, peut conquérir des positions d'où elle pourra prévenir et amoindrir les effets de la récession. Elle doit surtout s'opposer à une politique qui, en contrariant l'expansion, précipiterait ou aggraverait la récession. Les résultats techniques, économiques et sociaux obtenus par l'expansion ne s'annulent pas par la récession. Dès que l'on est sorti de celle-ci, on repart d'un rythme plus rapide qu'avant le ralentissement.

— Est-il pertinent de louer un peuple où les deux plus grandes forces politiques sont soumises aux deux Eglises de Rome et de Moscou ? L'ouvrier italien n'est-il pas beaucoup moins favorisé que l'ouvrier français, le moins favorisé peut-être de tous les ouvriers de l'Europe occidentale ?

— C'est absolument vrai. La faiblesse des classes moyennes en Italie a favorisé la politique d'expansion de Vanoni. Elle explique aussi l'influence très grande des forces « qui asservissent les âmes ».

Faut-il répéter que le développement industriel reste la condition **nécessaire mais non suffisante** de la combativité ouvrière ?

L'amélioration du sort de l'ouvrier italien dépend en fin de compte de l'indépendance et de l'activité des syndicats italiens. Mais l'expansion (même avec l'aide de crédits étrangers) la favorise (5).

A plusieurs reprises, le parti communiste italien avait formellement offert son appui au gouvernement qui modifierait sa politique étrangère. Non seulement parce que ce serait servir l'U.R.S.S. Mais aussi parce

(5) Nous n'oublions pas que l'abondance de la main-d'œuvre et la faiblesse des salaires étaient au départ des facteurs favorables pour l'économie italienne, sur le plan de la concurrence internationale. Mais Mussolini en a profité également. Sa folle politique de grandeur a gâché ses meilleures chances. L'expansion a permis d'accroître le nombre des emplois disponibles, donc de diminuer « l'armée de réserve ». Il en est résulté une augmentation des salaires. D'autre part, l'expansion exige un plus grand nombre d'ouvriers qualifiés, dont le recrutement dépend de l'élévation des salaires.

Il reste d'ailleurs — et les exemples des Etats-Unis, du Benelux, de l'Allemagne fédérale, même de la France le prouvent — que l'expansion n'est pas fonction de la médiocrité des salaires. Bien au contraire, une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse contrarie le progrès technique.

que la rupture de l'alliance avec les Etats-Unis détournerait les crédits américains, bloquerait l'expansion et aggraverait la misère sociale.

Il n'est pas impossible qu'un chantage du même ordre se dissimule sous la campagne des post-staliniens français contre le referendum.

Jouissant des mêmes possibilités, exposés aux mêmes dangers, les syndicats de France et d'Italie peuvent s'accorder avec les autres syndicats de l'Occident sur une action commune, qui ne soit pas seulement verbalisme de congrès — ce qui implique fondamentalement **de sortir des nations, de faciliter la libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes, de créer une économie, un syndicalisme aux dimensions des progrès techniques qui effacent les frontières.**

***

DES SYNDICATS QUI NE SONT PAS NEUTRES...

Pour des raisons que nous tenterons de préciser, les syndicats soviétiques bénéficient depuis quelques mois des projecteurs de l'actualité. Profitons d'abord de cet éclairage pour quelques observations préalables.

Dans le pesant verbiage qui emplit toutes les délibérations et décisions officielles en U.R.S.S., il n'est pas toujours facile de pêcher quelques informations précises et concrètes. Rappelons cependant que l'article « historique » (?) de la récente édition de la **Grande encyclopédie soviétique** indique ainsi l'ordre chronologique des congrès panrusses des syndicats :

1er congrès : 1917 ; 2e congrès : 1919 ; 3e congrès : 1920... les assises se succèdent tous les deux ans jusqu'au 9e congrès réuni en 1932.

Le 10e congrès se réunit en 1949, soit après un intervalle de **dix-sept ans**, pendant lequel les combattants d'Octobre furent liquidés, ainsi que la direction des syndicats.

Le 11e congrès se réunit en 1954 avec 1.364 délégues, dont 421 sont des ouvriers, 147 des ingénieurs et techniciens et **496 des « cadres syndicaux » ;** 931 sont membres du parti communiste.

Conformément à la règle établie, le congrès s'ouvrit par un long message du comité central du P.C., qui « déterminait les grandes lignes de toute l'activité syndicale ». Aussi bien le rapport du président Chvernik que les interventions des délégués tendaient uniquement à fixer les détails de l'application des ordres du P.C. et à dénoncer — par des exemples concrets — les défauts soulignés dans le message de l'organisation tutélaire.

Dans un éditorial également très long du numéro 3 de 1958 de la revue **l'Etat et le droit soviétique,** on use d'un rapprochement polémique qui a la valeur d'un alibi : **« L'Etat bourgeois n'est pas neutre à l'égard des syndicats ».** La preuve, c'est qu'au congrès de l'A.F.L.-C.I.O. du 5 décembre 1957, un message du président Eisenhower lu par le secrétaire d'Etat au Travail James Mitchell annonçait un projet de loi imposant aux syndicats un contrôle gouvernemental sur leur administration et leurs comptes financiers.

Cette menace, motivée par l'affaire — assez connue — du Syndicat des camionneurs et de quelques autres, a en effet été formulée. Mais le congrès s'est opposé vigoureusement à **« toute proposition qui sous prétexte de protéger les travailleurs de la corruption viserait en réalité à affaiblir les syndicats et à compromettre les moyens dont ils disposent de s'acquitter des responsabilités qui leur incombent à juste titre ».** On sait que la centrale américaine n'a pas hésité à exclure les fonctionnaires corrompus et les syndicats qui se solidarisaient avec ceux-ci.

Le même article souligne, par un naïf et involontaire rapprochement, que **« les syndicats soviétiques ne sauraient accomplir leurs tâches avec succès qu'à la condition d'être dirigés, aidés et soutenus par le parti communiste ».**

C'est bien ce qui s'est passé de 1919 à 1954. Les congrès des syndicats furent toujours précédés d'assemblées souveraines du P.C. C'est celui-ci, c'est-à-dire l'Etat, qui impose ses lois aux syndicats, dont les congrès ne sont que des réunions d'enregistrement (formalité d'ailleurs supprimée pendant dix-sept ans). C'est sur l'ordre du parti que le congrès de 1954 vota les nouveaux statuts des syndicats. Et c'est le Comité central du parti communiste qui vient encore de fixer le travail des syndicats en sa session du 17 décembre 1957.

EMULATION SOCIALISTE ET PROMOTION DE PRODUCTIVITE

Peut-être est-il utile de rappeler que les statuts votés en 1949, modifiés en 1954 précisent comme première fonction des syndicats :

« 1) **Organiser l'émulation socialiste pour assurer l'exécution et le dépassement des plans de production, l'accroissement de la productivité du travail et la réduction des prix de revient.** »

Il y a huit autres fonctions...

« 2) **Participer à l'établissement des salaires et des normes de travail de manière à promouvoir la productivité...** » Et l'on formule le principe **socialiste** de rétribution au prorata du travail fourni. Voilà qui est net. Faut-il rappeler que la vieille devise utopiste que les marxistes n'ont pas reniée proclamait : **à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités** (1). On nous dira que son application dépend de la réalisation préalable d'une société communiste parfaite. Tout cela appellerait un débat sur les notions de « besoins » et de capacités. Ce que nous avons soutenu ici et que nous maintenons, à propos des échelles de salaires et de traitements en France : c'est que l'on doit reconnaître a priori l'équivalence des besoins de tous les individus et que la qualification professionnelle doit s'évaluer en primes qui s'ajoutent et non en coefficients qui multiplient.

Mais la formule statutaire — loi fondamentale pour les syndicats soviétiques — veut résoudre définitivement l'alternative : salaire aux pièces ou salaire au temps. Elle choisit le premier terme, alors que tous les théoriciens socialistes, tous les militants syndicalistes choisissaient le second. Ce n'est pas la capacité qui motive la différenciation, c'est le rendement.

Dans les pays capitalistes, lorsque le salaire s'évalue en fonction de la production individuelle, les syndicats ont en général obtenu la fixation d'un minimum au-dessous duquel le salaire ne peut descendre, quel que soit le nombre de pièces produites. Il y a aussi un maximum qui détermine, lorsqu'il est atteint, l'élévation des normes initiales... par une initiative ordinairement patronale. La loi stalinienne a fait sauter complètement en 1934 les limites maxima et minima. C'est-à-dire que l'ouvrier peut dépasser les taux tarifaires sans restriction. Et, pour augmenter le rendement, la direction de l'usine peut procéder à l'établissement de nouvelles normes. On comprend alors la nécessité du stakanovisme : les « performances héroïques » se normalisant au sens propre du mot et déterminant une multiplication des pièces produites en une unité de temps et donc une diminution du salaire réel. Et l'exploitation peut atteindre son maximum, car il est dit tout aussi formellement que le travailleur doit être rémunéré d'après la quantité et la qualité du produit, **sans qu'un salaire minimum lui soit assuré.**

On pourrait juger par ces premières observations du caractère réactionnaire du système russe, malgré les réalisations spectaculaires qu'admirent tant de commentateurs occidentaux. Dans une économie artisanale, on peut calculer la rémunération en fonction de l'effort fourni. La concentration industrielle, la division du travail, le travail à la chaîne ont limité à tel point la responsabilité individuelle du travail-

(1) Cf. la critique du programme de Gotha rédigée par Marx et Engels.

leur que depuis très longtemps les militants ouvriers et socialistes ont condamné le « travail aux pièces », non seulement parce qu'il porte au maximum l'exploitation patronale, mais encore parce qu'il brise l'unité ouvrière dans l'entreprise.

Formellement, les syndicats doivent aussi : « 3) **favoriser l'amélioration de la qualification professionnelle et l'utilisation des techniques les plus modernes ; 4) conclure les contrats collectifs ; 5) contrôler le respect de la législation du travail ; 6) Gérer les assurances sociales, les institutions sociales ou culturelles ; 7) développer la culture ; 8) stimuler le recrutement de la main-d'œuvre féminine en aidant à l'éducation des enfants...** »

En fin d'énumération on leur accorde **« la représentation de la main-d'œuvre syndiquée devant les administrations de l'Etat ».**

Les troisième et quatrième tâches seraient liées aux deux premières et répondraient à notre observation sur l'archaïsme du système.

Ces formules semblent mieux adaptées aux exigences actuelles. Il est vrai que le système reconnaît le caractère collectif de l'entreprise. Les salaires ne dépendent pas seulement du rendement individuel, mais aussi de la production de l'entreprise. On impose à celle-ci une somme globale dite **« fonds de salaires »** qui ne peut être utilisée totalement que si le programme fixé est entièrement accompli et qui est réduite ou augmentée, selon que ce programme est inachevé ou dépassé.

SALARIE, ASSOCIE ET... SERF

Comme l'explique fort bien notre ami Paul Barton par une étude publiée dans **Saturne** du premier trimestre 1958 et à laquelle nous empruntons la plupart de nos informations, le système soviétique tend à assimiler, par différents moyens, le contrat de travail à celui d'entreprise : on cherche à rendre les ouvriers responsables non seulement de l'exécution exacte des travaux assignés, mais encore de leur résultat.

Mais le contrat d'entreprise suppose l'égalité des contractants. Si l'entrepreneur est responsable de la fabrication, il dispose librement du produit et ne s'engage à le livrer que dans des conditions qu'il a librement débattues. Il est même en général possesseur des moyens de production.

En régime capitaliste, cette égalité n'existe pas dans le contrat de travail individuel. Car l'ouvrier seul n'a pas la qualité d'entrepreneur. Sa liberté est limitée par la nécessité de vendre sa force-travail. Encore n'est-elle pas totalement abolie, il n'est pas **juridiquement** contraint de subir les conditions du patron.

L'intervention dans l'entreprise et dans l'industrie de la collectivité ouvrière, des syndicats ou fédérations de syndicats peut substituer **la convention collective au contrat individuel,** ce qui réduit l'inégalité entre les contractants. Le patronat ne peut recruter sa main-d'œuvre qu'en se soumettant aux règles contractuelles. Il reste seul responsable de la production. De plus, certaines législations démocratiques accordent aux délégués ouvriers, dans certains cas, un droit de contrôle de la gestion, même un pouvoir de cogestion.

L'ouvrier soviétique, théoriquement associé, garde en fait la qualité de salarié, en perdant les avantages conquis par l'organisation ouvrière. **Les normes de salaires, les conditions de travail, le « fonds de salaires » dans chaque entreprise sont fixés par voie d'autorité.** Et la convention collective, loin de combler les lacunes du contrat individuel, a comme but essentiel d'engager les ouvriers dans l'application des décisions gouvernementales, c'est-à-dire dans l'accomplissement du programme de production (2).

Au pays du grand mensonge, l'ouvrier prolétaire à qui le droit de coalition et le droit de grève ne sont pas reconnus, n'est investi de la qualité de « propriétaire ou d'associé » que lorsqu'il s'agit d'alourdir ses charges et son exploitation. Par compensation, des servitudes du féodalisme pré-capitaliste l'enchaînent à l'entreprise, comme le serf était lié à la terre. Outre que comme pour tout sujet soviétique, **l'obligation du passeport intérieur** soumet ses déplacements à l'arbitraire policier, le maintien du **livret de travail** les soumet à l'arbitraire patronal. Ce n'est que le 25 avril 1956 que fut abrogé le décret du 26 juin 1940 interdisant **tout changement volontaire d'emploi.**

Encore aujourd'hui, les migrations volontaires sont-elles paralysées par de multiples complications administratives, dont l'appareil syndical assure l'application.

SYNDICATS TOTALEMENT INTEGRES DANS L'APPAREIL TOTALITAIRE

Il y a plus. Le régime totalitaire impose le choix des responsables syndicaux par le parti et les comités de base sont étroitement subordonnées aux organismes supérieurs. Dans l'énumération des tâches des syndicats, une confusion voulue cache que les seules missions qui semblent impliquer quelques responsabilités sont assurées par l'organe central des syndicats, ou selon les directives de celui-ci.

Le responsable de base n'a pas d'autre charge que celle d'expliquer aux ouvriers les consignes de la direction. On se plaint non sans raison de la « bureaucratisation » de nos états-majors syndicaux. Encore sont-ils composés d'anciens professionnels. On constatait en 1954 que dans certaines industries soviétiques essentielles (le pétrole, le papier, les P.T.T., etc.) 10 % seulement des représentants syndicaux étaient familiarisés avec les professions qu'ils représentaient.

Il est difficile de faire admettre à des gens de bonne foi que nous n'exposons ici que des faits enregistrés dans des documents officiels de l'U.R.S.S. (3).

Peut-être voudra-t-on reconnaître que l'abandon par les syndicats de toute tendance revendicative a été élevé par les autorités soviétiques à la hauteur d'un principe fondamental. Des léninistes sincères affirment qu'au temps de Tomski (4), lorsque l'entreprise était encore formellement soumise à une direction tricéphale : directeur, parti et syndicat, sans mener d'action syndicale spécifique, les syndicats luttaient contre les excès bureaucratiques et l'arbitraire des directeurs. Cela vaudrait d'être débattu après une étude objective.

Mais on s'accorde pour reconnaître que ce dernier héritage de Lénine fut aboli lors du triomphe stalinien. En 1932, au 10e congrès qui a précédé le 11e de dix-sept années, et qui a engagé la liquidation de l'ancienne direction : Chvernik, président de la centrale jusqu'en 1956, condamnait **« la priorité accordée au travail défensif, alors qu'il faut faire participer les syndicats à l'édification du socialisme ».** Ce laquais stalinien ajoutait que la tendance revendicative prouvait **« un esprit petit-bourgeois étranger au prolétariat ».**

Le socialisme a-t-il été édifié ? Ce qui est certain, c'est que le prolétariat demeure. Et c'est peut-être parce qu'il a retrouvé sa spontanéité revendicative que le problème des syndicats se pose à nouveau, sous des aspects qu'il conviendra d'examiner. — **R. H.**

(2) « Conventions collectives et réalités ouvrières », de Paul Barton (Editions ouvrières).

(3) Outre l'étude de Paul Barton, déjà mentionnée, citons comme références : un article de A. Apremont (« Economie et Humanisme » de septembre-octobre 1957) et les « Notes et études documentaires » (Documentation française), no 2.452 du 22 août 1958 ; cette publication ne contient que des documents soviétiques.

(4) Le nom de Tomski est aussi familier aux anciens que celui de Losovski, secrétaire de l'Internationale syndicale rouge. Celui-ci, victime de mesures antisémites, est mort en déportation ; celui-là s'est suicidé lors de la grande purge antitrotskyste.

LES TROIS LIBAN

La presse a tout dit sur les événements du Liban. Sauf l'essentiel. L'anecdote et les généralités sur la conjoncture internationale ont noyé la réalité libanaise. Si bien qu'après trois mois de sensationnels reportages, le lecteur qui veut comprendre reste sur sa faim. La « lettre » que nous publions ci-dessous n'a d'autre but que de définir le contexte des événements actuels :

Placé en bordure de la Méditerranée, le Liban occupe une situation éminemment favorable pour servir de relais entre l'Occident et l'hinterland arabe. Grâce au port de Beyrouth, grâce aussi à un aéroport ultra-moderne, grâce enfin à un système routier bien entretenu et à quelques voies de chemin de fer essentielles, la petite république assure la liaison commerciale entre les grandes places mondiales et les pays arabes. Il en jaillit une source de revenus importante qui se gonfle souvent par la contrebande et les jeux financiers. En raison des bouleversements politiques fréquents chez les voisins (Syrie, Irak, Jordanie), des capitaux considérables sont venus se réfugier au Liban et des investissements nombreux, de caractère spéculatif, ont été réalisés, dans la construction notamment.

C'est là un premier Liban, connu des Bourses, des compagnies de navigation et des maisons d'export-import du monde entier. Il est menacé par deux phénomènes différents mais étroitement imbriqués : une poussée vers l'indépendance qui porte la plupart des nations du Moyen-Orient à briser les liens anciens avec l'une ou l'autre des puissances européennes et à développer une économie locale, d'une part ; d'autre part, un changement d'orientation des courants commerciaux traditionnellement tournés vers l'Ouest et qui, actuellement, prennent en partie la direction de l'Est européen et de l'Asie.

La modernisation du port syrien de Lattaquieh, qui peut entraîner un « détournement » des activités du port de Beyrouth est un des signes de la menace qui pèse sur l'économie libanaise. C'est également dans ce sens qu'il faut chercher la raison pour laquelle de grands intérêts libanais prennent partie soit pour l'une ou l'autre des puissances occidentales, soit pour le nationalisme arabe, suivant qu'ils tirent leurs bénéfices de l'ancien système ou qu'ils veulent asseoir leur rôle d'intermédiaire en tenant compte de l'avenir. Ce n'est pas, dans ce Liban numéro 1, le fait d'être chrétien où musulman qui compte ; ce qui compte, c'est de bien choisir une politique économique.

Du reste, quand on parle de chrétiens ou de musulmans au Liban, il faut se garder de schématiser. Les chrétiens sont en majorité maronites, c'est-à-dire qu'ils relèvent d'une Eglise orientale rattachée à Rome. Mais des clans très actifs appartiennent à d'autres rites ou à d'autres Eglises : les Arméniens, les Grecs orthodoxes, diverses sectes dont l'origine remonte aux premiers âges du christianisme. Sans compter que les rivalités sont nombreuses au sein même de chaque communauté : rivalités de familles influentes disposant chacune de leur clientèle ; rivalités électorales (le système électoral libanais est basé sur l'appartenance à une communauté religieuse) ; rivalités de prestige ; rivalités économiques. Quant aux Musulmans, les tendances, pour être moins rigides en temps de crise, n'en existent pas moins: chiites et sunnites, capitale et villages, côte et intérieur, plaine et montagne.

Enfin, un troisième élément intervient : le groupe druze (localisé dans la région du Chouf) assez relâché dans ses rapports avec la population du Djebel (situé en Syrie) et où les querelles internes ne manquent pas (par exemple, la guerilla que se livrent les Arslan et les Djoumblat).

C'est là le Liban des groupes ethniques, religieux et des sous-groupes familiaux, en opposition permanente mais jusqu'à ces derniers temps en équilibre, car les intérêts contradictoires se fondaient dans une prospérité générale à laquelle chaque chef, petit ou grand, entendait participer.

Le danger qui pèse sur ce deuxième Liban vient également du mouvement de renaissance arabe. Jusqu'au lendemain de la première guerre mondiale, le Liban ne comptait que des territoires groupant une nette majorité de populations chrétiennes. C'est la France, puissance mandataire, qui voulut créer ce Grand Liban en lui adjoignant des régions situées dans le Nord et notamment celle qui entoure la ville musulmane de Tripoli. Le but des autorités françaises était d'affaiblir la Syrie, toujours rebelle, et de renforcer le Liban, apparemment plus docile. Mais le résultat fut que les chrétiens perdirent leur suprématie numérique et que la proportion de 50 pour cent entre les deux religions fut établie. Aussi voit-on périodiquement les efforts de chaque communauté pour gonfler ses effectifs (« libanisation » des réfugiés chrétiens d'Egypte ; absorption des réfugiés musulmans palestiniens).

Tant que les pays arabes du voisinage étaient plus ou moins vassaux d'une puissance européenne, le statu quo libanais satisfaisait les deux grandes communautés et chacune d'elles en tirait bénéfice. Mais avec le vaste mouvement d'indépendance qui secoue le Moyen-Orient, après le triomphe des nationalistes égyptiens, la victoire du Baath en Syrie, la création d'une République Arabe Unie entre Le Caire et Damas, les perspectives ont changé pour les musulmans libanais entraînés par l'idée d'une grande nation arabe.

Chez nombre d'intellectuels chrétiens arabes même, cette issue est saluée et encouragée. Ils estiment que la voie de l'indépendance et le regroupement des provinces arabes conduiraient à liquider les vestiges du féodalisme, à poser en termes non équivoques les problèmes de la modernisation et de la libération sociale. Ils estiment aussi que leur apport éviterait aux nouvelles — ou à la nouvelle nation, de prendre un caractère théologique musulman. Paradoxalement, pour sauver les particularismes religieux, ils souhaitent des constitutions laïques.

Reste un troisième Liban dont peu d'observateurs tiennent compte et qui cependant existe et doit nous intéresser plus particulièrement. C'est le Liban des paysans pauvres et des ouvriers. Les ouvriers agricoles forment en majorité les clientèles des notables et des puissants locaux et leur sont attachés par mille liens. L'industrialisation étant peu développée, il n'y a pas de fort courant migratoire qui ferait se modifier les conditions de travail à la campagne sous l'influence des meilleures conditions des centres urbains. De préférence, le Libanais émigrait autrefois comme commerçant en Amérique latine ou en Afrique

noire française ; il émigre aujourd'hui vers Koweit et l'Irak où il s'embauche dans l'industrie du pétrole.

Les ouvriers industriels, bien qu'en nombre croissant, ne sont encore qu'une quarantaine de milliers au Liban (imprimerie, bâtiment, textile, ciment, alimentation, ports, chemins de fer, transports routiers). Leurs organisations syndicales sont très nombreuses mais pas efficaces pour autant. Qu'on en juge : il existe une Fédération des syndicats libres affiliés à la C.I.S.L., qui groupe six organisations (enseignement privé, textile, etc.) mais dont la vie intérieure dépend en grande partie des subsides gouvernementaux ; une Fédération des syndicats ouvriers que dirigent les communistes (bois et bâtiment, hôtels-restaurants, imprimerie surtout) ; une Confédération des syndicats indépendants, sans doute la plus saine (employés du pétrole et des banques, cheminots, ports et docks) et la moins « politisée » ; la Fédération des syndicats musulmans, forte surtout dans le Nord et dans le Sud, sans compter divers syndicats autonomes et des mutuelles.

La tare qui affaiblit ces organisations est leur trop fréquente dépendance des cliques politiques et des moyens financiers de celles-ci. Leur rôle se borne (les autorités n'autorisant qu'un seul syndicat par corporation) à se faire reconnaître et à tenter de sauvegarder quelques avantages à leurs adhérents. Mais il n'existe aucune politique syndicale d'ensemble pouvant intervenir sur des problèmes généraux comme le logement, les libertés syndicales, les retraites, etc.

Ajoutons deux remarques : la première est qu'il est interdit aux fonctionnaires de se syndiquer, si bien que leur existence dépend du bon vouloir des équipes gouvernementales en place... et que leur valeur au travail est assez faible. La seconde est que les travaux les plus durs (le portage, notamment) sont effectués par des Syriens (les Hauranis, originaires d'une région située sur le Djebel Druze) ce qui contribue à maintenir des salaires très bas.

Ce Liban numéro 3 existe, et, sans doute, de sa prise de conscience dépend en partie le destin du Liban tout entier, au-delà des vieilles querelles communautaires et des haines de clans.

Ainsi que le disait un militant syndicaliste, en réponse à des militants européens qui lui demandaient en quoi ils pourraient être utiles au mouvement ouvrier libanais : « Ne nous envoyez pas de littérature trop compliquée. Dites-nous, par exemple, par une brochure simple et directe, rédigée en arabe, **ce qu'est un syndicat.** »

M. DAMASHKI.

LETTRE D'ITALIE

UNE NOUVELLE POLITIQUE

On ne peut observer la situation politique italienne et ses nombreux problèmes, sans être frappé par l'absence d'un mouvement ouvrier combatif qui exprime les exigences et la volonté réelles du peuple. Non seulement il est impossible de trouver, dans les formations politiques, un mouvement qui poursuive des objectifs, même limités, intéressant les conditions de vie des masses populaires, mais l'action syndicale elle-même s'est désormais dissoute dans le bureaucratisme des diverses organisations. Les revendications des groupes nécessiteux, comme celui des paysans, ne visent plus des améliorations, mais la défense des droits acquis et des contrats de travail que les patrons ne veulent plus respecter ; litiges qui dénotent que l'initiative n'est pas ouvrière mais patronale. Dans les catégories les plus pauvres, où la majorité du peuple se retrouve, tels les retraités, les chômeurs, les chômeurs partiels, l'organisation syndicale est absente. Aucune formation syndicale ou politique ne défend leur droit à la vie, ne parle par leur voix. C'est une énorme masse souffrante et muette. Son drame n'apparaît pas dans les chroniques politiques ou syndicales ; il se manifeste, parfois, dans les chroniques de faits divers, sous la rubrique des suicides ou des délits imputables à une misère exaspérée.

L'absence de tout mouvement populaire capable d'imposer ses problèmes et ses solutions laisse la première place aux problèmes de la classe dominante qui joue ainsi un rôle déterminant.

A ce propos, nous pouvons observer deux lignes politiques divergentes et en opposition plus ou moins ouverte : d'abord la ligne classique du capitalisme italien de l'après-guerre, c'est-à-dire l'obéissance à la politique américaine et le respect absolu des pactes militaires et économiques liés à cette politique. Cette ligne, soutenue par nos gouvernements passés avec zèle et intransigeance, impliquait une nette scission internationale avec le groupe impérialiste opposé, et une non moins nette scission interne avec les forces politiques qui s'en inspirent. Les tenants de cette politique durent d'abord engager une lutte ardente contre les forces de la gauche parlementaire qui disposait de masses combatives.

Tandis que l'opposition social-communiste s'exerçait sur le terrain parlementaire, le comportement tendu et menaçant des masses dont ces partis pouvaient disposer conditionnait seul la politique des gouvernements. Lorsque la combativité des masses eut été émoussée et l'opposition reléguée dans un jeu parlementaire stérile, la vieille politique eût pu retrouver un rôle. Au lieu de cela, en ces jours justement, elle semble se laisser remplacer par un comportement politique différent, mûri dans le sein même de la classe dirigeante. La nouvelle ligne suivie par le capitalisme italien tend, contrairement à l'ancienne, à atténuer l'obéissance aux directives américaines, ou, tout au moins, à transformer la passivité de cette conduite en suscitant certaines initiatives de caractère national.

Cette indiscipline devant la politique des blocs — qui n'est pas un phénomène exclusivement italien puisqu'il se manifeste sur tout l'échiquier politique du monde — est inspirée par une nouvelle évaluation, dépourvue de préjugés, des grands impérialismes ; on ne considère plus, comme par le passé, les intérêts nationaux en fonction des impérialismes, on tend plutôt à considérer ces impérialismes en fonction des intérêts particuliers de la nation. On refuse, par exemple, de considérer le système d'alliance qui se rattache à la Russie comme un système ennemi, et on ne dédaigne pas le contact économique et politique avec cette partie du monde ; simultanément, en politique intérieure, on ne voit plus aucun péril révolutionnaire dans les partis de gauche de qui on sollicite au contraire la collaboration, avec un

égard particulier pour le parti socialiste. Peut-être que, le système d'équilibre international se maintenant, cette nouvelle tendance voit la réalité non plus en fonction d'une guerre future, mais en fonction d'une grande compétition économique dans laquelle l'Italie a un rôle à jouer et des intérêts à défendre. La tendance qui, hier encore, influençait notre politique trouve un soutien parmi les groupes monopolistes et dans la grande industrie privée, alors que la nouvelle politique qui semble prévaloir s'appuie sur les industries d'Etat, notamment à l'E.N.I. l'organisation d'Etat du pétrole. Ce dualisme qui affronte notre classe dirigeante, dresse les uns contre les autres les grands journaux d'information, mais au lieu de creuser un fossé entre les partis politiques, elle a bouleversé chacun d'eux, en commençant par la démocratie chrétienne où les deux tendances en lutte depuis plusieurs années déjà, se déchaînent en polémiques furieuses qui dépassent parfois en intensité celles qui la dressaient contre les partis adverses. Il règne la même agitation au sein du parti républicain où l'intransigeance atlantique de Pacciardi trouve une sérieuse opposition à la direction même du parti.

Si le parti communiste se trouve en dehors de ce dualisme (qu'il exploite à des fins de propagande), alors que le parti socialiste, lui, oscille dangereusement entre la tendance à s'insérer dans les forces gouvernementales et le goût de l'opposition. Le parti social-démocrate, décisivement favorable à la nouvelle ligne, et le parti libéral, décisivement favorable à l'ancienne, ont donc une position bien définie. Déjà lors de la campagne électorale, le problème de ce choix politique — qui est un problème de gouvernement et de puissances économiques — s'était posé en premier plan avec une violence digne d'une meilleure cause, s'attachant cependant plus particulièrement aux questions internes telles que le problème des initiatives privées et des interventions d'Etat, et le premier gouvernement post-électoral marqua un point favorable à la nouvelle ligne en excluant les libéraux et en incluant les social-démocrates ; ce gouvernement, qui faisant de l'œil à la gauche tout en laissant la porte ouverte aux solutions de sauvetage ; mis à l'épreuve sur des problèmes de politique intérieure, vit sa vocation étatiste se diluer par les garanties données à l'initiative privée et monopoliste. A un certain moment, les problèmes de politique intérieure furent dominés par le drame international du Moyen-Orient et les deux tendances eurent alors l'occasion de prendre ouvertement position et de définir les termes de leur opposition. L'ancienne ligne se prononçait pour une « solution de force », alors que la nouvelle qui optait non pas pour la répression du mouvement arabe mais pour sa conversion en éléments de progrès économique, exigeait une « solution de récupération ».

Avec le débarquement américain au Liban, la « solution de force » qui poussait les Américains à pointer leurs canons sur Le Caire semblait triompher. Mais le gouvernement, se faisant l'interprète des nouveaux intérêts pétroliers italiens, préféra tabler non sur l'aggravation de la situation, mais sur l'aplanissement des difficultés dans le but de trouver, auprès des nouveaux peuples, un terrain favorable aux premières manifestations de notre industrie d'Etat. Son initiative fut heureuse puisqu'elle coïncida avec le repli général des puissances impérialistes sur des positions pacifiques d'entente. Les tenants de la vieille ligne ont accusé le coup, mais ils se réservent de reprendre la lutte dans un avenir qui leur sera plus favorable.

Cette nouvelle politique, qui se manifeste même dans les mutations des fonctionnaires ministériels, débuta ainsi par un succès international qui lui permettra peut-être de se consolider. Nous connaissons déjà sa nature économique, et nous pouvons noter à présent son caractère dynamique d'expansion qui le poussa, dès ses premiers pas, à la conquête de nouveaux marchés. Elle suscite quelque sympathie et quelques espérances dans les milieux politiques de gauche, par sa tendance à la nationalisation, et par son indiscipline vs-à-vis du bloc impérialiste. Et c'est précisément à gauche que cette nouvelle politique cherche son point d'appui : on sait qu'aujourd'hui, par socialisme et communisme, on n'entend plus parler de « société sans classe », mais simplement d'étatisme, de gestion d'Etat des entreprises. Voilà pourquoi le socialisme peut aussi se faire sous le signe de la croix. Seule une catastrophe internationale pourrait briser le développement de cette nouvelle politique mais nous ne devons pas oublier que son « gauchisme » est tout à fait occasionnel et appartient à sa première phase, à sa naissance.

Si cette tendance à l'expansion économique se développe, nous ne tarderons pas à ressentir le besoin d'une politique forte.

***

Dans la presse et dans les partis démocratiques de toutes tendances, depuis les plus sincères jusqu'aux plus hypocrites, par delà les jugements divers et les interprétations discordantes, quant à la réponse donnée par les urnes, on trouve un sentiment de commune satisfaction et d'euphorie qui persiste malgré toute une succession d'événements menaçants : ce motif de jubilation commune est la défaite électorale des partis de droite. Aux polémiques violentes sur la signification des élections et les problèmes politiques succèdent des pauses pendant lesquelles les adversaires se font des clins d'œil et se donnent force tapes sur les épaules.

— Malgré tout, tout est bien, le péril est passé, la liberté est sauve.

Et les partis démocratiques eux-mêmes qui sortirent des élections mal en point n'accusent pas un destin cynique mais se réconfortent par la victoire de la liberté sur le front de la politique générale. Toutefois, avant de prendre en considération ce fait électoral notable, un éclaircissement qui le réduira à ses justes proportions est nécessaire.

La liberté dont parlent nos personnages ne concerne pas la société mais l'administration politique ; il ne s'agit pas d'un système de vie sociale mais du mode d'administration de cette vie ; loin d'être une réalité, c'est donc un artifice politique. La réalité sociale est toujours imprégnée du despotisme économique de classes complété aujourd'hui par une croissante intolérance cléricale. Prêtres et patrons s'acharnent dans leur insatiable convoitise de domination et de richesses alors que les travilleurs se débattent confusément comme autant de naufragés pour sortir de la misère ou pour ne pas perdre une faible sécurité qu'ils ne conservent qu'avec beaucoup de peines et d'humiliations.

La liberté à laquelle font allusion nos hommes politiques ne peut donc pas avoir cette valeur de principe que, pas toujours de bonne foi, ils voudraient lui attribuer. Si nous voulions donner une version exacte de l'écroulement électoral des droites, il faudrait dire qu'il marque une victoire non de la liberté réelle qui n'existe pas, mais de l'apparence politique de la liberté. La liberté est un bien que les hommes n'ont pas encore conquis : ce n'est donc pas encore de conservation qu'il s'agit, mais bien de révolution qui fera une réalité de ce qui n'est qu'apparence. Mais on ne peut pas rester indifférent devant le retour des forces obscurantistes et réactionnaires ; si le sauvetage électoral de cette illusoire liberté signifiait effectivement que ces forces ont été défaites et que

les dangers « absolutistes » ont été écartés, nous n'hésiterions pas à accueillir favorablement cet événement et à en évaluer les effets positifs. Mais hélas ! si la liberté ainsi sauvée est illusoire, son prétendu sauvetage l'est également. Ce résultat, comme tous ceux d'ailleurs que le peuple s'imagine obtenir à la faveur d'élections, révèle sa nature éphémère, et pas seulement pour la raison que les instances réactionnaires peuvent être servies par des méthodes démocratiques. Il est certain que nos potentats économiques, par des contacts ministériels et des pressions directes, réussiront également à faire prévaloir leurs intérêts particuliers, sous couvert de programmes sociaux présentés par des gouvernements qui leur servent de couverture. Mieux encore : la politique de force et d'ordre si chère aux patrons du navire sera réalisée dans ses grandes lignes, et déjà le nouveau gouvernement s'apprête à appliquer, au nom de la liberté naturellement, certaines mesures liberticides. Non seulement le contenu politique des gouvernements continuera à être réactioinnaire — la démocratie politique étant liée au despotisme social — mais l'apparence même de la liberté ne peut pas se proclamer sauvée par la chute des droites. Si le péril — dont on s'imagine sauvés — est la suppression du système parlementaire et de l'exercice démocratique du pouvoir, il est illusoire de vouloir évaluer ce péril en fonction du nombre de voix recueillies par les partis. Même si parfois les forces de l'absolutisme politique se sont servies du Parlement, leur force véritable s'est toujours trouvée en dehors du Parlement, dans les contradictions internes et internationales de la société qui leur donnent l'occasion d'actions violentes et suscitent de fortes émotions collectives.

Alberto MORONI.

LA BOLIVIE : UN MENDIANT SUR UN SIÈGE EN OR

A bien des points de vue, la Bolivie est un des pays les plus intéressants de l'Amérique latine. Poétiquement, un homme politique a dit de ce pays qu'il était « un mendiant assis sur un siège en or ». Il semble que, pour le moment, ce siège soit un fauteuil roulant pour impotent.

Avec ses 1.100.000 kilomètres carrés et ses cinq millions d'habitants — dont la moitié sont Indiens — la Bolivie doit être jugée suivant trois zones nettement différenciées. La première comprend la zone montagneuse dont les cimes enneigées dépassent 5.000 mètres d'altitude, et les hauts plateaux (altiplano) ; ensuite, viennent les vallées, région à climat doux dont les terres sont très fertiles ; et enfin les « llanos » ou région tropicale, à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est sur les montagnes qu'est concentrée aujourd'hui toute l'activité bolivienne, avec l'industrie minière : étain d'abord, tungstène ensuite, zinc et plomb, mais en marge desquels on découvre peu à peu tous les minerais et métaux du monde. Les vallées possèdent une extrême variété de produits. Dans la zone tropicale — encore largement inexplorée — on a dénombré 87 tribus différentes d'Indiens sans contact avec le monde moderne ; on trouve, dans la région réduite où la civilisation a pénétré, du pétrole, de l'or, du fer et des bois divers.

Avec une population analphabète dans la proportion de 70 pour cent, en l'absence quasi complète de voies de communication qui artictuleraient les trois régions — facteur négatif dont l'importance est encore augmentée par l'étendue du territoire — secouée en permanence par de violentes secousses politiques, la Bolivie figure en ce mi-siècle comme un des pays les moins développés au sein du grand monde sous-développé.

Sous la Couronne, le pays exporta de fabuleuses quantités d'argent vers l'Espagne ; avec la République, il reprit le caractère agricole qui lui est naturel ; mais lors de la première guerre mondiale, la plus grande partie de son activité se tourna vers le caoutchouc dont il devint un des premiers producteurs mondiaux ; aujourd'hui, il est le deuxième producteur d'étain du monde après la Malaisie. Ce qui n'empêche pas que son industrie pétrolière naissante le désigne comme devant être, d'ici peu d'années, comme l'un des principaux producteurs latino-américains d'or noir.

Pour le moment, la principale et pratiquement la seule industrie existante est celle de l'étain dont la vente asseoit l'économie nationale, avec l'aide de quelques rentrées dues au tungstène, au zinc et au plomb dont l'exploitation pourrait être largement développée si des capitaux pouvaient être trouvés.

Jusqu'en 1952, les principales mines du pays — la plus grande, celle de Catavi, compte 18.000 ouvriers et employés — appartenaient à trois groupes : Patino, Hochschild et Aramayo. Connu sous le nom de « roi de l'étain », Simon Patino, résidant à Paris, parvint à accumuler une fortune qui fut bientôt la quatrième du monde. Le pouvoir économique des trois groupes influa sur la politique bolivienne à un tel point qu'il fut question d'un « super-Etat ». Mentionnons simplement que les bénéfices de ces entreprises étaient au moins dix fois supérieurs au budget national annuel. Alors que les principaux propriétaires vivaient en Europe, les ouvriers mineurs mouraient presque de faim.

Une commission d'experts des Nations Unies effectua une étude détaillée de la situation bolivienne en 1951. Elle en publia les effrayants résultats : la population bolivienne consomme, **annuellement et par personne,** 16.8 kgs de viande (bovine, ovine et porcine), 26,8 litres de lait ; 2,6 œufs ; 259 kgs de blé ; 10,1 kgs de sucre. La commission établit que l'alimentation des travailleurs des mines atteignait 2.274 calories par jour, alors que le travail accompli en exige au moins le double. Dans certaines régions, comme dans les forêts tropicales, ces calories atteignaient à peine 1.110 par jour, nettement au-dessous de ce que nécessite normalement un être pour vivre. Et de fait, ces groupes se trouvent dans un état permanent de demi-inanition. La Commission déclara que « l'ouvrier bolivien parvient à peine à satisfaire le 33 pour cent de ce que les pays bien organisés considèrent comme le minimum vital ». D'autres conclusions de l'enquête montrèrent que 60 pour cent des nouveau-nés de La Paz, capitale de la République, pèsent moins de 2.700 grammes et que 35 pour cent des enfants naissent avec une stature au-dessous de la normale — 229 enfants sur mille meurent annuellement — 10 pour cent de la population seulement marchent avec des chaussures.

En ce qui concerne l'agriculture, il a été établi que la superficie cultivable voisine 50 millions d'hectares, alors qu'en 1951 184.000 hectares seulement étaient cultivés pour l'ensemble du pays. Cependant, dans les régions inexplorées de l'Etat bolivien, certains propriétaires fonciers — tel Nico-

las Suarez — possèdent des domaines enregistrés à leur nom pour un total de deux millions d'hectares.

* * *

En mai 1951, des élections eurent lieu pour désigner le président de la République. Ce fut Victor Paz Estenssoro, du « Mouvement nationaliste révolutionnaire » (M.N.R.), qui fut élu. Le président sortant, Mamerto Urrio Lagoitia, estima que ce succès représentait « un danger pour la nation » et ordonna aux forces armées de prendre en charge le gouvernement, tandis que lui-même abandonnait le pays. Le 9 avril 1952, un des membres de la junte militaire prit la tête d'un coup d'Etat dirigé contre le Président, le général Hugo Bollivian, et obtenait aussitôt l'appui du parti qui, neuf mois plus tôt, avait triomphé aux élections, des ouvriers frappés par une crise économique permanente, des forces de gauche qui n'avaient cessé de lutter contre le « super-Etat » et de la majorité de la population qui avait condamné l'attitude des militaires et avait souffert de leur incurie administrative. Le coup d'Etat victorieux se transforma en une sanglante révolution qui dura trois jours. Paz Estenssoro, qui avait émigré en Argentine, revint en Bolivie et promit de nationaliser les entreprises minières, d'entamer la réforme agraire et de favoriser l'implantation de nouvelles industries. Aucun président n'obtint sans doute un soutien aussi considérable qu'Estenssoro lors de son retour à La Paz.

Les ouvriers, qui avaient pris une part décisive dans la révolution, s'organisèrent rapidement, et pour la première fois une confédération parvint à grouper tous les travailleurs du pays. La « Centrale ouvrière bolivienne » (C.O.B.) rallia toutes les fédérations existantes, provoqua la naissance de nouvelles fédérations et cette poussée de fond entraîna même les professions libérales à s'organiser, si bien qu'à un moment donné la C.O.B. rassemblait tous les travailleurs depuis les paysans analphabètes jusqu'aux médecins. Le gouvernement de Paz Estenssoro reconnut une représentation de cinq membres élus par la centrale ouvrière et en fit des ministres d'Etat au sein d'un cabinet comprenant douze membres.

La C.O.B. exerça bientôt une influence plus grande que celle du parti gouvernemental, se transformant en une sorte de « co-gouvernement ». Pour freiner cette influence, le gouvernement s'efforça d'introduire, au sein de la centrale, des éléments politiques, en accord avec certains hauts dirigeants confédéraux qui prenaient goût aux avantages du pouvoir ; la C.O.B. se transforma peu à peu en un instrument de gouvernement, avec les circonstances aggravantes que des responsables syndicaux haut placés accumulèrent de solides fortunes — imitant en cela les leaders du parti officiel — qui furent placées à l'étranger.

Le gouvernement nationalisa les grandes entreprises minières, accordant une indemnité à leurs propriétaires, payés progressivement, et donna satisfaction aux exigences de la C.O.B. pour ce qui concernait l'établissement d'un « contrôle ouvrier » dans l'administration générale et particulière des mines. Ce contrôle ouvrier était au début organisé directement par la centrale ouvrière elle-même, mais par la suite ce fut le gouvernement qui l'exerça avec droit de véto pour toute mesure prise par l'administration d'Etat des mines qui serait jugée contraire aux intérêts ouvriers. Ces contrôles furent étendus par la siute à la banque, à l'industrie et au commerce, mais, en fin de compte, les contrôleurs se transforment en simples agents du gouvernement.

La réforme agraire fut également décrétée. Jusqu'à présent, quelques parcelles de terre ont été distribuées à des paysans qui ne possédaient rien. Apparemment, la réforme se trouve paralysée après une période de lent cheminement, et, cinq ans après la décision, aucun résultat positif n'a été enregistré.

En ce qui concerne la multiplication des industries, le gouvernement se montra actif pour le pétrole, et grâce à des crédits intérieurs et étrangers dont l'intervention compliqua encore la situation économique déjà difficile, il parvint à répondre aux besoins intérieurs et à ouvrir un courant d'exportation de pétrole et de dérivés, en utilisant les deux raffineries installées il y a quelques années déjà. Un réseau de pipe-lines relie les divers centres de consommation nationale et contribue à alimenter le ravitaillement des pays voisins. Des routes, comme celle de Cochabamba à Santa-Cruz, et des voies ferrées qui relient cette dernière ville aux réseaux du Brésil et de l'Argentine, sont achevées, ce qui ouvre une perspective de renaissance économique pour cette riche région.

Les conditions de travail et de vie sont aujourd'hui très dures, plus dures qu'autrefois, et cela en dépit des facteurs favorables signalés plus haut. L'inflation est la plus extraordinaire que l'Amérique ait connue. A la suite de la nationalistion des mines, la vente de l'étain — qui se faisait vers l'Angleterre (70 %) et les Etats-Unis (30 %), pour un total d'environ 40.000 tonnes — est tombée à 28.000 tonnes en 1957. La raison doit en être trouvée dans les mesures prises par les entreprises affectées par la nationalisation qui accusèrent le gouvernement d'employer des procédés illégaux. Quand, au terme des négociations et des études menées par une commission désignée, le président Paz Estenssoro signa le décret concernant la nationalisation, le prix de l'étain qui était en moyenne de 1,20 dollar la livre (il atteignit 1,50 pendant la guerre de Corée) était tombé à 0,80. Actuellement le prix de vente officiel oscille entre 0,90 et 1 dollar.

La chute verticale des ressources en devises étrangères, l'augmentation générale des salaires et des traitements que décida le gouvernement, la prise en charge d'une industrie minière de dimensions mondiales, provoquèrent une situation économique telle que, sans l'aide des Etats-Unis, le gouvernement eût été balayé par ses adversaires anciens et nouveaux et même par les opposants surgis dans ses propres rangs.

Quand le gouvernement Paz Estenssoro prit le pouvoir, le dollar était coté à 200 pesos boliviens ; il atteint aujourd'hui 8.800 pesos, après avoir plafonné à 16.000 avant que ne fût appliqué le plan de stabilisation monétaire de l'actuel président Herman Siles. Un journal coûtait 20 bolivars en 1952. Il en vaut maintenant 500. Tous les produits ont augmenté à peu près dans cette proportion. Les salaires qui, à l'époque, étaient de 3.000 bolivars (ouvrier) et 8.000 (employé) sont actuellement de 150.000 (ouvrier) et 350.000 (employé), si bien que l'on peut évaluer le revenu moyen d'un travailleur bolivien à 30 dollars par mois.

La dégradation de la situation économique, plus les fréquentes tentatives de renverser le gouvernement — lequel s'est caractédisé par sa cruauté contre les opposants, obligeant des milliers de mécontents à quitter le pays et organisant des camps de concentration qui ont abrité jusqu'à 3.000 citoyens — firent que le soutien populaire sur lequel comptait le pouvoir alla s'amenuisant. Les travailleurs, les plus touchés par la crise, ne l'appuient plus bien qu'ils semblent encore le préférer à l'état de choses antérieur et qu'en divers sec-

teurs ils soient encore influencés par des démagogues qui font croire aux mineurs que la mine leur appartient et aux paysans qu'ils sont maîtres de la terre.

L'inefficacité de l'action de la centrale ouvrière bolivienne, la corruption de ses dirigeants — comparable seulement à celle des dirigeants du parti officiel avec lesquels ils se confondent souvent — ont déterminé la formation d'un nouveau courant syndical favorable au président Siles et qui se consacre à l'élimination des éléments corrompus au sein de la centrale. Le président Siles semble favoriser cette tendance dans l'intention de regrouper une base ouvrière distincte de la C.O.B. et y prendre appui.

Mais pour le moment, il est difficile d'évaluer sérieusement la capacité des masses ouvrières boliviennes à s'orienter vers un syndicalisme libéré de la tutelle politique et du pouvoir d'Etat.

N. MUNEZ.

CORRECTIF A LA « LETTRE DU CHILI »

A. G. nous signale que dans sa « Lettre du Chili » le sens d'une phrase a été dénaturé. A la page 34, deuxième colonne, il faut donc lire :

« Après la Conférence nationale du 1er mai, le mouvement de récupération syndicale n'a cessé d'œuvrer pour faire renaitre les valeurs réelles du syndicalisme et pour que les travailleurs puissent s'unir dans **un organisme en marge des interventions politiques, patronales et de l'Etat.**

La mortalité selon la classe sociale

Nous sommes très mal renseignés sur la durée moyenne de la vie humaine au cours des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles. Le peu que nous en savons nous conduit à penser que la mortalité a peu baissé en Europe jusqu'au milieu du XVIIIe siècle. A partir de cette époque les progrès sont certains ; d'abord peu sensibles, ils deviennent de plus en plus appréciables, surtout depuis le début du XXe siècle. A l'heure actuelle aux U.S.A., au Canada, dans nombre de pays de l'Europe de l'Ouest l'espérance de vie atteint ou dépasse maintenant 65 ans (France et Italie 66 ans, Angleterre et U.S.A. 68, Suède et Norvège 72).

Mais cette si importante baisse de mortalité, ininterrompue depuis deux siècles et dont on est légitimement en droit d'espérer une accélération, s'est développée de façon très inégale selon les classes sociales, créant ainsi le phénomène de la *mortalité différentielle.*

On peut historiquement faire remonter les premières études relatives à ce phénomène à l'enquête du Dr Villermé de 1840.

En 1897 Bestillon s'intéressa à ce problème pour Paris. D'après lui en 1891 à Paris la mortalité générale était de 42 % plus élevée dans les quartiers les plus pauvres de la capitale que dans les plus riches.

Sauvy (Théorie générale de la population, 1954) a montré que cet écart si élevé s'est maintenu pratiquement inchangé de 1891 à 1936. Une amélioration du rapport n'apparaît qu'après 1936. En 1946 la surmortalité des quartiers pauvres par rapport aux riches, sans doute sous l'influence de la Sécurité sociale, se réduit à 26 %, ce qui est encore beaucoup.

Pour l'ensemble de la population de la France nous disposons de l'étude de Febway et Croze parue en 1955. Elle ne porte il est vrai que sur la mortalité infantile, mais les chiffres en sont éloquents. La mortalité infantile, d'après ces auteurs, accuse de grandes variations selon la classe sociale : des professions libérales aux manœuvres, la mortalité infantile pase de 19,1 pour 1.000 à 61,7 pour 1.000. Autrement, suivant le milieu social dans lequel il naît, un enfant trouve une probabilité variant de 1 à 3 d'atteindre son premier anniversaire.

Poussons un peu plus loin l'analyse de cette étude. Si, des chiffres globaux de mortalité infantile, nous retranchons les décès survenus pendant les dix premiers jours de la vie qui, dus en général à des malformations et débilités congénitales, ne sont pas liées au milieu social, nous trouvons que : chez les enfants des médecins, dentistes, pharmaciens, la mortalité infantile est seulement de 10,5 pour 1.000, alors qu'elle atteint 49 pour 1.000 chez les enfants de terrassiers, 55 pour 1.000 chez ceux des mineurs. Signalons en passant que cette surmortalité chez les enfants des mineurs a paru tellement nette en Angleterre que les autorités s'efforcent d'y porter remède.

Aux U.S.A. l'étude de la mortalité différentielle suivant les classes sociales a été surtout le fait des compagnies d'assurances qui disposent d'un très important matériel statistique représenté par l'ensemble des polices des assurances-vie si répandues là-bas.

C'est chez les salariés de l'industrie que la mortalité est nettement la plus élevée. Comme en France (voir l'étude de Sauvy) cette surmortalité va s'atténuant. Mais les différences entre classes sociales restent sensiblement plus marquées aux U.S.A. qu'en Angleterre par exemple ou aux Pays-Bas. (Notons en passant qu'elles sont surtout le fait des effectifs les plus jeunes en raison particulièrement de la mortalité par tuberculose, par accidents).

On serait donc en droit de se demander si, malgré le niveau de vie si élevé de la population des U.S.A. dans son ensemble, une fraction non négligeable ne reste pas, pour des causes diverses, en dehors des bienfaits du système. Les chiffres suivant le laisseraient à penser :

Espérance de vie à la naissance des blancs des classes supérieures, 68 ; inférieures, 60 ; des noirs des classes supérieures, 56 ; inférieures, 50.

Conclusion : les progrès médicaux sociaux intervenus au lendemain de la dernière guerre ont entrainé un profond recul de la mortalité dans toutes les classes sociales et à tous les âges. Néanmoins les différences sociales restent encore très accusées surtout au niveau de la mortalité infantile. Pour les adultes l'écart va se réduisant dans les pays les plus évolués.

Dr J. LEFEVRE.

(1) Ceci n'est qu'un résumé d'un article de Léon Tabah, de l'**Institut national d'études démographiques**, paru dans le « Concours médical ».

A travers LES LIVRES

UN SIECLE DE LUTTES SYNDICALES

de J. DE BOE

(édité par le syndicat unifié du Livre et du Papier de Bruxelles)

« L'Histoire peut être tendancieuse, incomplète ou même malfaisante... » L'ami — vieux militant du Livre — qui m'a passé le livre de Jean De Boë, président de la Centrale belge de l'industrie du Livre : « Un siècle de luttes syndicales » approuve sans doute cette phrase tirée de la présentation de l'ouvrage.

C'est entre nous deux, un fréquent sujet de controverse. Et je n'ai sans doute pas réussi à le convaincre que si l'Histoire s'édifie au fur et à mesure de ses découvertes, elle n'est tendancieuse et malfaisante que lorsqu'on cherche dans le passé la justification de partis-pris préétablis et de prétentions exorbitantes.

Mais alors elle perd sa raison d'être.

La classe ouvrière n'a rien à craindre de cette exploration du passé. Il suffit à ceux qui la servent de parcourir honnêtement la route qu'elle a suivie depuis qu'elle a pris conscience de son existence pour lui apprendre que son émancipation dépend d'elle-même et que son salut est en elle.

L'œuvre de Jean de Boë confirme simplement la devise de la première Internationale placée en exergue. Œuvre qui est elle-même l'exécution d'un mandat syndical. Le syndicat unifié du Livre et du Papier de Bruxelles a chargé son secrétaire général de commémorer par ce monument le cent-dixième anniversaire de sa fondation. L'historien ici — soucieux jusqu'à la minutie de vérité historique — est un professionnel aimant son métier, un militant qu'animent sa fraternelle affection pour ses camarades et sa soif de justice sociale.

Mais le chapitre consacré à l'origine même de l'imprimerie suffirait pour enrichir toute une année d'études historiques. On cherche ce qui détermine l'évolution des choses et des sociétés humaines. De Boë n'a cure de ces débats philosophiques. Mais ces notations brèves sur les besoins qui ont déterminé l'introduction en Europe de l'impression xylographique chinoise, sur cette nécessité des copies strictement exactes et sur la diffusion des textes «éternels» qui a déterminé à la fois l'humanisme de la Renaissance et la Réforme religieuse, sur les innovations techniques, conçues humblement et clandestinement d'où sont nés les premiers ateliers — tout cela qu'il indique ou suggère est plus qu'un rappel de faits connus, c'est le renouvellement d'une histoire... trop attachée aux brillantes légendes qui flottent à la surface, ce sont des coups de sonde dans des profondeurs inexplorées.

La chronique d'un siècle de luttes syndicales se déroule avec évidemment beaucoup plus de précision. De Boë a pu disposer d'une documentation complète. Cet exemple belge, si localisé qu'il paraisse, illustre toute l'histoire ouvrière.

Là-bas, comme ici, les travailleurs du Livre furent parmi les premiers à s'organiser. Est-ce cette ancienneté dans le syndicalisme, est-ce le privilège de corporations où la concentration industrielle n'a jamais aboli l'initiative individuelle, est-ce le caractère même d'un métier qui s'apparente aux fonctions intellectuelles, et où l'on doit réaliser par la main avec autant de rigueur que d'autres conçoivent en esprit ?

Ce qui est incontestable c'est que le Livre à Bruxelles comme à Paris a suivi d'un pas régulier toutes les étapes que les autres corporations ont atteintes après lui. D'autres ont pu, à la faveur d'explosions inattendues, sauter plus haut et plus loin... mais trop souvent pour régresser, après l'essoufflement. Il n'y a que dans le Livre que l'on peut constater un progrès constant, qui ne fut interrompu que lors des grandes crises provoquées par les guerres.

C'est en 1842 que les typographes de Bruxelles formulent la revendication du salaire minimum.

C'est en 1847 qu'ils créent leur caisse de chômage.

C'est en 1873 qu'ils créent leur caisse de pensions.

C'est en 1879 qu'ils convoquent un congrès international typographique.

C'est en 1890 que l'Association lance un manifeste pour la journée de huit heures.

C'est en 1919 que l'on rédige un contrat collectif national, suivi en 1920 de l'application de l'échelle mobile...

Les travailleurs du Livre belge sont-ils alignés sur leurs camarades de France ?

Il ne nous appartient pas d'examiner la question ici. De même que nous ne voulons pas évoquer les crises internes au sein de la centrale belge que De Boë a la probité d'exposer clairement.

Ce qui nous semble édifiant, c'est que toute cette histoire est lourde de batailles et de grèves, la première menée héroïquement en 1838, les plus massives organisées en 1925, en 1931, en 1936.

Edifiante encore cette constatation que l'action syndicale ne s'est pas interrompue pendant la guerre de 1914-1917 — mais que l'organisation s'est volontairement dissoute, en 1941 pour ne pas collaborer avec le nazisme.

Edifiante enfin la déclaration de principe du syndicat qui se base sur la constatation de la lutte de classes, qui affirme la nécessité de la solidarité ouvrière en dehors de tout parti politique, de toute considération philosophique ou religieuse.

Il n'est pas mauvais que cet exemple vivant — pris dans un pays où le réformisme paraissait consacré par l'usage, où les syndicats furent longtemps organiquement liés au Parti Socialiste — prouve l'actualité permanente du syndicalisme de la Charte d'Amiens. — **R. H.**

Cercle Zimmerwald

LES SYNDICALISTES ET LES INTERNATIONALISTES DEVANT LE REFERENDUM

(Réunion du 21 septembre 1938.)

La réunion s'est tenue avec une quarantaine de participants. Les camarades Delobelle et Lamizet se sont excusés. Par l'intermédiaire de Daniel Martinet, Messali a envoyé un message d'amitié.

Nos invités Charles-André Julien et Edouard Depreux ont été empêchés de répondre à notre invitation. Nous discuterons donc entre membres et amis.

Le camarade **Guilloré** ouvre le débat en proposant un cadre de discussion, en précisant qu'un cadre « peut toujours être brisé » et que ceux qui ne font profession ni de syndicalisme, ni d'internationalisme auront droit aussi à la parole.

Il énumère les questions auxquelles cette discussion pourrait essayer de répondre : Que faut-il penser d'un référendum, en général ? Que faut-il penser de ce référendum, en particulier ? Quelles sont les caractéristiques du texte soumis au vote populaire ? Respecte-t-il, comme l'affirment ses auteurs, la séparation des pouvoirs, ou organise-t-il la confusion des pouvoirs ? Est-il progressif, dans les deux sens où ce mot peut être compris (1° constitution moderne d'un

Etat démocratique moderne ; 2o liberté accrue et champ d'action plus large pour les syndicalistes ouvriers) ? Au contraire, est-il réactionnaire ?

Guilloré esquisse ce qu'il appelle la « géographie politique et syndicale autour du référendum ». Autres questions : L'opposition à la nouvelle constitution traduit-elle une nostalgie de la IVe République ? Le problème de la Constitution est-il fondamental ? Dans le but d'aider à répondre à cette question, l'orateur donne un aperçu de la situation, en matière constitutionnelle, des quatre grands Etats du monde d'aujourd'hui.

Ne conviendrait-il pas de revenir aux « vrais problèmes », à savoir la condition ouvrière et, en premier lieu, la paix en Algérie ? En attendant, quelle réponse donner au referendum ? Non, ou abstention ? (Etant entendu que si d'aucuns parmi nous envisageaient de répondre oui, ils auront le loisir de nous dire pourquoi). Enfin, dernière question, mais non la moins importante, que faire après le referendum ? Le camarade président ne craint pas d'indiquer ses propres options : effort accru d'unité syndicale et, avant tout, union des militants syndicalistes des différentes industries et des différentes organisations. Pour terminer, il donne lecture de quatre textes qu'il juge de nature à éclairer la discussion : la proclamation de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851 ; un écrit du maréchal Bugeaud relatif à la mentalité des colons et à « toute l'armée française » mise à leur service ; un passage du rapport du gouverneur Jacques Soustelle dénonçant les élus « préfabriqués » ; enfin, bien que ça n'ait apparemment pas de rapport avec la discussion immédiate, la dépêche relatant les résultats obtenus, dans l'action directe, par les 87.000 ouvriers de la Compagnie Ford de Détroit, sous l'impulsion de Walter Reuther, président du syndicat.

Chambelland évoque, en s'appuyant sur une information publiée par Hébert, la participation de Lafond, secrétaire confédéral F.O., à un comité présidé par M. Debré. Il rappelle la position de Proudhon : « Non! parce que c'est une Constitution. » Il oppose l'action ouvrière de 1936 et ses résultats à la réaction d'aujourd'hui. De Gaulle, dit-il, a déjà fait ses preuves. N'est-ce pas lui qui fut l'introducteur des communistes dans la politique dirigeante française ? N'est-il pas encore l'homme du coup du 13 mai, préparé par Lacoste ? **Chambelland** rappelle l'étude publiée en 1930, dans la R.P., par Robert Louzon, et qui explique fort bien les événements d'aujourd'hui. S'appuyant sur la position de Germaine Tillion, **Chambelland** répondra non ! parce que la guerre d'Algérie continue

Pour **Marius Girault**, cette constitution de militaires fait éclater la faillite de ce qu'il appelle « la politique de la libération ». Dans cette faillite, la responsabilité du stalinisme est énorme, mais non moindre celle de la social-démocratie. La classe ouvrière elle-même serait-elle responsable, parce qu'elle est trop « satisfaite » ? Mais, tout en dénonçant « les compromis ignobles » que la social-démocratie a passés avec les communistes aux lendemains de la libération, Girault pense qu'il faut garder le contact avec les communistes de base et rechercher avec eux la discussion.

Hirzel déplore la tournure donnée à la discussion par les exposés introductifs. Il y voit une confusion avec la position de Mendès-France et celle de Depreux. Comme en 1936, dont il ne reste à peu près rien, on dévie vers les syndicats officiels et vers le règlement parlementaire. Ce débat n'aidera pas nos jeunes camarades à comprendre. La réaction s'est déjà fait sentir à l'usine. Il faut préparer les ouvriers à un combat plus dur qu'ils devront organiser et diriger eux-mêmes. C'est la position que « Tribune Ouvrière » s'efforce de faire prévaloir chez Renault.

Marcelle Costentin reprend pour le réfuter l'argument : « les ouvriers sont trop bien nourris pour lutter ». Elle n'est pas d'accord non plus avec ceux qui minimisent l'importance du problème de la Constitution. Elle rappelle les difficultés du combat avant 1936. La classe ouvrière qui n'aura pas su s'opposer à la Constitution saura-t-elle mieux s'opposer au fascisme ?

Simon ne croit pas que les textes changent quelque chose aux rapports de force. Il préconise l'abstention. Il fait remarquer la difficulté que l'on a partout de trouver des jeunes pour prendre la place des vieux. Le seul problème est de trouver le moyen d'impulser à nouveau la classe ouvrière.

Roger Hagnauer souligne d'abord la résistance quasi unanime de l'Université au renforcement de l'Etat. Il ne faut pas confondre, dit-il, le 1936 du rassemblement populaire et le 1936 ouvrier des journées de juin qui imposa au Rassemblement populaire d'aller au-delà de son programme. Nous lui devons des conquêtes qui demeurent et la reconnaissance réelle du droit syndical. Il voudrait surtout lutter contre « l'esprit catastrophique » de certains camarades qui raisonnent comme si tout était déjà perdu. Il dénonce dans toutes les prises de position « une série d'impostures » où les mots employés ne correspondent pas aux pensées réelles. Il faut détruire en particulier la confusion malencontreuse entre socialisme et étatisme.

Après une seconde intervention de **Chambelland**, une discussion s'institue encore sur le mouvement de 1936, sa signification, ses résultats réels et ce qu'il en reste. Au cours de cette discussion, **Hirzel** pose la question : « Dans l'abandon des conquêtes de 1936, dans les heures supplémentaires en particulier, qui est responsable ? Les ouvriers, ou bien les organisations syndicales ? »

Walusinski qui revient de Belgique fait part de l'intérêt angoissé que la population belge lui a paru prendre à la situation française. Il insiste sur la défense nécessaire des libertés scolaires et universitaires. Pour lui, le « non ! » est important. C'est ce que confirme la camarade **Limbour** qui pense que si l'abtention de masse eût été en effet une belle manifestation, elle a moins de chances encore que le « non ».

Guilloré conclut la discussion en montant que, comme il s'y attendait, le cadre qu'il avait voulu tracer n'a guère été respecté. Il ne le regrette pas puisque l'accent a été mis sur la nécessité de la lutte ouvrière directe. Il convie les camarades à prendre leur part à la préparation confiante et obstinée d'un nouveau 1936 qu'il n'est nullement absurde de prévoir.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1er SEPTEMBRE. — Attentats terroristes à **Toulouse** et à **Alès**. Le comité du **F.L.N.** en prend la responsabilité.

Lancement par l'**U.R.S.S.** d'une fusée à 450 km. d'altitude.

MARDI 2 SEPTEMBRE. — Nouveaux attentats terroristes à **Paris** et **Marseille** : la préfecture de police invite les Algériens à ne pas circuler la nuit.

MERCREDI 3 SEPTEMBRE. — Afflux de réfugiés de l'**Allemagne soviétisée** à Berlin-Ouest.

Grève des conducteurs d'autobus de **Varsovie** contre les heures supplémentaires.

Dix mille **agriculteurs** manifestent à Sens.

JEUDI 4 SEPTEMBRE. — Place de la République à Paris, présentation de la **Constitution** par le général de Gaulle. Violentes bagarres autour de la place.

SAMEDI 6 SEPTEMBRE. — La tension **américo-chinoise** s'accroît à propos de Quemoy dont le blocus est renforcé.

LUNDI 8 SEPTEMBRE. — Les conseils nationaux des syndicats autonomes des **Instituteurs**, de l'**Enseignement technique** ainsi que le syndicat de l'**Education nationale C.F.T.C.** engagent leurs adhérents à répondre **non** au referendum.

Message de Khrouchtchev annonçant que l'attaque contre la Chine communiste sera considérée comme une attaque contre l'**U.R.S.S.**

JEUDI 11 SEPTEMBRE. — Réunion à Issy-les-Moulineaux et à Lyon des congrès **socialiste** et **radical.**

VENDREDI 12 SEPTEMBRE. — L'hebdomadaire **tunisien** « l'Action » désavoué par le Néo-Destour cesse de paraître.

SAMEDI 13 SEPTEMBRE. — Rencontre à Colombey du général **de Gaulle** et de **M. Adenauer.**

La Cour suprême des **Etats-Unis** ordonne l'intégration scolaire immédiate à **Little-Rock.**

LUNDI 15 SEPTEMBRE. — Attentat manqué contre **M. Jacques Soustelle.**

Le président du Conseil de la **Guinée** se prononce pour le « non » et pour l'indépendance.

Le congrès socialiste vote pour le **oui** par 2.687 mandats contre 1.176 et condamne l'intégration en **Algérie**. Le congrès **radical** vote dans le même sens par 716 mandats contre 544.

M. Masmondi relevé de ses fonctions d'ambassadeur de **Tunisie** à Paris.

MARDI 16 SEPTEMBRE. — Nouveaux **attentats** en métropole.

Création du **parti socialiste autonome**.

MERCREDI 17 SEPTEMBRE. — L'assemblée de l'**O.N.U.** élit M. Malik président.

VENDREDI 19 SEPTEMBRE. — Constitution d'un **gouvernement algérien**.

LUNDI 22 SEPTEMBRE. — Bagarres à **Dakar**.

M. Khrouchtchev se prononce pour le **non** au referendum français.

Le président Eisenhower renvoie le dernier message du **gouvernement soviétique**.

MARDI 23 SEPTEMBRE. — La Chine reconnaît le **gouvernement algérien**.

En **Grande Kabylie**, plus de 400 hommes auraient été exécutés sur les ordres du chef rebelle Amirouche.

L'O.N.U. refuse l'admission de la Chine communiste.

MERCREDI 24 SEPTEMBRE. — **En Allemagne occidentale**, le vice-président du Conseil est démis de ses fonctions.

VENDREDI 26 SEPTEMBRE. — Offre de négociation de **Ferhat Abbas**.

Conflits entre le gouvernement **marocain** et les syndicats.

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE. — Résultats du **referendum**. En métropole : 17.668.228 oui, 4.624.478 non, 4.011.245 abstentions.

LUNDI 29 SEPTEMBRE. — Congrès du **Labour Party** à Scarborough.

Nouvelle insurrection **libanaise** menée par des groupes d'auto-défense chrétiens.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	169.160	
Abonnements de soutien	58.810	
		228.970
Souscription		14.350
Vente « R.P. »		1.730
Vente « Trois Scissions syndicales »		6.910
Vente « Est-ce que le bâtiment va ? »		100
Divers		790
		251.850
En caisse à fin juin		160.684
		412.534

DEPENSES

Impression et papier (« R.P. » juin 1958)		97.924
Impression et papier (« R.P. » juillet-août)		133.440
Frais d'expédition		14.150
Frais généraux		10.000
Téléphone		3.680
« Trois Scissions syndicales » (rassortiment)		4.600
		263.794
En caisse à fin juillet :		
Espèces	9.689	
Chèques postaux	139.051	
		148.740
		412.534

MOIS D'AOUT 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	26.500	
Abonnements de soutien	12.500	
		39.000
Souscription		1.950
Vente « Trois Scissions syndicales »		700
Divers		6.000
		47.650
En caisse à fin juillet		148.740
		196.390

DEPENSES

Frais d'expédition et divers		5.090
En caisse à fin août :		
Espèces	12.199	
Chèques postaux	179.101	
		191.300
		196.390

MOIS DE SEPTEMBRE 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	27.530	
Abonnements de soutien	7.000	
		34.530
Souscription		6.150
Vente « R.P. »		1.120
Vente des livres et brochures		3.570
		45.370
En caisse à fin août		191.300
		236.670

DEPENSES

Téléphone		3.940
Frais généraux		8.000
		11.940
En caisse à fin septembre :		
Espèces	19.579	
Chèques postaux	205.151	
		224.730
		236.670

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Aucouturier (Paris) 2.000 ; Emile Ballereau (Indre) 2.000 ; B. Barlet (Loire) 2.000 ; Marcel Bavard (Côte-d'Or) 2.000 ; A. Beau (Loire) 3.000 ; Lucien Beaunée (Côte-d'Or) 2.000 ; A. Bermon (Var) 2.000 ; René Boudet (Paris) 2.000 ; Georges Bouquet (Paris) 2.500 ; Castets (Landes) 2.000 ; René Courdavault (Charente-Maritime) 2.000 ; Marcel Deleau (Gironde) 4.310 ; Mme Délhi (Landes) 2.000 ; Francis Fuvel (Paris) 2.000 ; Jean Gassies (Landes) 2.000 ; Jean Genevrier (Loire) 2.000 ; G. Geslin (Seine) 2.500 ; H. Grandjouan (Paris) 3.000 ; A. Hennaut (Belgique) 3.500 ; Jacques Hervé (Indre-et-Loire) 2.000; Eugène Lacrouts (Calvados) 3.000 ; Charles Lebeau (Paris) 2.000 ; Maximilien Leblanc (Aisne) 5.000 ; Pierre Mader (Paris) 2.000 ; Jean-Marie Maleysson (Haute-Loire) 2.000; Camille Philippon (Cher) 2.000 ; Jean Rigal (Haute-Garonne) 2.500 ; Félix Rivière (Rhône) 2.000 ; Paul Roche (Alpes-Maritimes) 2.000 ; Jorgen Schleimann (Danemark) 3.000 ; Georges Suant (Seine) 2.000 ; Mme Teissier (Alpes-Maritimes) 2.000 ; Jean Vautard (Sarre) 2.000. — Total : 78.310 fr. (dont 58.810 en juillet, 12.500 en août et 7.000 en septembre).

LA SOUSCRIPTION

Pierre Albert (Hérault) 300 ; Théophile Argence (Isère) 600 ; Roger Auriol (Haute-Garonne) 300 ; René Autuche (Haute-Loire) 600 ; H. Aymar et « les Amis de la liberté » (Isère) 300 ; Mme Baldacci (Gard) 300 ; Henri Bareyre (Nord) 600 ; Paul Berlot (Seine) 300 ; M. Berthelemy (Indre-et-Loire) 300 ; Gustave Berthomier (Loire) 300 ; F. Boissier (Loire) 300 ; Charles Bory (Vienne) 300 ; Georges Boudou (Hérault) 500 ; Roger Boyer (Tarn) 610 ; Sylvain Broussaudier (Basses-Pyrénées) 300 ; Antonio Catena (Haute-Savoie) 300 ; Maurice Delage (Indre) 300 ; Yves Delaunay (Paris) 110 ; Yves Deler (Gironde) 110 ; Henri Désarménien (Puy-de-Dôme) 200 ; Pierre Dichamp (Paris) 1.000 ; Jean Duperray (Loire) 500 ; Joaquin Egea (Hérault) 300 ; Henri Faulconnier (Allier) 300 ; Julien Forgues (Haute-Garonne) 310 ; Auguste Fornerod (Suisse) 300 ; Félix Franc (Loire) 600 ; F. Gerin (Loire) 300 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme) 300 ; Marc Habouzit (Rhône) 300 ; B. Hernaez (Seine-et-Oise) 1.000 ; Adolphe Jardin (Côte-d'Or) 300 ; Lacolomberie (Seine) 200 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime) 200 ; Mlle Jeanne Laurent (Allier) 200 ; René Le Bras (Paris) 600 ; Louis Le Coutaller (Finistère) 300 ; Jean-Octave Léger (Haute-Savoie) 300 ; Jean Lepage (Loire-Atlantique) 300 ; Ligner (Seine-et-Oise) 300 ; Albert Lulé (Sarthe) 300 ; Robert Marchetti (Paris) 660 ; Jacques Métivier (Deux-Sèvres) 300 ; Georges Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 500 ; Louis Nédelec (Seine-Maritime) 300 ; Joannès Odin (Rhône) 300 ; Maurice Organde (Rhône) 300 ; R. Paupy-Martinet (Puy-de-Dôme) 300 ; Etienne Perrin (Loire) 300 ; Emile Perrot (Pas-de-Calais) 300 ; Olivier Pezy (Loir-et-Cher) 150; Robert Plassat (Seine) 300 ; Eugène Sauve (Dordogne) 300 ; Georges Souque (Gironde) 300 ; Claude Suchet (Basses-Pyrénées) 300 ; Mlle Hélène Thomas (Saône-et-Loire) 300 ; Paul Travail (Gard) 300 ;Van Heusel (Belgique) 500 ; Georges Vedel (Seine-et-Oise) 600 ; un camarade de Suède 1.000. — Total : 22.450 francs (dont 14.350 en juillet, 1.950 en août et 6.150 en septembre).

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.

Appel en vue d'une collaboration aux dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier français

Nous sommes heureux de publier cet appel aux lecteurs de la R.P. pour leur collaboration aux dictionnaires biographiques.

Notre ami J. Maitron qui le lance est suffisamment connu à la R.P. dont il fut pendant quelque temps, le bibliographe averti et efficace.

De multiples tâches l'ont empêché de consacrer le temps nécessaire à la rédaction de ses comptes rendus dans notre revue. Mais il est resté des nôtres et son effort pour enrichir l'histoire du mouvement ouvrier appelle notre sympathie et notre attention.

J'ai proposé à un certain nombre d'historiens l'élaboration d'une série de Dictionnaires biographiques du Mouvement ouvrier français dont j'assume la direction générale. Les volumes envisagés sont les suivants :

1. **Des origines à 1848** par J. Vidalenc.
2. **De 1848 à 1864, fondation de la Première Internationale** par R. Dufraisse.
3. **La Première Internationale et la Commune** par Mlle Egrot et J. Maitron.
4. **Le Socialisme de la Commune à la Grande Guerre** par J. Raymond.
5. **Le Syndicalisme de la Commune à la Grande Guerre** par Mlle Chambelland.
6. **L'Anarchisme de la Commune à la Grande Guerre** par J. Maitron.
7. **La Coopération de la Commune à la Grande Guerre** par F. Boudot et J. Gaumont.
8. **Le Socialisme de la Première à la Seconde Guerre Mondiale** par J. Raymond.
9. **Le Syndicalisme de la Première à la Seconde Guerre Mondiale** par Mlle Chambelland.
10. **La Coopération de la Première à la Seconde Guerre Mondiale** par F. Boudot et J. Gaumont.
11. **Le Communisme de la Première à la Seconde Guerre Mondiale** par Mlle Egrot et J. Maitron.

Des correspondants départementaux collaborent à l'œuvre entreprise et réunissent, sur les militants de leur région, des renseignements que précise le document ci-dessous :

FICHE MODELE

A) **BIOGRAPHIE :**

— nom, prénoms (souligner le prénom usuel), surnoms ou noms de guerre ;

— date et lieu de naissance, date et lieu de décès ;

— origines sociales : métier du père et de la mère ;

— études : où ? jusqu'à quel âge ? diplômes obtenus ;

— professions exercées : à quelles dates ? où ?

— à quelles organisations syndicales ? à quelles dates ? sous l'influence de qui ou de quels événements ?

— postes occupés dans ces organisations : quand et combien de temps ?

— le militant a-t-il participé à des mouvements politiques, à des mouvements de grèves, à d'autres mouvements ?

— le militant a-t-il participé à des meetings, à des congrès régionaux, nationaux ou internationaux?

— le militant a-t-il été candidat à une élection politique ? S'il a été élu, quel rôle a-t-il joué ?

— le militant a-t-il, du fait de ses idées ou de son action, subi une répression ?

Toute biographie pourra comprendre, en dehors de renseignements concernant l'activité du militant, une présentation (physique, intellectuelle, morale) de l'homme empruntés à des études qui lui ont été consacrées, des extraits de ses œuvres, etc... Toute citation, tout renseignement particulier seront suivis d'une référence de source.

B) **BIBLIOGRAPHIE :**

Œuvres du militant, publications auxquelles il a collaboré, ouvrages principaux ou études essentielles qui lui ont été consacrés. On indiquera même s'il y a lieu, les éditions successives de telle ou telle de ses œuvres afin de préciser la période durant laquelle il a exercé une influence. On donnera les cotes de la bibliothèque où il est possible de consulter ces ouvrages ou publications. Pour les « grands » militants, on pourra se contenter de renvoyer à telle publication où figure une bibliographie de ses œuvres.

C) **ICONOGRAPHIE :**

Lorsqu'on aura trouvé une photo, un portrait dessiné, une caricature du militant, on notera en tête de la fiche biographique, la référence exacte qui permettra de retrouver la photo, le portrait ou la caricature.

D) **REMARQUES :**

Trouveront place dans ces dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier tous ceux, ouvriers ou non, qui ont milité ou tenté de résoudre par la pensée ou par l'action — ou par les deux à la fois — les problèmes posés par la substitution de la fabrique ou usine à la manufacture, de la machine-outil à la force musculaire, du prolétaire au travailleur individuel.

— Des origines à 1871 les auteurs des dictionnaires souhaitent donner un travail exhaustif, autrement dit ils se proposent de retenir tous les noms des militants, même si ces militants n'ont été que de simples adhérents sans activité ou si on ne possède sur eux que de maigres renseignements : nom et profession par exemple.

— De 1871 à 1939 un choix s'impose et les auteurs ne présenteront que la biographie de militants qui ont joué un rôle important dans le mouvement ouvrier et que l'histoire doit retenir. A titre indicatif nous dirons qu'à notre avis un militant peut avoir occupé pendant plusieurs années une fonction administrative dans un parti, un syndicat, une coopérative et ne pas être retenu, alors qu'un militant qui, au cours d'une grève par exemple, a pris une initiative, lancé un mot d'ordre, etc... puis a disparu du mouvement peut valablement figurer dans le dictionnaire.

— Le correspondant départemental **n'a pas à rédiger les biographies des militants** sur lesquels il a recueilli des informations mais simplement à faire parvenir ces informations.

Dans certains départements nous n'avons pas encore de collaborateur. Aussi je me permets de lancer un appel aux lecteurs de la **R.P.** pour qu'ils acceptent de participer à l'œuvre entreprise ou pour qu'ils me fassent connaitre le nom de telle personne de leur département susceptible de m'aider.

Avec tous mes remerciements.

J. MAITRON.

117, bis, rue Armand-Silvestre
Courbevoie (Seine)